



RAPPORT ANNUEL

2007

RAPPORT ANNUEL

2007



TABLE DES MATIERES

Mot du président / Mot du directeur	6
30 ans de Lux-Development	10
La Coopération au Luxembourg	
Au cœur de Lux-Development	16
Photo d'équipe	
Les sept bureaux régionaux	22
Bureau de Dakar	
Bureau de Hanoï	
Bureau de Luxembourg	
Bureau de Managua	
Bureau de Ouagadougou	
Bureau de Praia	
Bureau de Windhoek	
Pages financières	114
Rapport de gestion	
Bilan	
Comptes de Pertes et Profits	
Rapport du Réviseur d'Entreprises	



Mot du président / Mot du directeur

La coopération au développement est confrontée perpétuellement à de nouveaux défis.

C'est ainsi que le premier objectif de la coopération au développement, à savoir l'élimination de la faim dans le monde, semble de nouveau s'éloigner sous l'effet de la hausse mondiale des cours des denrées alimentaires de base qui résulte notamment de la flambée des prix des facteurs de production ainsi que du changement des habitudes alimentaires.

Alors que jusqu'à présent le phénomène de la faim était lié essentiellement à la pénurie des produits alimentaires de base, il s'avère maintenant que les causes de la sous-alimentation sont à rechercher désormais également dans la spéculation massive qui pousse à la hausse le prix des matières premières ainsi que dans les incertitudes de la production agricole alimentaire dans la sur-exploitation des ressources naturelles et dans l'utilisation des produits de base à des fins énergétiques.

La situation est également nouvelle dans la mesure où la crise alimentaire ne frappe plus seulement que les pays pauvres en déficit alimentaire chronique mais également les économies à revenu moyen plus élevé.

Le défi de la « première crise alimentaire et nutritionnelle mondialisée », consiste à concilier, de manière équitable, les différentes possibilités d'utilisation des ressources naturelles.

La situation dans les pays partenaires de la coopération luxembourgeoise permet d'illustrer ce phénomène. La population de ces pays se trouve en effet dans un état de sous-nutrition plus ou moins accentuée.

Au Vietnam par exemple, les conditions climatiques très défavorables du mois de février de l'année ont détruit quasiment 2/3 des pousses de riz mis en culture dans le Nord du pays et provoqué la mort de quelque 136 000 buffles de trait pour la riziculture. L'installation des champs de riz

a dû être reprise à zéro. Le gouvernement a répondu à cette crise par des restrictions au niveau des exportations de riz, alors que le Vietnam est le 2^{ème} exportateur mondial de riz.

De son côté, un pays comme le Niger a été frappé par une grave crise alimentaire en 2005, nécessitant l'intervention d'urgence de l'aide alimentaire internationale.

Au Sénégal et au Burkina Faso, des émeutes violentes nécessitent actuellement des remèdes afin de stopper l'envolée des prix des denrées de première nécessité.

Après trente années de révolution verte, les réserves de riz dans le monde sont au plus bas depuis 1976. Pour remédier à cette situation de nouveaux remèdes doivent être trouvés. Les solutions actuelles consistant dans l'utilisation intensive de ressources et d'intrants, dont l'accès est généralement limité aux grands exploitants agricoles disposant de capital, a très largement pénalisé les petits exploitants et en particulier les femmes.

Les actions passées de la coopération au développement en matière de développement rural et local au fil des années

La coopération luxembourgeoise, dont l'agence d'exécution fête cette année ses 30 années d'existence, a accumulé au cours des années un important savoir-faire en matière notamment de développement rural et agricole. Les exemples ne manquent pas.

C'est ainsi qu'au Niger, les projets de développement local exécutés par Lux-Development dans la région de Dosso ont permis depuis 2000, par une approche intégrée et participative, d'associer fortement les autorités et les élus locaux et d'améliorer ainsi les conditions de vie des bénéficiaires par le renforcement des infrastructures communautaires de base, par la sauvegarde de la fertilité du sol à l'aide de mesures anti-érosives et d'une meilleure maîtrise de l'eau, par l'appui aux banques céréalières et par l'amélioration des rendements et de la sécurité alimentaire des populations.

C'est ainsi également qu'au Burkina, le Luxembourg appuie fortement l'aménagement de forêts protégées exposées à

la surexploitation et participe à la préservation de l'environnement, de la biodiversité et des ressources en eau.

En Asie, plusieurs générations de projets au Laos ont, dans ce cadre, également appuyé la mise en place de systèmes durables d'utilisation des terres de manière à améliorer la sécurité alimentaire et de favoriser l'accès aux marchés.

Mentionnons enfin les conventions d'aide alimentaire avec le Cap-Vert qui prévoient, depuis 2003, des fournitures annuelles de blé provenant de fournisseurs luxembourgeois. La contre-valeur de la marchandise est versée sur un compte destiné à financer des projets de développement dans les secteurs de l'enseignement, de la santé, de l'eau et de l'assainissement, conformément au deuxième Programme Indicatif de Coopération signé entre le Cap-Vert et le Luxembourg.

L'importance du thème transversal « environnement » réaffirmée par la crise alimentaire

Trop longtemps, les préoccupations écologiques ont été considérées comme un objectif non prioritaire que seuls les pays développés pouvaient se permettre de prendre en considération. Or, comme l'aide au développement s'inscrit dans une logique de développement durable, la coopération au développement ne saurait négliger les aspects environnementaux, sachant que les problèmes liés à l'environnement, qu'il s'agisse de la détérioration des ressources naturelles ou du changement climatique, ont un impact important sur les populations des pays en développement et les populations des pays industrialisés.

Au cours de l'année 2007, Lux-Development a considérablement renforcé ses outils et compétences en matière de prise en compte du thème transversal « environnement » dans la gestion des programmes.

Dans sa Déclaration sur la politique de coopération au développement, le Ministre de la Coopération a confirmé sa volonté à appuyer les pays partenaires dans le développement d'une agriculture durable et respectueuse de la biodiversité. Lorsqu'il s'agit de réhabiliter et d'augmenter la production vivrière dans les pays déficitaires, de nourrir durablement la population mondiale et de sauvegarder la

stabilité, Lux-Development dispose d'un savoir-faire, d'expérience, et de compétences qui permettent :

- d'inscrire les projets d'investissement rural local dans une optique de développement durable,
- d'intégrer, dès le départ, la préservation de l'environnement et des ressources naturelles dans tous les projets de développement,
- de prendre en compte l'impact du changement climatique sur les projets de développement rural.

Par ailleurs, Lux-Development se propose comme objectif de rechercher la collaboration avec les chercheurs luxembourgeois et d'aider les centres de recherche des pays partenaires dans les domaines particulièrement utiles pour contribuer aux OMD (notamment la recherche agronomique, sur la santé, les énergies renouvelables, la valorisation des déchets comme source d'énergie et d'engrais organique, l'eau et le développement durable).

Gaston SCHWARTZ

Directeur général

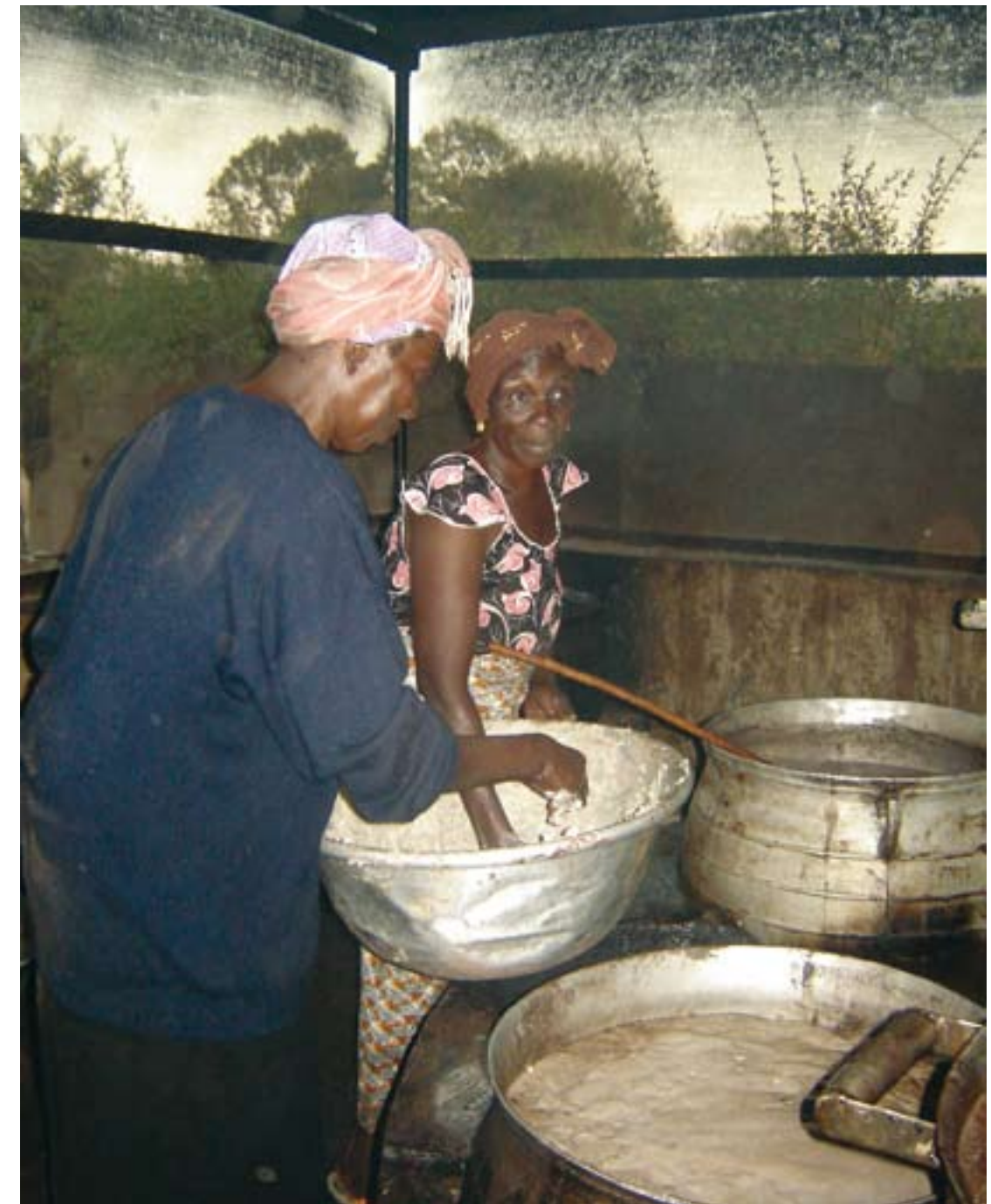
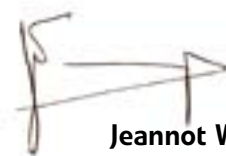


Si la priorité est accordée aux cultures vivrières et à l'auto-suffisance alimentaire nationale de nos pays partenaires, Lux-Development a un rôle à jouer dans la mise en valeur des savoir-faire locaux, l'adaptation des technologies, la préservation de la fertilité des sols et l'utilisation efficiente des ressources naturelles, notamment de l'eau. Lorsque le niveau de sécurité alimentaire nationale est atteint, alors seulement ces pays pourraient investir dans la production de cultures de rente et d'exportation, car ils bénéficient tous de conditions climatiques favorables à des cultures tropicales spécifiques.

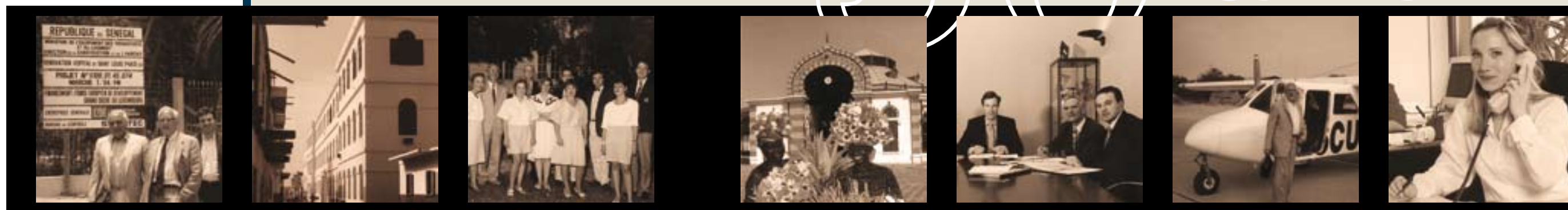
Nous voudrions finalement remercier l'ensemble du personnel de Lux-Development pour les efforts et pour les progrès qui ont été réalisés en 2007. Il nous importe de souligner à cet égard que le principal atout de notre société se situe au niveau de la conscience professionnelle et de la compétence de son personnel.

Jeannot WARINGO

Président du Conseil d'Administration



30 ans



Lux-Development

A la fin des années 70, l'Europe traversa une crise économique dont le Luxembourg ne sortit pas totalement indemne. L'industrie sidérurgique fut particulièrement touchée par cette crise et soumise à une profonde restructuration. Dans ce contexte, les petites et moyennes entreprises luxembourgeoises, souvent sous-traitants ou fournisseurs de la sidérurgie, connurent de graves difficultés.

Afin d'atténuer les effets de cette crise, les gouvernements de l'époque mirent en œuvre toute une série de mesures pour limiter son impact sur le marché du travail et le chômage. D'importants efforts furent entrepris afin de relancer l'économie, notamment en faveur des PME.

C'est dans ce contexte qu'est née l'idée de mettre en place une structure avec la vocation d'assister les PME luxembourgeoises à diversifier leurs activités et identifier de nouvelles opportunités sur des marchés en dehors de nos frontières.

C'est à l'initiative de personnalités telles que Henri Ahlborn, Directeur de la Chambre de Commerce, Paul Helminger, Chef de cabinet du Premier ministre Gaston Thorn, ou Jos Weyland, Ambassadeur au Ministère des Affaires étrangères, que Lux-Development a ainsi été créée au courant de l'année 1978.

Compte tenu d'un des objectifs principaux qui a prévalu lors de sa création, Lux-Development a été constituée sous la forme juridique de « Société à Responsabilité limitée », portant la dénomination de « Société luxembourgeoise pour la Coopération économique internationale ».

Lux-Development comptait notamment parmi ses actionnaires, les principaux exportateurs luxembourgeois mais également des bureaux d'études, des banques et des chambres professionnelles. L'Etat luxembourgeois était représenté dans cette structure de façon indirecte en tant qu'actionnaire largement minoritaire via la Société Nationale de Crédit et d'Investissement qui détenait à peine 5 % des actions.

Or, au début des années 80, avec le redémarrage de l'économie luxembourgeoise, la pertinence et l'utilité d'un outil de promotion du secteur privé, selon sa conception initiale, se fit de moins en moins ressentir au profit d'une plus grande prise de conscience des efforts à faire dans le

domaine de la coopération technique en faveur du développement des pays les plus démunis. Il convient dans ce contexte de préciser que les autorités gouvernementales avaient envisagé dès sa création de confier à Lux-Development la mise en œuvre de projets de coopération, élargissant d'office le mandat de cette nouvelle structure.

C'est ainsi que le gouvernement luxembourgeois, principalement à travers le Ministère des Affaires étrangères, commença à confier à Lux-Development des mandats de gestion de projets dans le domaine de la Coopération au développement. Si cette activité est restée plutôt accessoire lors des premières années de l'existence de la société, elle en est devenue rapidement l'axe principal, voire essentiel au début des années 90.

1992 peut être considérée à cet effet comme une année charnière pour Lux-Development qui a commencé tout doucement à évoluer vers un rôle d'Agence d'exécution de la Coopération au développement pour le Ministère des Affaires étrangères, se dotant graduellement des ressources humaines et matérielles en vue de sa professionnalisation.

Cette évolution est sans aucun doute une conséquence directe de l'évolution de la politique luxembourgeoise en matière d'Aide publique au Développement (APD). Si, à partir du milieu des années 80, l'APD luxembourgeoise a commencé à lentement augmenter, c'est à partir des années 90 qu'elle a adopté un rythme réellement ascendant. Parallèlement à cette croissance, la part de la coopération bilatérale dans l'APD a augmenté ce qui s'est traduit par un accroissement des activités de Lux-Development.

Si Lux-Development a connu plusieurs mutations depuis sa création, il convient de signaler les changements majeurs récents.

La société a ainsi connu une importante restructuration en 1998. Afin de tenir compte de son rôle d'Agence d'exécution pour le compte du gouvernement luxembourgeois, l'Etat luxembourgeois est entré en tant qu'actionnaire majoritaire au sein du capital de la société qui a, à cette occasion été augmenté. Suite à cette opération, l'Etat est devenu détenteur de 63 % des actions de Lux-Development, dont 61.25 % en participation directe et 1.75 % via la SNCI. A cette occasion, le statut juridique de

l'Agence a été modifié et Lux-Development est devenue « Société Anonyme ». Par ailleurs, une convention entre l'Etat luxembourgeois et Lux-Development a été signée qui définissait pour la première fois de façon précise les obligations et les responsabilités de l'Agence et de son interlocuteur principal, le Ministère des Affaires étrangères.

En 2004, le rôle prépondérant de l'Etat luxembourgeois fut souligné encore une fois lorsque celui-ci racheta toutes les parts des actionnaires privés de sorte que l'Etat devenait, avec la SNCI qui maintenait sa participation de 1.75 %, le seul actionnaire de l'Agence. Cette restructuration permit en même temps d'éviter tout conflit ou incompatibilité avec la réglementation européenne en matière de passation de marchés. A cette occasion, Lux-Development a changé de dénomination et est devenue officiellement l' « Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement ».

Quelques chiffres permettent d'illustrer l'évolution de l'Agence au cours des dernières années. Si en 1992, le nombre de collaborateurs ne dépassait pas la dizaine et les déboursements se situaient autour de 5 millions EUR, aujourd'hui les collaborateurs permanents sont au nombre de 77, siège et terrain confondus, auxquels s'ajoutent une centaine d'experts, d'assistants techniques et conseillers techniques affectés dans les programmes et projets gérés par l'Agence, sans compter les nombreux collaborateurs nationaux qui participent à la mise en œuvre de ces programmes. Le volume financier, en terme de déboursements annuels, dépasse désormais 60 millions EUR avec une tendance dirigée vers la croissance.

Tenant compte d'un contexte international en évolution permanente, notre Agence est appelée à régulièrement revoir et adapter son organisation interne pour rester efficace et efficiente et contribuer ainsi à la qualité de la Coopération bilatérale luxembourgeoise. Il s'agit notamment de s'adapter aux nouveaux modes de coopération, qui sont amenés à changer en fonction des engagements pris par le gouvernement luxembourgeois au niveau international, mais également de faire face au volume toujours croissant de fonds mis à disposition de l'Agence. Il s'agit à la fois de défis et d'opportunités pour Lux-Development que la Direction et l'ensemble des collaborateurs sont prêts à relever pour l'avenir.

LA COOPERATION LUXEMBOURGEOISE

sur le chemin de l'efficacité et de la qualité

1996

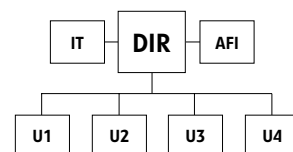
1996

- La loi du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement fixe les objectifs du Grand-Duché de Luxembourg en matière de politique de coopération et fournit la base légale pour la création du Fonds de la Coopération au Développement.
- L'Aide publique au Développement s'élève à 0.42 % du RNB (1996).
- Le 17 décembre 1998 la première Convention entre le MAE et Lux-Development est signée. Elle porte sur la répartition des compétences, les modalités de coopération ainsi que sur les procédures financières.

Structure géographique

- + Chaque collaborateur est responsable de tout le cycle de projet
- Manque de cohérence entre les différentes unités en ce qui concerne la gestion des programmes

Fonds mis en œuvre :
20.35 Mio EUR



2000

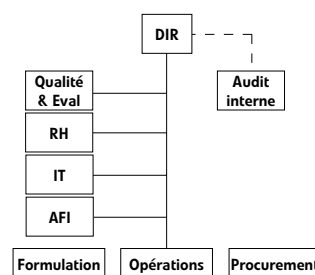
2000

- Suite aux élections législatives de juin 1999, le Luxembourg se dote pour la première fois d'un Ministre en charge de la Coopération et de l'Action humanitaire.
- Le Grand-Duché rejoint le cercle restreint de pays qui consacrent au moins 0.7 % de leur RNB à l'Aide publique au Développement.
- En septembre 2000, les Objectifs du Millénaire pour le Développement sont fixés par les Nations Unies. La lutte contre la pauvreté et le développement durable sont placés au cœur de la politique de coopération luxembourgeoise.
- En janvier 2001, le Luxembourg inaugure la Mission de la Coopération à Dakar. Cette ouverture annonce un important mouvement de rapprochement de la coopération vers le terrain.

Structure fonctionnelle

- + Davantage de cohérence sur la formulation, l'exécution et la gestion des marchés
- Difficulté de gérer à distance des projets de plus en plus complexes, et de traduire le « partenariat » dans les faits

Fonds mis en œuvre :
36.31 Mio EUR



2003

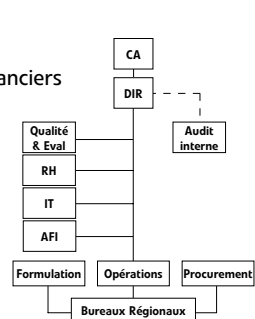
2003

- Lors de l'examen des pairs, en 2003, le CAD félicite le Luxembourg pour :
 - l'élaboration d'un cadre stratégique de coopération pour les pays-cible (PIC).
 - la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation.
 - le déploiement de la présence luxembourgeoise sur le terrain.
- En 2004, lors de la déclaration sur la politique de coopération au développement, le Ministre J-L Schiltz annonce la poursuite de cette politique de rapprochement vers le terrain, dans un souci d'efficacité.
- En 2004, l'Etat reprend le capital social de Lux-Development (avec la SNCI).

Création des Bureaux régionaux et lancement de la démarche Qualité

- + Collaboration plus étroite avec la contre-partie et les partenaires techniques et financiers
- + Lancement de la démarche Qualité
- Nécessité de renforcer la cohérence des structures fonctionnelles

Fonds mis en œuvre :
53.57 Mio EUR



2005-2006

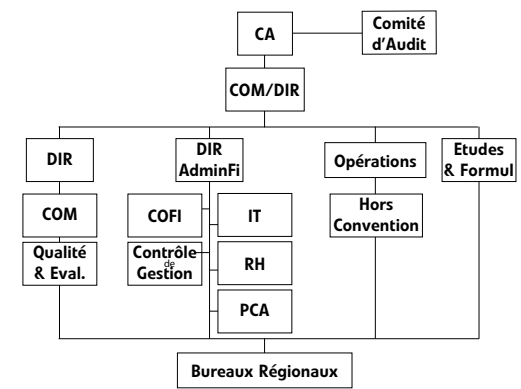
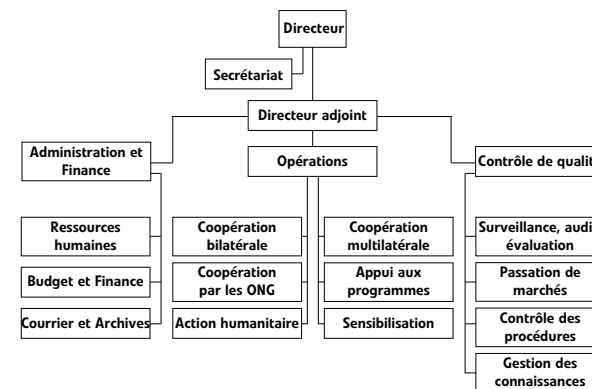
2005-2006

- La Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide est adoptée (2005).
- Le MAE décide d'ouvrir deux nouvelles Missions de la Coopération sur le Terrain (Ouagadougou et Managua) et souhaite un rapprochement entre ses Missions et les bureaux régionaux de Lux-Development.
- Les premiers PIC de deuxième génération sont signés lors des Commissions de Partenariat.
- Audit organisationnel de la Direction de la coopération.

Consolidation des Bureaux régionaux et certification ISO

- Lux-Development développe son expertise sectorielle et thématique pour augmenter la qualité de la formulation et de l'exécution
- Un nouveau bureau régional est ouvert à Dakar

Fonds mis en œuvre : 60.27 Mio EUR (2006)

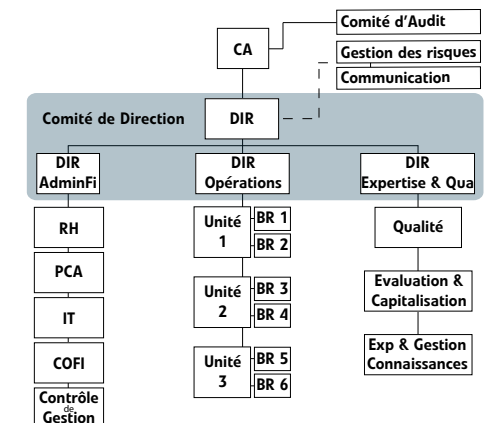


2007-2008

Organigramme 2008

- Création d'un service contrôle et qualité
- Ouverture des missions de Ouagadougou et Managua
- Colocation de toutes les missions de coopération avec les bureaux régionaux de Lux-Development
- Le Luxembourg devient Chef de file (lead donor) dans le secteur de la formation professionnelle au Cap-Vert
- Face à la crise alimentaire, le ministre J-L. Schiltz, dans sa déclaration sur la coopération devant la chambre des députés du 23 avril 2008, annonce une plus forte concentration sur le secteur du développement local intégré, ainsi que
- Une intégration systématique des questions de compatibilité environnementale lors de la préparation et l'exécution de nouveaux programmes de développement.

- LD développe son expertise thématique et sectorielle (nouvel organigramme)
- Renforcement de la décentralisation, révision des rôles siège et terrain et des modalités de mise en œuvre des nouveaux programmes (alignement, harmonisation)
- Deuxième certification ISO 9001 – 2000



**A partir de 2008, le siège de Lux-Development
sera alimenté à partir de 100 % d'énergie renouvelable.**

Responsabilité sociale des entreprises - quelle responsabilité pour une entreprise comme Lux-Development ?

On se souvient de la fameuse phrase de l'Abbé Pierre : « La responsabilité de chacun implique deux actes : vouloir savoir et oser dire ». On pourrait la compléter, toujours dans l'esprit de son auteur, en disant : « La responsabilité de chacun implique : vouloir savoir, oser dire et agir en conséquence ».

Mais pour une entreprise comme Lux-Development, quelles sont les responsabilités qu'il convient d'assumer et quelles sont les actions qui devraient en découler ? Le rôle d'une entreprise ne saurait être cantonné à celui d'un acteur économique. Une entreprise contribue également à faire progresser la société sur le plan social et environnemental. La Direction de Lux-Development estime que souvent il s'avère intéressant, utile, voire indispensable, d'aller au-delà de ce qui nous est imposé à cet égard par le cadre légal.

La Responsabilité sociale des Entreprises (RSE), ce sont les principes du développement durable, déclinés au niveau de l'entreprise. C'est l'intégration volontaire et proactive par les entreprises de leur rôle social (envers leur personnel et leurs fournisseurs), sociétal (envers la société civile), environnemental et économique.

Pour Lux-Development, ces préoccupations ne sont pas nouvelles. Elles sont en partie intrinsèques à la mission même de l'Agence qui consiste à contribuer aux objectifs de développement définis par le gouvernement luxembourgeois et ses pays partenaires, à travers une mise en œuvre efficace et efficiente de programmes de développement durables.

Depuis 2005 déjà, le système de Management de l'Agence est certifié selon la norme ISO 9001-2000, il répond donc à des standards internationaux de qualité. Concrètement, cela signifie que Lux-Development, que ce soit à Luxembourg ou dans ses bureaux régionaux en Afrique, en Asie et en Amérique centrale, s'est organisée de façon à répondre au mieux aux exigences de la Direction de la Coopération qui lui confie les programmes à réaliser.

Au cours des années à venir Lux-Development tâchera de renforcer encore la prise en compte des critères du développement durable lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes. Nous considérons, par ailleurs, qu'il est de notre rôle de sensibiliser nos partenaires et fournisseurs à cette thématique.

Cependant, ce n'est pas uniquement dans le cadre des programmes de coopération que Lux-Development doit mener ces réflexions et agir en conséquence, mais également lorsqu'il s'agit de la vie propre de l'Agence.

Comme toute entreprise, nous devons rendre des comptes à nos actionnaires, c'est-à-dire à l'Etat et donc indirectement aux citoyens du Grand-Duché qui financent la politique de coopération du gouvernement luxembourgeois.

Soulignons que le système de gouvernance de l'Agence n'est pas orienté vers la seule atteinte de résultats, mais attache également de l'importance à la manière dont ces résultats sont atteints. Les quatre valeurs de l'Agence - solidarité, respect, intégrité et efficacité - nous voulons les voir reflétées dans ce que nous faisons et dans comment nous le faisons.

Lorsque nous soulignons l'importance attachée à la façon dont nous travaillons, il convient de mentionner le Code d'Intégrité que Lux-Development s'est donné en 2007. En effet, l'intégrité ne peut être garantie complètement ni par le droit pénal, ni par un quelconque système de contrôle, si strict soit-il. L'intégrité, c'est-à-dire la volonté de transparence et de non corruptibilité, doit être ancrée dans l'identité de l'entreprise et être l'affaire personnelle de chaque collaborateur et collaboratrice.

Sur le plan environnemental, Lux-Development a mis en œuvre un plan d'action qui ne profite pas uniquement à l'environnement, mais qui contribue également à une gestion efficiente de l'Agence. Il s'avère en effet que le respect de l'environnement est payant ; les activités entreprises par Lux-Development pour réduire la consommation de papier ou d'énergie permettent à l'Agence de maîtriser ses frais de fonctionnement.

L'audit énergétique réalisé en 2007 a permis d'identifier les mesures d'efficacité énergétique en vue d'une

meilleure maîtrise des consommations d'énergie au siège de l'Agence.

La consommation moyenne de papier par salarié (papier recyclé ou certifié FSC, c'est-à-dire provenant de forêts gérées de façon durable) est en baisse depuis 2004.

Les bouteilles d'eau minérale en PET ont été abandonnées en 2007 en faveur de l'eau du robinet, suite aux résultats satisfaisants de l'analyse bactériologique.

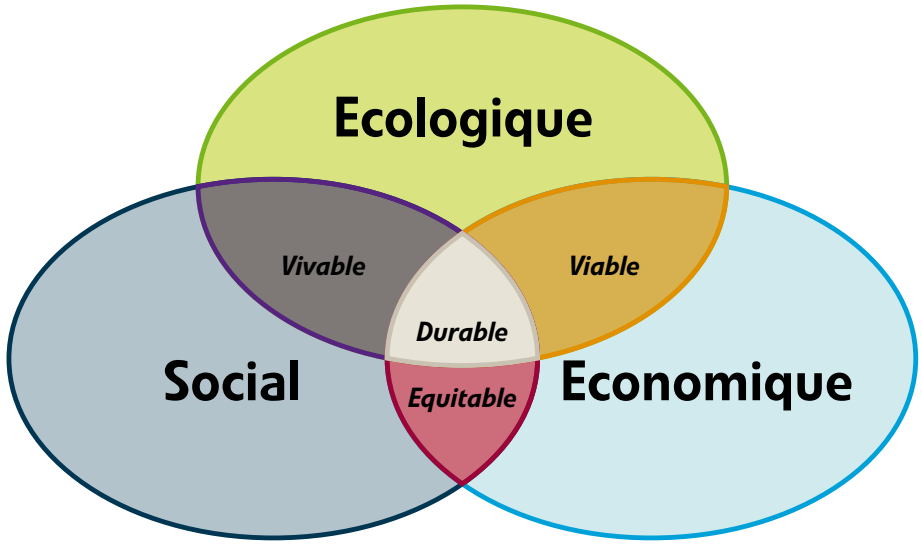
S'agissant du recyclage des déchets, Lux-Development est certifiée « SuperDrecksKëscht® fir Betriber », label décerné par l'Administration de l'Environnement et la Chambre des Métiers aux entreprises qui gèrent leurs déchets dans le respect de l'environnement.

Lux-Development a également choisi de contribuer de manière volontaire à la lutte contre le réchauffement climatique causé par les émissions de CO² des déplacements aériens effectués par le personnel de l'Agence dans le cadre de sa fonction. Ainsi 111 tonnes d'émissions de CO² ont été compensées au titre du dernier trimestre 2007 par une contribution financière à des projets de réduction des gaz à effet de serre.

Enfin, depuis mars 2008, le siège de Lux-Development est alimenté à 100 % d'électricité verte, produite exclusivement à partir d'énergie renouvelable.

Bien sûr, l'Agence assume également ses responsabilités au niveau social et sociétal. Qu'une entreprise qui s'engage dans une démarche RSE consomme du café, du thé et du jus d'orange issus du commerce équitable devrait couler de source. Qu'une entreprise qui s'engage dans une démarche RSE offre des opportunités d'insertion sociale à des personnes ayant des difficultés à se (re)positionner sur le marché de l'emploi ne devrait pas non plus étonner. Et qu'une entreprise qui s'engage dans une démarche RSE facilite à ses collaborateurs la combinaison de vie professionnelle et vie privée, à travers notamment des contrats de travail à temps partiel, devrait également aller de soi.

Lux-Development poursuivra dans les années à venir son engagement en tant qu'entreprise socialement responsable et communiquera sur les résultats de ces actions. Car si la communication sur la RSE est légitime, c'est sur des résultats concrets qu'elle doit être axée, sinon elle risque, à juste titre, d'être perçue comme une action publicitaire de plus.





LES SEPT BUREAUX REGIONAUX

Dakar (Sénégal, Mali)

Hanoi (Vietnam, Laos)

Luxembourg (Balkans, Rwanda)

Managua (Nicaragua, El Salvador, Equateur)

Ouagadougou (Burkina Faso, Niger)

Praia (Cap-Vert)

Windhoek (Namibie)



Bureau de Dakar
SENEGAL
M. Igor Wajnsztok



Bureau de Hanoi
VIETNAM
M. Geert de Bruycker



Bureau de Luxembourg

M. Guirec Halfants



Bureau de Managua
NICARAGUA
M. Marc Riehl



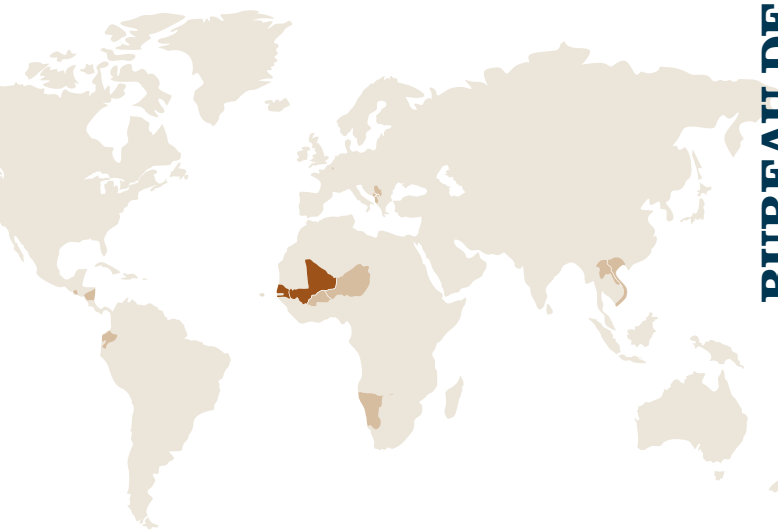
Bureau de Ouagadougou
BURKINA FASO
M. François Bary



Bureau de Praia
CAP-VERT
M. Mauro Lupo



Bureau de Windhoek
NAMIBIE
M. Paolo Cervino



BUREAU DE DAKAR





Igor Wajnsztok

« Au cours de cette année, le bureau régional a accueilli plus de 40 missions extérieures, et a réalisé 26 missions de suivi des programmes dont 14 au Mali »

Le bureau régional de Dakar

Le bureau régional de Dakar a démarré ses activités en octobre 2006. Il complète le dispositif de gestion déconcentrée de Lux-Development en prenant en charge le Sénégal et le Mali, jusqu'alors rattaché respectivement aux bureaux régionaux de Praia et de Ouagadougou. Basé à Dakar, à proximité de l'aéroport, il partage un bâtiment avec la Mission de la Coopération luxembourgeoise garantissant une excellente visibilité et facilitant les échanges entre les deux structures.

L'équipe du bureau régional est composée, autour du représentant régional, d'un chargé de programme détaché du siège, d'un chargé de « procurement » (acquisitions), d'une responsable administration et finance, d'une assistante de direction, et d'un chauffeur coursier. 2007 aura été une année particulièrement intense, car outre le programme en cours qui comportait plusieurs projets directement exécutés par le bureau régional, celui-ci a fortement contribué à la formulation des deux nouveaux programmes de la zone de couverture. Au cours de cette année, le bureau régional a accueilli plus de 40 missions extérieures, et a réalisé 26 missions de suivi des programmes dont 14 au Mali. Avec une programmation financière de plus de 120 millions d'euros sur la période 2007-2012 (en y incluant le programme de microfinance en zone UEMOA), cette région occupera une place prépondérante dans le portefeuille de l'Agence. De plus, les nouveaux dispositifs de mise en

œuvre tant au Sénégal qu'au Mali, influenceront considérablement le rôle futur dévolu au bureau régional. Ils posent les axes d'une déconcentration adaptée à la performance et à la qualité requise par la Coopération luxembourgeoise tout en promouvant l'ancrage avec les grandes orientations internationales en matière de mise en œuvre.

Année de transition entre deux Programmes Indicatifs de Coopération (PIC), en 2007 le Sénégal aura connu des déboursments moindres que les années passées. Le PIC II démarre ses activités dès avril 2008, dans une approche résolution « Programme » (contrairement à l'approche « Projet » qui avait dominé dans le passé). Il est articulé autour de trois secteurs principaux, la formation et l'insertion professionnelle, la santé de base, l'eau potable et l'assainissement en zone rurale, et l'ensemble est complété par une composante d'accompagnement dont l'intervention transversale doit garantir la cohérence stratégique du programme. En égard des priorités sectorielles retenues dans le PIC, une collaboration privilégiée sera également entretenue avec le Système des Nations Unies et la société civile.

Dans le cadre des interventions, la priorité est donnée à la satisfaction des besoins des groupes les plus vulnérables, avec une attention particulière portée aux femmes, aux enfants et aux jeunes, ainsi qu'aux populations rurales, connaissant un accès limité aux services sociaux de base.

Le nouveau Programme Indicatif signé le 26 janvier 2007 à Dakar, est doté d'une enveloppe de 53.3 millions d'euros,

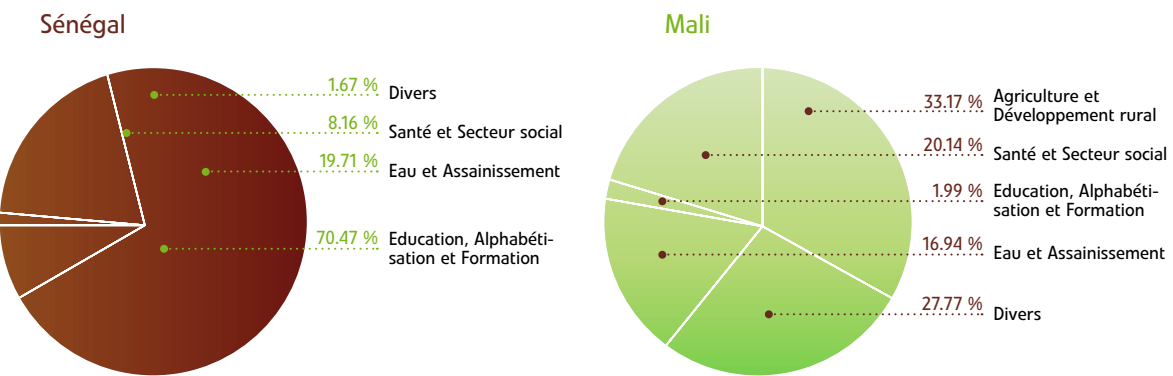
en croissance de plus de 54 %. De cette enveloppe, 44 millions sont d'ores et déjà affectés aux activités bilatérales, et dont l'exécution est confiée à Lux-Development en qualité d'Agence d'exécution luxembourgeoise.

La vie politique sénégalaise, avec la réélection de M^e Wade à la tête de l'Etat en 2007, et la victoire de son parti aux élections législatives devraient augurer d'une stabilité en amélioration. Seules des élections locales (mars 2009) se tiendront au Sénégal d'ici à la fin de la période d'exécution du PIC II, et après une période de remaniements fréquents, le temps semble être venu d'une plus grande stabilité institutionnelle. En revanche, trois départements vont être prochainement érigés en Région, mais hors de notre zone d'intervention.

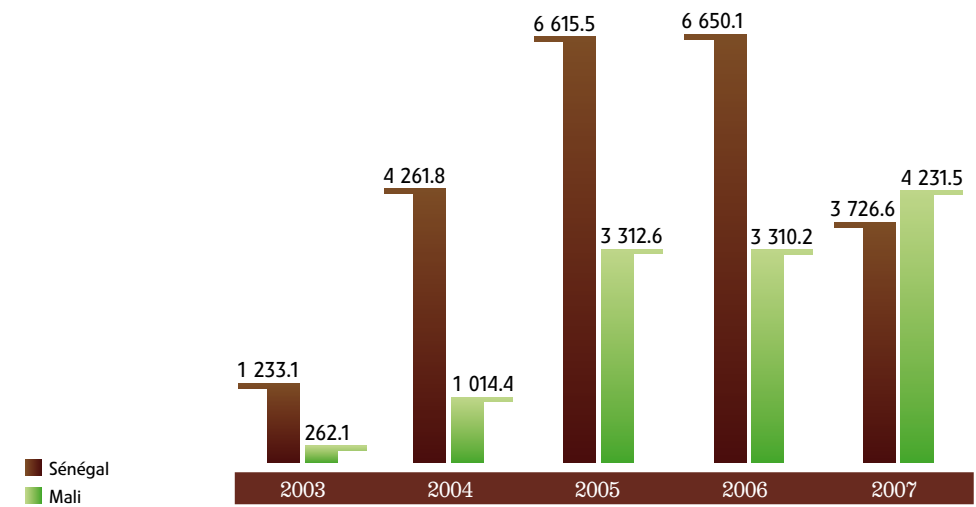
Le Mali, à l'instar du Sénégal, connaîtra également le lancement d'un nouveau programme dès la fin du premier semestre 2008. Avec six projets toujours en exécution tout au long de 2007 la transition avec le deuxième PIC a été moins sensible. Seuls deux projets resteront en exécution tout au long de 2008. Le nouveau programme articulé autour de quatre composantes, santé de base, eau potable et assainissement, sécurité alimentaire, et formation technique et insertion professionnelle, sera complété par une composante d'accompagnement. Il s'inscrira lui aussi dans la même logique de mise en œuvre qu'au Sénégal. Le

PIC II (2007-2011) dont est issu ce programme a été signé en janvier 2007, et voit sa dotation passer de 19.4 à 55.2 millions d'euros. Cet accroissement très significatif est le résultat d'un partenariat étroit avec les autorités maliennes et les partenaires au développement présents au Mali. Il intègre l'évolution des politiques de développement et des stratégies de la République du Mali. Les régions de concentration, outre Kidal, (non gérée par l'Agence) seront la région de Ségou, le cercle de Yorosso dans la région de Yorosso, et le district de Bamako.

Du point de vue politique, le Mali a connu en 2007 la réélection du président Amadou Toumani Toure (ATT), et l'Alliance démocratique pour la démocratie et le progrès (ADP), proche du président en place a remporté les élections législatives de juillet 2007. Après avoir connu un remaniement en profondeur en octobre 2007 avec la nomination de M. Modibo Sidibé au poste de Premier Ministre, ce gouvernement qualifié de « gouvernement de relance » s'inscrira sans doute dans le cadre de la stabilité institutionnelle qui caractérise le Mali sous la troisième république. Cela présage d'une bonne stabilité durant la période d'exécution du nouveau programme de coopération, à l'exception d'une réforme du découpage administratif toujours en gestation et dont les attendus devraient avoir un impact certain sur la zone de concentration sud de notre intervention au Mali.



Distribution par secteur des déboursments 2007



Evolution des déboursments au Sénégal et au Mali (en milliers d'EUR)



Sénégal



Entouré de la Mauritanie, du Mali, de la Guinée et de la Guinée-Bissau, et englobant la Gambie, le Sénégal est un petit territoire qui a une longue et riche histoire politique et culturelle.

Le fleuve Sénégal forme la frontière avec la Mauritanie et son principal affluent marque les limites avec le Mali. Au centre, le Saloum se jette dans la mer par un long estuaire encombré de mangroves. Ces fleuves sont sujets aux variations saisonnières, sauf le Sénégal qui a été aménagé pour permettre l'irrigation de son delta.

Le fleuve Sénégal forme la frontière avec la Mauritanie et son principal affluent marque les limites avec le Mali. Au centre, le Saloum se jette dans la mer par un long estuaire encombré de mangroves. Ces fleuves sont sujets aux variations saisonnières, sauf le Sénégal qui a été aménagé pour permettre l'irrigation de son delta.

Le climat est de type tropical. Il se caractérise par une sécheresse au nord qui s'aggrave d'année en année, par des pluies abondantes dans le sud du pays et par l'alternance de deux saisons. Une saison sèche de novembre à juin pendant laquelle soufflent les alizés maritimes qui apportent de la fraîcheur au niveau du littoral, et l'harmattan sec et chaud qui charge l'air de poussières. La saison des pluies s'étend de juillet à octobre, provoquée par la mousson du sud-ouest. En raison de la désertification qui s'étend au sud de Saint-Louis, le climat s'est nettement réchauffé, se rapprochant de celui de la Mauritanie avec des maxima de 50 degrés.

La géographie du Sénégal n'est pas très favorable à l'agriculture. En effet, bien que très arrosée au sud, la majeure partie du pays est en zone sahélienne assez sèche. Les cours d'eau sont rares et, combinés au caractère plat du pays et au faible débit des fleuves, cela constitue un sérieux handicap naturel au développement agricole des régions. Certaines cultures comme l'arachide (vallée sablonneuse du fleuve Sénégal), le riz (en Casamance, caractérisée par un réseau hydrographique développé), le coton (régions de Tambacounda et Kolda) ou l'élevage (Sénégal oriental et Haute Casamance) connaissent un certain développement. Le Sénégal est un pays de quasi-monoculture (arachide) et de faibles ressources du sous-sol. La pêche, qui fut longtemps un des principaux produits naturels du pays, est en déclin rapide.

Trois grands groupes ethniques (Wolof, Sérère et Djola) composent la population sénégalaise qui est en très grande majorité de confession musulmane. Une langue nationale commune, le Wolof, est parlée sur l'ensemble du territoire, ainsi qu'en Gambie. L'enseignement est cependant donné en langue française.

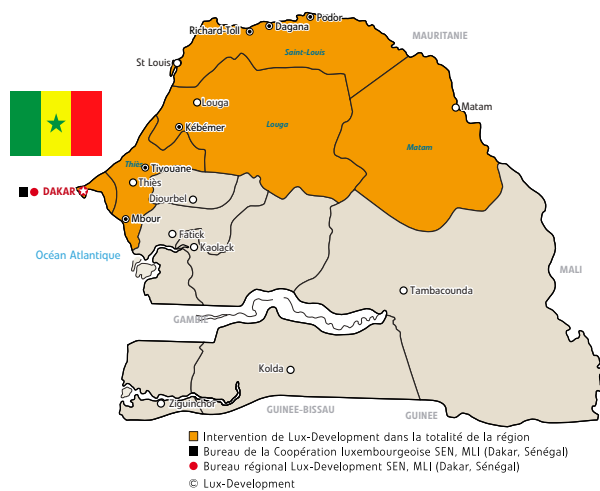
La population sénégalaise est très inégalement répartie entre les 11 régions du pays et la population urbaine s'accroît très rapidement. De plus, 54 % de la population urbaine vit à Dakar. La ville reçoit une part importante des immigrants internes attirés par ses fonctions économiques et administratives. On estime à deux millions le nombre de Sénégalais travaillant à l'extérieur du pays.

Le Sénégal qui fut un pays prospère a vu son déclin s'amorcer à partir des grandes sécheresses des années 70. Le tissu industriel reposait sur les huileries d'arachide, la pêche et dans une moindre mesure le coton. Il s'est effondré avec la chute des cours mondiaux des denrées, la surexploitation des ressources et la transformation des habitudes alimentaires en Europe, principale importatrice des produits sénégalais. Le secteur informel continue de dominer l'activité économique de la population sénégalaise.

L'environnement économique du Sénégal a été marqué en 2005 par la flambée des prix du baril du pétrole. Mais,

malgré cette contrainte, l'activité économique du Sénégal est restée soutenue avec une croissance réelle du PIB de 6.1 % contre 5.6 % en 2004. Appartenant à la catégorie des Pays les Moins Avancés (PMA), le Sénégal demeure parmi les pays les plus pauvres d'Afrique. La pauvreté est fortement corrélée avec la taille du ménage et la faiblesse du niveau d'instruction du chef de ménage.

Selon le Rapport Mondial de Développement Humain 2006 du PNUD (Programme de Nations Unies pour le Développement), le Sénégal est classé 156^{ème} sur 177 pays. Une place qui s'explique par l'extrême pauvreté des campagnes, traumatisées par l'effondrement du cours de l'arachide. Très enclavées, elles ne disposent pas d'un accès suffisant aux services sociaux, et sont violemment touchées par le chômage et le sous-emploi. De 1990 à 2004, en moyenne 63 % des Sénégalais vivaient avec moins de deux USD par jour. On note une forte disparité de niveau de vie entre les populations rurales (59 %) et celles des villes (41 %) pour un PIB/habitant de 608 EUR en 2005.



Superficie	196 190 km²
Population	12 521 850
Taux d'accroissement de la population	2.65 %
Espérance de vie à la naissance (années)	56.69
Alphabétisation	39,3 %

Durée	Code	Titre	Budget total EUR	Déboursés 2007
1997-2008	SEN/010	Santé publique dans la région de Saint-Louis au Sénégal	2 174 858	5 774
1997-2007	SEN/011	Hydraulique villageoise dans le département de Tivouane	3 772 195	13 300
2000-2010	SEN/012	Eau potable et assainissement en milieu rural à Thiès et Louga	8 658 115	543 988
2003-2008	SEN/014	Centre hospitalier Abass Ndao - Phase II	2 685 000	114 688
2003-2008	SEN/016	Lycée d'Enseignement technique et de Formation professionnelle de Thiès	12 824 093	2 159 374
2002-2008	SEN/018	Appui aux Centres d'Enseignement technique féminin de la Région de Saint-Louis	4 552 115	420 977
2008-2011	SEN/023	Composante d'accompagnement des programmes du PIC 2007-2011	2 000 000	65 951
2008-2011	SEN/024	La formation technique et professionnelle et insertion professionnelle	15 000 000	45 652
2008-2011	SEN/025	Programme de santé de base du PIC 2007-2011	12 000 000	183 497
2008-2011	SEN/026	Programme d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les zones rurales des régions de Louga et Thiès	15 000 000	177 316



◀
Tissage de pagnes batik



▶
Atelier soudure au Lycée
d'Enseignement Technique de Thiès



Education, Alphabétisation et Formation

SEN/016

Lycée d'Enseignement technique et de Formation professionnelle de Thiès

Il a fallu trois ans pour que le terrain de plus de 20 hectares mis à la disposition du projet par le Sénégal se transforme en un magnifique site où est érigé aujourd'hui le tout nouveau Lycée d'Enseignement technique et de Formation professionnelle de Thiès (LETFP). Et ce n'est pas pour rien qu'à l'occasion des multiples visites d'Autorités nationales ou internationales, la Direction du LETFP est fière de brandir les deux drapeaux des Etats partenaires responsables de cette belle réalisation qui n'aurait jamais vu le jour sans un partenariat actif et constructif entre l'Agence Nationale d'Exécution du Projet (Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle) et Lux-Development.

Ce projet qui a démarré en septembre 2003 constitue un des projets phares de la Coopération luxembourgeoise. Il trouve son origine dans la politique menée depuis quelques années par le Sénégal pour son développement et qui, en matière d'éducation, a abouti à l'adoption en août 2001 du Programme Décennal de l'Education et de la Formation, inspiré par une nouvelle stratégie de promotion de l'Enseignement technique et de Formation professionnelle. C'est dans le cadre de la mise en œuvre de cette nouvelle politique qu'il a été décidé d'implanter à Thiès un Lycée d'ETFP offrant des filières de formation en adéquation avec les attentes des élèves et les besoins du tissu économique.

Les missions du LETFP s'organisent autour de trois axes : la formation initiale, la formation continue et la prestation de services. En formation professionnelle initiale, il a été décidé de retenir cinq filières offrant des diplômes de niveau BT (Brevet de Technicien) ou BTS (Brevet de Technicien Supérieur) : Froid Climatisation, Structures Métalliques, Maintenance Industrielle, Mécanique Moteurs et Génie Civil. Pour l'Enseignement technique (de niveau Bac) il a été décidé de retenir les séries S3 (Technique Mathématique), S4 (Sciences et Technologie de l'Agriculture et de l'Environnement), et S5 (Sciences et Technologie des produits agro-alimentaires).

L'offre de formation continue est en cours d'élaboration par l'Administration du Lycée. Elle devra répondre à des besoins de formation précis, émis par les entreprises de la région.

Les prestations de service sont également encouragées par le Ministère de tutelle de manière à permettre au LETFP de générer des ressources financières additionnelles qui permettront de compléter, ne fut-ce qu'en partie, le budget de fonctionnement accordé par l'Etat.

En résumé, plus de 9 000 m² ont été construits capables d'accueillir en régime de croisière quelque 1 200 élèves recrutés sur la base d'un concours national. Outre les espaces pédagogiques et les espaces de services, des espaces sportifs ont été aménagés ainsi qu'une série de six logements de fonction pour les responsables du LETFP.

Les équipements et mobiliers mis à disposition du Lycée technique de Thiès sont à la pointe du progrès et répondent aux exigences des nouveaux programmes de formation, mais permettent également l'organisation de prestations de service.

Aussi, 19 jeunes formateurs ont été recrutés spécifiquement pour les besoins du nouveau LETFP. Ils ont été formés en partie au Sénégal, en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg, et constituent le noyau dur des ressources humaines sur lesquelles l'Administration du Lycée d'Enseignement technique peut s'appuyer.

Une série de cinq nouveaux programmes de formation ont

été entièrement rédigés pour les filières professionnelles selon les principes de l'approche par les compétences.

Enfin, le LETFP a bénéficié d'un appui significatif pour l'accompagner dans la mise en place de ses procédures de gestion et de suivi des élèves.

Le Lycée de Thiès a pour ambition de devenir un établissement de référence pour le Sénégal et même pour la sous-région. C'est également un établissement qui a pour vocation d'être le témoin de la nouvelle politique mise en place par le Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle depuis le début des années 2000. Aussi, le dialogue avec les entreprises a été fortement développé tout au long des activités menées par le projet. Enfin, les candidatures des filles sont fortement encouragées et, au moment où le LETFP est dans sa deuxième année de fonctionnement, il accueille déjà 415 élèves dont 21 % de filles.

L'avenir du Lycée d'enseignement technique et de formation professionnelle est placé aujourd'hui entre les mains de ses bénéficiaires. Les questions de son développement qualitatif et de sa maintenance restent des sujets connus du Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle pour lesquels une attention particulière et soutenue devra être maintenue.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	2 159 374 EUR
Durée :	2003 - 2008

« 19 jeunes formateurs ont été formés en partie au Sénégal, en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg, et constituent le noyau dur des ressources humaines sur lesquelles l'Administration peut s'appuyer »



Mali



Le Mali est un grand pays couvert pour les deux tiers par des zones désertiques, partageant ses frontières avec sept pays. Enclavé et fortement dépendant des variations climatiques comme la sécheresse, l'invasion acridienne, la désertification et la déforestation, le pays souffre de beaucoup de handicaps géographiques. De plus, c'est un vaste territoire qui manque d'infrastructures et qui subit une pénurie d'eau potable chronique.

Divisé en trois zones bioclimatiques, le Mali présente au nord, une vaste zone saharienne (régions de Tombouctou, Gao et Kidal), aride et aire de pâturage pour les troupeaux nomades ; au Centre la zone sahélienne (régions de Kayes, Ségou, Koulikoro et Mopti), semi-aride où les activités pastorales dominent et au Sud la zone soudanienne et soudano-guinéenne (District de Bamako et région de Sikasso) qui reçoit des pluies plus importantes. Dominée par la savane et les forêts claires, cette zone est cultivée. Le delta intérieur du fleuve Niger, vaste zone inondable, s'étend au centre du pays.

La majorité de la population malienne vit en milieu rural, contre 27 % en milieu urbain. Environ 80 % de la population active travaille dans le secteur agricole ou piscicole, alors que 10 % de la population est nomade. Le Mali est un carrefour de civilisations avec ses nombreux groupes ethniques et linguistiques constituant chacun une source de richesses culturelles. La moitié des Maliens ayant moins de 15 ans, il en résulte une forte pression, en matière de création d'emploi et de migration. L'urbanisation croissante encourage la décentralisation politique et administrative.

Pays d'anciennes et d'intenses migrations internes, africaines et internationales, le Mali est un pays de forte tradition d'émigration. La diaspora des Maliens de l'Extérieur compte près de quatre millions de personnes, soit un quart de la population.

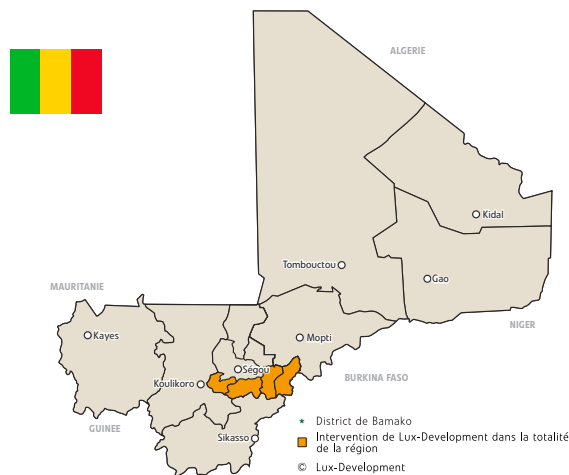
Depuis 1992, le Mali poursuit son vaste processus de réformes, visant à recentrer le rôle de l'Etat, à diversifier et libéraliser l'économie, à désenclaver le pays et promouvoir le secteur privé comme moteur de la croissance. Ce programme lui a valu une croissance économique soutenue d'en moyenne 5 % de 1996-2005. Elle repose essentiellement sur quatre filières : le coton, le riz, l'élevage, et l'extraction d'or. Dès lors le pays est tributaire des prix mondiaux du coton et de l'or. Le pays dépend fortement

de l'aide extérieure et les transferts de fonds des émigrés maliens sont importants. Exploitant historique de l'or, le secteur aurifère du Mali est aujourd'hui performant et contribue pour une large part aux recettes de l'Etat. Le Mali est devenu le troisième producteur africain d'or derrière l'Afrique du Sud et le Ghana. La culture du coton, qui concerne 200 000 exploitations familiales et 3.3 millions de personnes, contribue à hauteur de 8 % à la formation du PIB. Le secteur agricole représente 46 % du PIB. Tiré par le dynamisme des sous-secteurs transports et télécommunications, le secteur tertiaire a augmenté sa contribution au PIB pour atteindre 37 % en 2000.

Malgré ces performances, l'économie malienne reste fragile compte tenu de la dépendance des produits primai-

res soumis aux aléas climatiques, la faible diversification des exportations (coton, or, bétail en constituent environ 95 %) et la faible valeur ajoutée des productions et des exportations exposées aux fortes fluctuations des cours des produits d'exportation.

La population malienne est durement confrontée au phénomène de la pauvreté qui touche plus de deux tiers des habitants soit environ 6.5 millions de personnes (59 % en 2007 sous le seuil de pauvreté). Ce phénomène touche 30 % de la population urbaine et 74 % de la population rurale. La pauvreté augmente avec l'éloignement de la capitale. La population malienne fait également face au problème du chômage et du sous-emploi ainsi qu'à des difficultés d'accès aux services de santé et d'éducation.



Superficie	1 240 000 km²
Population	11 995 400
Taux d'accroissement de la population	2.68 %
Espérance de vie à la naissance (années)	49.51
Alphabétisation	46.4 %

Durée	Code	Titre	Budget total EUR	Déboursés 2007
2004-2008	MLI/004	Plaine de San Oust	6 300 000	1 403 396
2004-2008	MLI/005	Décentralisation et services sociaux Bla - Tominian	3 460 000	844 683
2005-2008	MLI/008	Hydraulique villageoise dans le cercle de Barouéli	2 350 000	613 898
2005-2008	MLI/009	Appui aux initiatives locales de gestion de l'environnement urbain à Bamako	1 750 000	659 097
2006-2007	MLI/012	Renforcement des Capacités statistiques pour le Développement	250 000	144 172
2006-2008	MLI/013	Renforcement des Capacités du Médiateur de la République du Mali	280 300	76 878
2008-2009	MLI/014	Adduction d'eau potable dans le quartier de Sénou à Bamako	2 200 000	27 524
2008-2012	MLI/015	Collecte, Achat et Conservation des Manuscrits de Tombouctou	4 000 000	21 256
2008-2011	MLI/016	Santé de base du PIC 2007-2011	7 500 000	7 337
2008-2011	MLI/017	Accès à l'eau potable et à l'assainissement et à l'aménagement urbain dans la zone sud du PIC 2007-2011	10 500 000	75 424
2008-2011	MLI/018	Programme de Sécurité alimentaire du PIC 2007-2011	3 500 000	66 930
2008-2011	MLI/019	Programme de formation technique et professionnelle et insertion professionnelle du PIC 2007-2011	14 200 000	84 008
2008-2011	MLI/020	Composante d'accompagnement des programmes du PIC 2007-2011	5 300 000	208 303



◀ Tables et bancs fournis dans le cadre de l'appui logistique aux Centres d'Animation pédagogique à Bla et Tominian



► Cérémonie d'inauguration de la base de San



Santé et Secteur social

MLI/005

Décentralisation et services sociaux
Bla - Tominian

La Coopération luxembourgeoise se concentre ici sur un appui aux différentes administrations locales qui s'inscrit dans le processus de décentralisation entrepris par l'Etat malien et cherche à concilier décentralisation et déconcentration dans le cadre des grands programmes sectoriels nationaux. Priorité est donnée aux secteurs de l'éducation et de la santé.

Nous nous trouvons dans la région de Ségou, plus spécifiquement dans les cercles de Bla et de Tominian qui sont considérés comme les plus défavorisés de la zone avec une population excédant 400 000 personnes. Le projet a plusieurs particularités. D'abord dans sa conception même. En effet, la démarche hautement participative utilisée pendant la formulation du projet s'est traduite par une appropriation totale par les différents acteurs, et ce, dès le démarrage du projet.

De plus, bien que nous parlions d'un projet, les tâches à réaliser relèvent davantage d'une approche programmatique dans la mesure où ces dernières s'inscrivent dans la complémentarité et la synergie les unes par rapport aux autres par opposition à des activités isolées et prises séparément.

Ainsi, dans le domaine de l'éducation, certaines interventions portaient sur le renforcement des capacités des formateurs ou du cadre d'apprentissage, de la mise à disposition de moyens logistiques modernes en termes d'outils informatiques et de moyens de déplacement. D'autres mettaient l'accent sur les apprentis en prévoyant des appuis techniques et financiers pour leur insertion dans le tissu économique à la fin du processus d'apprentissage.

Il en va de même dans le secteur de la santé. Le projet a réalisé des travaux de construction et de réhabilitation d'infrastructures sanitaires et a financé des programmes de formation au bénéfice des agents de la santé. Afin de permettre aux plus démunis de prendre financièrement en mains leur santé, des activités à caractère économique se sont greffées à ces activités. Ainsi, une série de mesu-

res a été initiée avec les différents partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet ; mises en place de mutuelles de santé, création de fonds d'appui aux jeunes et aux femmes, mise en place de lignes de crédits pour les clientèles défavorisées, appuis à l'organisation des groupes cibles en association, appui au développement d'activités génératrices de revenus.

Les activités du projet à mettre en œuvre dans le cadre des appuis à la tutelle et aux autorités civiles ont également été élaborées dans cette même perspective de complémentarité et de synergie. Que ce soit la réhabilitation de locaux, le développement d'environnements de travail modernes ou la formation des agents de l'Etat ou des élus.

Une autre particularité intéressante de ce projet aura été son mode de gestion. En effet, le projet s'est particulièrement démarqué par sa gestion de proximité. Bien que les différentes structures nationales aient été impliquées dans le pilotage du projet, l'essentiel de la mise en œuvre et du suivi s'est fait via les structures régionales de la santé et de l'éducation et les structures locales partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet.

Le gouverneur de la région de Ségou, les préfets des cercles de Bla et de Tominian, les chefs de médecine des centres de santé et de référence, les chefs des services de développement social et d'économies solidaires, les directeurs des centres d'animation pédagogique, les conseils de cercles et les mairies ont été des partenaires de tous les instants.

Le MLI/005, qui était à la base expérimental, a démontré que l'implication directe des acteurs et des bénéficiaires dans le processus d'élaboration de projet, tant en termes d'identification que de formulation et dans sa mise en œuvre, est un gage de succès et d'appropriation des interventions par les bénéficiaires à tous niveaux. Il est bien entendu trop tôt pour évaluer l'impact de ce projet, mais il n'en demeure pas moins que les consultations menées dans le cadre de l'élaboration du deuxième Programme Indicatif de Coopération (PIC) entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Mali ont clairement fait ressortir le souhait des intervenants que soient capitalisés les acquis de cette première expérience réussie.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	844 683 EUR
Durée :	2004 - 2008

« Bien que les différentes structures nationales aient été impliquées dans le pilotage du projet, l'essentiel de la mise en œuvre et du suivi s'est fait via les structures régionales de la santé et de l'éducation et les structures locales partenaires »



◀ Membres de l'Association GNIELENI devant la FAMAPE

▶ Participation des jeunes aux travaux de dallage dans un quartier bamakois



Divers

MLI/009

Appui aux initiatives locales de gestion de l'environnement urbain à Bamako

L'insalubrité est l'une des dimensions les plus préoccupantes de la détérioration des conditions de vie des habitants de la capitale du Mali : Bamako. Cette problématique de l'environnement englobe l'évacuation des eaux pluviales, l'évacuation des eaux usées, la collecte et l'évacuation des ordures ménagères. Face à cette situation, de nombreuses initiatives sont développées par différents acteurs : l'Etat, les équipes communales et les résidents des quartiers.

Dans cette perspective, l'Association Yeeleni mise en place par une personnalité bien connue du monde de la société civile du Mali, Mme Aminata Dramane Traore a entrepris des actions d'assainissement dans le quartier de Missira (Bamako) : les résidents du quartier se sont mobilisés et ont dallé eux-mêmes les rues devant leurs maisons, curé et réhabilité les caniveaux le long des routes et planté des arbres. Forts de cette réussite, les habitants des rues et des quartiers voisins se sont regroupés en associations avec le même but.

Ce regroupement a abouti à la création d'une Fédération des Associations maliennes pour l'Assainissement et la protection de l'environnement (FAMAPE) qui se propose de mettre en œuvre un nouveau projet qui consiste à renforcer les activités menées lors de la première expérience et de l'étendre à d'autres quartiers.

Cette initiative a été prise en compte par les gouvernements malien et luxembourgeois à travers le projet « Appui aux Initiatives Locales de Gestion de l'Environnement Urbain à Bamako » (MLI/009). Il s'agit, à partir de ce projet, de permettre aux citoyens des quartiers de Bamako, organisés en associations de participer à l'amélioration et à la gestion de leur environnement dans le cadre de la décentralisation.

La contribution luxembourgeoise permet le pavage de 120 000 m² de rues ainsi que le curage et la réhabilitation de 5 000 mètres linéaires de caniveaux. De plus, elle assure la plantation d'arbres et l'aménagement d'espaces verts, le renforcement des capacités opérationnelles et institutionnelles de 18 associations de la société civile et la promotion

du dialogue entre structures de la société civile et équipes communales. Elle a d'ailleurs rendu possible le renforcement des capacités des groupements d'intérêt économique dans le ramassage et le traitement des ordures ménagères et une nette amélioration des conditions socio économiques des résidents des quartiers d'intervention à travers des activités génératrices de revenus.

La réalisation des travaux incombe aux associations organisées en petites équipes de travail dans les quartiers : les jeunes et les femmes sont employés comme main d'œuvres non spécialisée. Cela crée des emplois temporaires pour ces derniers et leur donne surtout espoir dans ces quartiers défavorisés.

Le projet qui s'inscrit dans le processus de la décentralisation en cours au Mali a pour principal partenaire les communes. Un comité local de suivi du projet dirigé par le Maire de la commune est mis sur pied. Cette démarche opérationnelle, impliquant les différentes structures concernées, permet d'une part d'assurer le suivi du projet et, d'autre part de prendre en compte les initiatives des

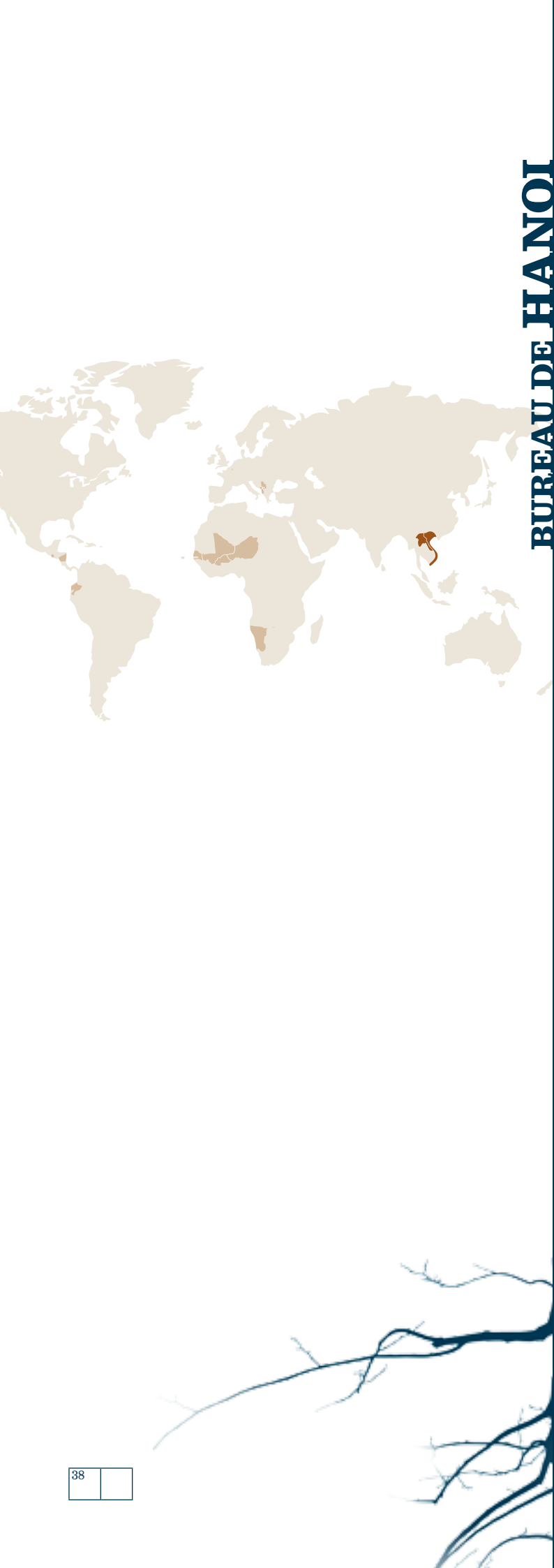
structures de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement économique, social et culturel, outil par excellence de planification de développement des communes au Mali.

Afin de maintenir cette dynamique sociale, il est réalisé des actions d'éducation, de sensibilisation et de mobilisation communautaire autour de la problématique de l'assainissement et de l'environnement. Par ailleurs, le projet contribue au renforcement des capacités socio-économiques des jeunes et des femmes dans les zones d'intervention par le soutien à la réalisation d'activités génératrices de revenus : petit commerce, transformation alimentaire (fabrication de jus à partir de produits locaux).

Après deux années d'activités, il peut être constaté dans les quartiers une nette amélioration du cadre de vie : les rues pavées, moins d'eaux stagnantes, une diminution marquée du nombre de mouches, moustiques et rats, causes de maladies.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	659 097 EUR
Durée :	2005 - 2008

« Les résidents du quartier se sont mobilisés et ont dallé eux-mêmes les rues devant leurs maisons, curé et réhabilité les caniveaux le long des routes et planté des arbres »





Geert De Bruycker

« Lux-Development a une présence active au Vietnam et au Laos depuis une dizaine d'années et son bureau régional, situé à Hanoï, a lancé ses premières opérations en 2002 »

Le bureau régional de Hanoi

La Coopération bilatérale du Luxembourg est exécutée par le biais d'un Plan pluriannuel de développement entre le Luxembourg (le bailleur de fonds) et ses pays partenaires. Dans le cas du Vietnam, le deuxième Programme Indicatif de Coopération (PIC) d'une valeur de 50 millions EUR couvrant la période 2006-2010 est en cours.

Le nouveau programme met l'accent sur les secteurs classiques de la santé, du développement des ressources humaines, de la formation professionnelle et du développement rural. Il porte une attention particulière aux thématiques transversales telles que les questions de genre, la bonne gouvernance, la décentralisation et le transfert de connaissances techniques.

Dans le cadre de ce deuxième PIC, un certain nombre de nouveaux projets et programmes ont été impulsés au cours de l'année 2007.

C'est ainsi qu'un projet pilote mené avec l'Université Can Tho a vu le jour. Il se propose d'explorer les possibilités de recyclage de la jacinthe d'eau et d'insuffler une « nouvelle vie » à cette plante envahissante qui obstrue les canaux du delta du Mékong. Il s'agit de montrer, par un travail d'expérimentation et de recherche, les possibilités qui existent et de prouver le potentiel qu'elle représente pour les petits exploitants en termes de génération de revenus, au moyen d'un recyclage efficace et de la transformation des

substances dérivées (jus, feuilles et biogaz) associées à d'autres résidus agricoles.

Des initiatives en matière de développement local ont été menées dans la province de Quang Dien pour améliorer les conditions de vie de 100 000 personnes, pour la plupart pauvres.

En même temps, un projet de formation dans le domaine financier et bancaire a été formulé. Son objectif premier est d'appuyer le renforcement institutionnel du Comité d'État de la bourse afin que celui-ci se familiarise avec les lois sur les opérations boursières, les premières offres publiques de souscription (IPO), les technologies de l'information et la supervision boursière.

Parallèlement, deux initiatives ont été lancées dans le domaine de la santé, à l'échelle nationale, concernant les équipements de la chaîne du froid. Leur objectif principal se fonde sur la nécessité d'améliorer les thérapies par transfusion sanguine, ainsi que la qualité, la sécurité et la disponibilité des produits sanguins. Ces deux initiatives se proposent également d'améliorer les conditions de santé de la population en renforçant le Programme élargi d'immunisation. Leur alignement et leur harmonisation avec les actions complémentaires de multiples bailleurs internationaux — tels que la Banque mondiale, l'UNICEF et l'OMS — sont assurés par le Ministère de la Santé.

Certaines opérations en cours étaient sur le point de s'achever fin 2007, tel que le projet de technologie médicale à Hué, portant sur la fourniture et la maintenance

d'équipements de cardiologie et d'urologie, ainsi que le vaste programme de développement rural à Nghe An et le programme national de tourisme et d'hôtellerie sur 10 ans, qui est présenté plus en détail dans la section pays de ce rapport.

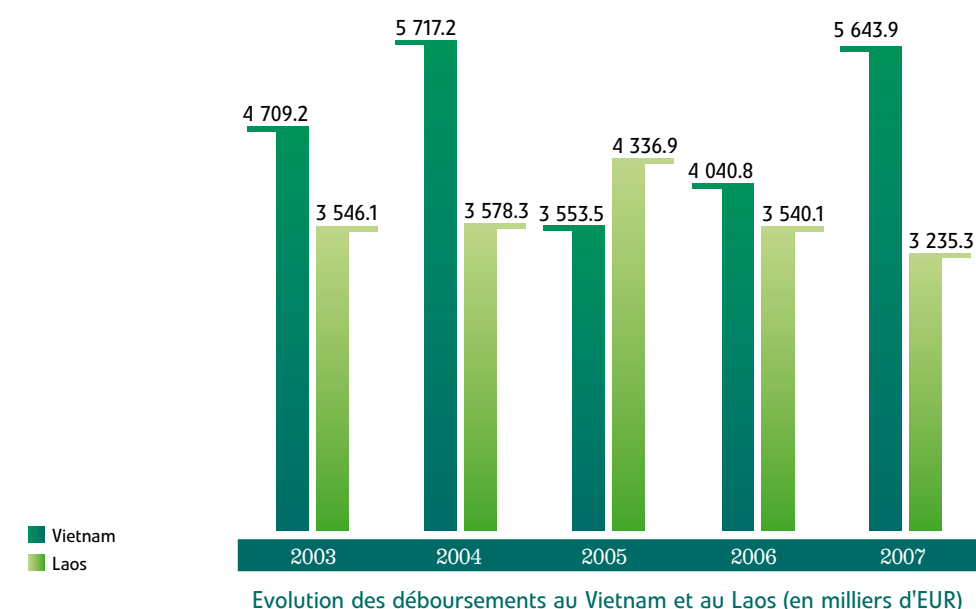
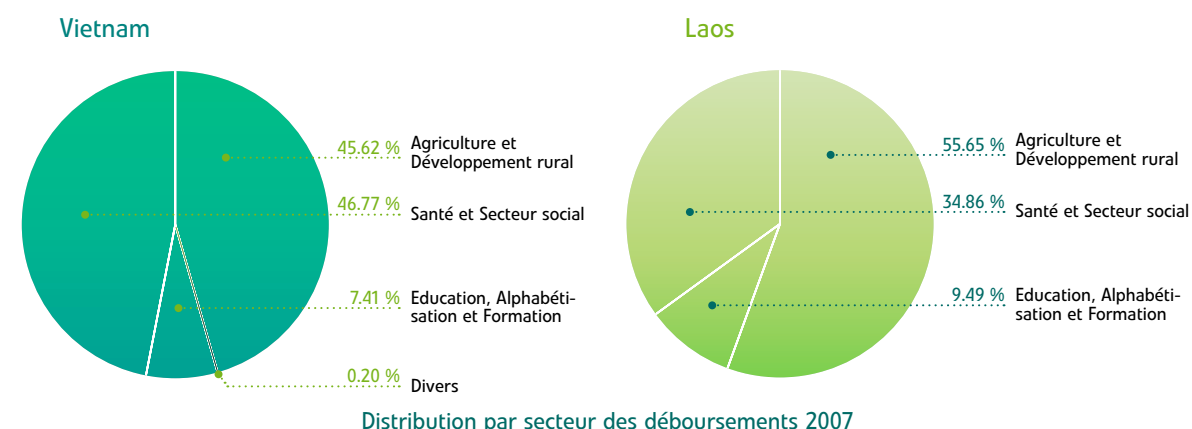
Enfin, toujours au Vietnam, deux projets mis en œuvre dans les provinces cibles du nord Bac Kan et Cao Bang ont tous deux atteint leur vitesse de croisière : l'un d'eux porte sur la formation professionnelle et l'éducation, et l'autre concerne l'irrigation au moyen de la revitalisation d'un système millénaire d'approvisionnement en eau par gravité.

L'autre pays du sud-est asiatique appuyé par le Luxembourg est la République démocratique populaire lao. Le type, la nature et l'ampleur du programme de Coopération bilatérale sont définis dans le deuxième PIC 2007-2010 d'un montant de 35 millions EUR. Le programme de Coopération respecte en tous points les politiques de développement du Laos, telles que définies dans son Plan national de développement socio-économique (NSED) et dans la Stratégie nationale pour la croissance et l'éradication de la pauvreté (NGPES) 2004-2020, ainsi que dans le premier document de Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP).

Ceux-ci réaffirment l'importance de décentraliser les fonctions de planification vers les autorités locales et d'améliorer les services à l'échelon local.

À ce jour, Lux-Development participe à la mise en œuvre d'un grand nombre de projets liés à la santé visant l'amélioration de la gestion et des services hospitaliers, en renforçant la formation des infirmières dans la province de Vientiane et en appuyant les politiques de développement et l'établissement d'un système national de gestion des équipements médicaux. Le Luxembourg apporte également son soutien à la formation professionnelle dans la province de Khammouane, ainsi qu'au programme de développement rural dans les provinces de Bolikhamxay et Oudomxay.

De nouveaux projets et programmes ont été formulés en 2007. L'un d'eux se déroulera à Vientiane, la capitale du pays, et a trait à la formation bancaire ; un autre vise le développement des ressources humaines dans les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie et encore une autre initiative sera menée pour renforcer davantage le développement local dans la province de Bolikhamxay.





Vietnam



Situé au cœur de l'Asie du sud-est, Le Vietnam s'étend le long de la côte orientale de la péninsule Indochinoise sur 1 700 km du nord au sud. Sa largeur n'excède pas 300 km. Le territoire est délimité à l'est par la mer de Chine (3 260 km de côtes), au nord par la Chine, à l'ouest et au sud-ouest par le Laos et le Cambodge.

Le relief est très varié et formé aux trois quarts de montagnes et de plateaux. On peut délimiter trois grandes régions : au nord, le Bac Bo (ex-Tonkin), formé d'un secteur montagneux dont le point culminant est le mont Phan Si Pan (3 142 m), qui entoure la vaste plaine du fleuve Rouge ; au centre, le Trung Bo (ex-Annam), avec la Cordillère Annamitique qui descend en pente douce vers le sud et le sud-ouest, mais qui tombe brutalement vers l'est en dominant l'étroite bande côtière de la mer de Chine ; au sud, le Nam Bô (ex-Cochinchine), essentiellement formé par la riche et vaste plaine du delta du Mékong.

Le climat est influencé par la mousson qui détermine une saison sèche de décembre à juin et une saison des pluies de juillet à fin septembre. Le pays connaît de fortes précipitations, voire des typhons, de juin à octobre, avec toutefois quelques variantes régionales dues à l'altitude. Au nord, l'hiver est de courte durée. Le froid y règne de janvier à février avec du crachin et des températures qui peuvent descendre jusqu'à 4 °C. Au sud, le climat de mousson est sec de novembre à avril et humide de mai à octobre avec une amplitude thermique faible.

Le Vietnam est le troisième pays le plus peuplé d'Asie du sud-est après l'Indonésie et les Philippines. On y dénombre 54 ethnies. Toutefois, 85 % de la population est d'origine «Kinh» (Viêt). De nombreuses ethnies sont apparentées aux tribus montagnardes de Thaïlande et vivent essentielle-

ment sur les hauts plateaux et les régions montagneuses du nord. A l'intérieur du pays se développe un exode rural des régions isolées et pauvres du nord et du centre vers les grands centres urbains. La population urbaine augmente rapidement à un taux annuel d'environ 4.2 %. La population vietnamienne est très jeune : 29.4 % de la population a moins de 15 ans et 5.6 % a plus de 65 ans. L'âge moyen est de 25 ans.

On constate l'existence d'un écart grandissant entre les riches et les pauvres et entre les ruraux et les citadins. Le taux de pauvreté est de 18.3 % en milieu urbain, mais il est de 44.9 % en milieu rural. Les progrès réalisés au cours de la dernière décennie n'ont dans l'ensemble guère profité aux minorités ethniques, ce qui tient aux divisions sociales et culturelles et à une méconnaissance de l'existence des services sociaux de base et des informations qui favorisent un changement de comportement. C'est tout particulière-

ment le cas dans les zones rurales, où le niveau de vie s'est amélioré à un rythme beaucoup plus lent.

L'essor économique, initié par la politique de « Doi Moi » engagée en 1986, continue de porter ses fruits. L'ouverture progressive de son économie a permis au Vietnam de s'intégrer progressivement aux échanges mondiaux et de développer une économie aujourd'hui fortement internationalisée. La croissance moyenne du PIB a été supérieure à 7 % sur les six dernières années et a atteint 8.4 % en 2007. L'expansion économique et l'ouverture du pays conduisent à un fort dynamisme du commerce extérieur.

Cet essor économique a permis une forte réduction de la pauvreté (23 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté en 2004, contre 58 %, en 1993), mais le pays reste encore pauvre (PIB par habitant d'environ 720 USD). L'agriculture, qui ne représente qu'un cinquième du PIB, occupe encore les deux tiers de la population active.



Superficie	329 560 km²
Population	85 262 360
Taux d'accroissement de la population	1.004 %
Espérance de vie à la naissance (années)	71.07
Alphabétisation	90.3 %

Durée	Code	Titre	Budget total EUR	Déboursés 2007
2002-2008	VIE/013	Appui santé à Hué	1 075 500	104 460
2002-2008	VIE/014	Développement rural dans l'ouest de la province de Nghe An	7 758 000	1 357 335
2003-2008	VIE/015	Appui à la formation en hôtellerie et tourisme au Vietnam	2 991 000	131 575
2003-2008	VIE/017	Appui au secteur de la santé dans la province de Hung Yen	2 987 200	765 069
2005-2009	VIE/019	Projet d'irrigation de Nam Tuan	3 293 100	849 041
2006-2009	VIE/020	Hyacinthes d'eau à Can Tho	1 000 000	218 531
2005-2010	VIE/021	Formation professionnelle à Bac Can	3 100 000	286 875
2007-2011	VIE/023	Projet de développement local à Quang Diên	4 000 000	177 446
2007-2010	VIE/024	Appui à la chaîne du froid - Réseau national de transfusion sanguine	2 700 000	84 203
2007-2010	VIE/025	Appui à la chaîne du froid - Programme national d'immunisation	4 200 000	1 771 517
2007-2010	VIE/026	Projet de Développement du Marché des Capitaux	3 000 000	11 135



talbotimages.com

◀ L'Hôtel d'application « Villa Hué »

▶ Deux ans de cours pour un brevet de cuisinier



Education, Alphabétisation et Formation

VIE/015

Appui à la formation en hôtellerie et tourisme au Vietnam

Le tourisme est l'une des industries au Vietnam qui a le plus rapidement grandi. A ce jour, il représente un secteur de premier plan pour la création d'emplois et la génération de revenus, ce qui est également important pour réduire la pauvreté.

L'ambitieux programme luxembourgeois visant le développement de l'hôtellerie et du tourisme au Vietnam s'est achevé en 2007. Son financement, qui s'est réalisé par tranches successives, s'est élevé à 10 millions EUR. Le programme était composé de trois projets séparés.

Toutes ces années, de 1997 à 2007, l'objectif primordial du programme a été de contribuer aux efforts du Vietnam pour mettre en place une école en mesure d'assurer la formation professionnelle et la formation continue des personnels travaillant dans d'hôtellerie.

Il s'agissait, en premier lieu, de définir les contenus des programmes de formations dans cinq domaines-clés du secteur, de les incorporer dans les quatre écoles nationales de tourisme qui existent au Vietnam et d'établir et d'assurer la durabilité d'un système d'évaluation et de certification reconnus sur le plan international.

Le deuxième objectif d'importance était d'améliorer les infrastructures des écoles de tourisme d'Hanoï, Hô Chi Minh-Ville et Vung Tau, et de construire et d'équiper une nouvelle école de tourisme ainsi qu'un centre d'application, dans l'ancienne capitale du pays, Hué.

Un autre but, sans doute encore plus important, consistait à accroître les capacités des enseignants et le niveau d'éducation des directeurs des écoles de tourisme, par le biais de programmes de formation de formateurs, de stages de courte durée et de longue durée à l'étranger, d'ateliers et d'autres interventions dans le domaine de l'hôtellerie.

L'Administration Nationale du Tourisme (VNAT) et Lux-Development ont mis en oeuvre ce projet conjointement, sous la supervision du Ministère de l'Éducation et de la Formation continue et du Ministère du Travail, des

Handicapés et des Affaires sociales. L'industrie hôtelière internationale au Vietnam a coopéré de diverses manières et a su répondre, dans une large mesure, aux besoins dans les domaines de la formation et de l'évaluation.

Du fait que la ville de Hué constitue un centre d'intérêt touristique majeur au Vietnam (un site classé au patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO) et qu'elle est la cible des investisseurs étrangers et nationaux pour le secteur tourisme, la Coopération luxembourgeoise et la VNAT ont décidé d'y construire une nouvelle école hôtelière et d'en faire un établissement d'enseignement moderne. Plus tard, l'école s'est adjointe un centre d'application, dans un environnement de travail réaliste, sous forme d'un hôtel-école appelé « Villa Hué ».

Villa Hué est aujourd'hui un établissement trois étoiles, selon les standards occidentaux. Doté de 12 chambres et de salles de conférence, l'hôtel-école propose des mets nationaux et internationaux. Fonctionnant comme un véritable hôtel, et sous les auspices de l'École de Tourisme de Hué, l'établissement a ouvert ses portes au public à la mi-2007.

Comme il est assez difficile de trouver des terrains de stage dans le domaine touristique dans le Vietnam central, Villa Hué offre aux élèves l'occasion d'acquérir un savoir-faire dans un hôtel de niveau international et permet à l'école de tourisme d'obtenir des recettes supplémentaires pour financer ses cours.

Le Luxembourg a également apporté son appui à un programme de formation en fournissant une aide financière annuelle à un groupe de 10 étudiants et enseignants vietnamiens méritants qui ont pu poursuivre des études

à l'école hôtelière du Luxembourg, le Lycée Technique Hôtelier Alexis Heck. La gérante de Villa Hué est l'une des étudiantes qui a bénéficié de cette formation.

Le programme a permis de fournir à l'industrie des professionnels dûment formés, grâce à un enseignement et un apprentissage modernes, et du matériel et des méthodes de formation pratiques. La formation des enseignants au Vietnam et à l'étranger a été un élément-clé pour atteindre cet objectif. Sans l'amélioration de la qualité de la formation en tourisme, l'industrie touristique du Vietnam n'aurait pas pu capitaliser le boom actuel du marché dans ce domaine, et aurait laissé échapper l'occasion de générer des revenus, et par là, de réduire la pauvreté.

Un acquis encore plus précieux pour le programme de formation en hôtellerie au Vietnam est la contribution du projet au développement d'un modèle pour l'évaluation et la certification de la formation professionnelle et technique. Ce modèle revêt un intérêt particulier en tant que référence pour des procédures d'évaluation et de certification efficaces, non seulement pour la VNAT, mais encore pour le Ministère de l'Éducation. En outre, le projet a permis de créer le Vietnam Tourist Certification Board, qui poursuit l'évaluation et la certification de la formation hôtelière et qui est devenu une référence en la matière. L'effet-phare est non seulement important pour déployer des efforts visant l'amélioration de la qualité dans le domaine de la formation en tourisme, mais également pour des sous-secteurs de l'éducation et du système de formation professionnelle au Vietnam.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	131 575 EUR
Durée :	2003 - 2008

« Villa Hué est aujourd'hui un établissement trois étoiles. Fonctionnant comme un véritable hôtel, et sous les auspices de l'Ecole de Tourisme de Hué, l'établissement a ouvert ses portes au public à la mi-2007 »



Laos

Le Laos est un pays enclavé. Il partage ses frontières avec la Chine, le Vietnam, le Cambodge, la Thaïlande et la Birmanie. Il est principalement montagneux, bien qu'en partie recouvert de forêts denses. Les terres les plus fertiles se trouvent dans la vallée du Mékong, qui coule du nord du pays vers le sud et, sur plus de 60 % de sa longueur, forme la frontière avec la Birmanie et la Thaïlande, alors que la plus grande partie de la frontière est avec le Vietnam.

Le territoire se divise en hauts plateaux et plaines. Les plaines, qui longent le Mekong et certains de ses affluents, sont principalement consacrées à la culture du riz. Elles sont principalement habitées par l'ethnie des Lao Loum. Pour leur part, les habitants des hauts plateaux vivent essentiellement de la culture de riz pluvial, de produits forestiers non ligneux et de chasse. La plus grande partie de cette population se compose de groupes ethniques minoritaires, tels que les Hmong et les Khmu. Les plaines sont généralement économiquement plus prospères.

Le Laos possède un climat tropical de mousson, avec une saison des pluies de mai à novembre et une saison sèche de décembre à avril. Environ 75 % des précipitations se produisent pendant la saison des pluies. Le niveau d'eau du fleuve Mékong peut subir des variations de plus de 20 m entre la saison humide et la saison sèche, et les inondations sont un problème récurrent.

D'après la Banque asiatique de développement, l'agriculture représentait 47 % du PIB en 2004, contre 61 % en 1990. Le secteur agricole emploie plus de 80 % de la main d'œuvre du pays. La production dominante est le riz, mais d'autres cultures sont également exploitées, telles que la patate douce, les légumes, le maïs, le café, la canne à sucre, le tabac, le coton, le thé, la cacahouète ; les élevages de buffles, de porcs, de bovins et de volailles sont les plus répandus.

Les industries (abattage et traitement du bois, énergie électrique, transformation d'aliments, mines, construction, manufacture de vêtements, ciment et assemblage) représentaient 27 % du PIB en 2004, contre environ 14 % en 1990. Le Laos possède des dépôts minéraux nombreux et variés, parmi lesquels les plus importants sont l'étain, le plomb, la pierre, le gypse, le cuivre et le sel. Les activités principales du secteur services, qui représentait 26 % du PIB en 2004, sont le commerce de gros et de détail.



Le tourisme a enregistré une hausse importante au cours des dernières années. L'affluence de touristes au Laos n'a fait que croître au cours des 15 dernières années et, en 2005, le pays a accueilli en tout 1.1 million de visiteurs. Si l'on ne compte que les touristes munis d'un passeport international, le nombre de visiteurs internationaux atteignait 300 000 en 2005.

L'économie est toujours dominée par un secteur agricole improductif qui opère largement dans l'économie informelle et le secteur public continue à jouer un rôle prépondérant. L'abattage illégal d'arbres et le trafic de bois et d'animaux sauvages alimentent également l'économie informelle.

Du fait de ses importantes ressources en eau, le Laos possède un fort potentiel dans le domaine de l'hydroélectricité. Les capacités du pays en cette matière se développent à l'aide de capitaux étrangers. L'exploitation minière et le secteur hydroélectrique (presque 4 milliards de kWh produits en 2004) devraient représenter un pourcentage significatif du PIB du Laos dans les années à venir.

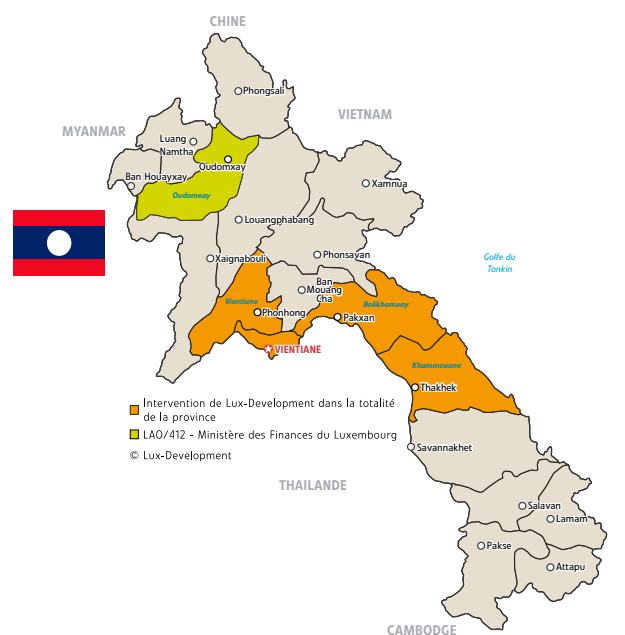
Malgré un indice de croissance relativement élevé, les communications et, notamment, les infrastructures de transport au Laos sont toujours déficientes car moins de 20 % des routes sont goudronnées.

Avec un revenu par personne de 1 954 USD en 2004, les Laotiens sont parmi les plus pauvres du sud-est asiatique. Toutefois, le niveau de réduction de la pauvreté est encourageant. Il est plus favorable que celui du Cambodge et semblable à celui de la Thaïlande, mais très loin derrière celui du Vietnam.

La faible qualité du système éducatif constitue un écueil de plus au développement. Même si la situation s'est améliorée depuis les années 80, seulement 69 % de la population était alphabétisée en 2003. Le Laos souffre d'un déficit d'établissements scolaires, d'un manque de manuels scolaires et d'enseignants qualifiés.

Le salaire des enseignants n'est pas compétitif, outre qu'il leur est versé avec beaucoup de retard, ce qui les contraint à rechercher ailleurs des sources de revenus complémentaires.

Un marché national réduit, une économie rurale de subsistance, un faible niveau de compétences et la qualité déficiente des services de santé, outre l'éloignement et l'isolement d'une grande partie de la population, sont parmi les facteurs structurels qui empêchent la croissance et la réduction de la pauvreté.



Superficie	236 800 km²
Population	6 522 000
Taux d'accroissement de la population	2.37 %
Espérance de vie à la naissance (années)	55.89
Alphabétisation	68.7 %

Durée	Code	Titre	Budget total EUR	Déboursés 2007
2002-2008	LAO/008	Appui à l'école de formation professionnelle de Khammouane	3 295 997	237 086
2003-2007	LAO/009	Gestion d'équipement médical	923 000	1 912
2005-2008	LAO/010	Formation d'infirmières dans la province de Vientiane	1 475 550	226 355
2004-2008	LAO/011	Projet de développement rural intégré à Pakkading	5 900 000	1 004 110
2004-2008	LAO/014	Projet de développement rural intégré à Bolikhan	2 100 000	620 550
2003-2008	LAO/015	Projet de santé dans province de Vientiane - Phase III	5 294 052	854 484
2007-2010	LAO/016	Formation professionnelle Finances et Banques	2 000 000	66 910
2007-2011	LAO/017	Programme d'Appui aux initiatives de santé	8 500 000	151 587
2008-2013	LAO/020	Appui au développement des ressources humaines en hôtellerie et tourisme	5 500 000	32 119
2002-2010	LAO/412	Appui aux initiatives communautaires à Oudomxay	2 241 500	305 678



◀ Le nouveau marché de Thong Nami

▶ Défrichage à Pakkading



Agriculture et Développement rural

LAO/011 et LAO/014

Programme de développement rural intégré à Bolikhamxay

Comme tous les projets financés par le gouvernement luxembourgeois, l'objectif premier du programme « Développement rural intégré dans la province de Bolikhamxay » est la réduction de la pauvreté. L'effort de développement cible 75 villages des districts de Bolikhan et Pakkading qui comptent une population totale d'environ 75 000 habitants.

Ce projet se propose de réduire la pauvreté en mettant en œuvre une gamme d'activités de développement qui contribuent directement à obtenir l'un, ou plus, des quatre éléments-clés qui assurent de meilleures conditions de vie rurale : (i) une augmentation des revenus des ménages, (ii) un meilleur accès aux services sociaux, (iii) l'accès à des crédits ruraux et (iv) une plus forte participation des populations concernées.

Depuis 1999, la Coopération lao-luxembourgeoise met en œuvre avec succès des actions dans le domaine du développement rural intégré, dont les acquis ont été renforcés, pour la période 2004-2008, par une contribution financière de huit millions EUR de la part du Grand-Duché de Luxembourg.

Les autorités de la province et des districts concernés sont les agents nationaux d'exécution qui, en outre, bénéficient principalement d'assistance technique locale, de l'appui des services des secteurs public et privé et de certaines ONG locales, et de la contribution des bénéficiaires des 75 villages cibles.

L'agriculture de subsistance fondée sur la monoculture de riz pluvial est la principale activité de la plupart des ménages de la province de Bolikhamxay, à laquelle s'ajoutent quelques activités commerciales limitées, telles que la vente de légumes ou de petits commerces de détail, ainsi que des activités génératrices de revenus non agricoles. Une importante migration de minorités ethniques dans les deux districts augmente de manière significative la population pauvre.

L'amélioration de la production agricole, l'augmentation d'activités génératrices de revenus et un meilleur accès aux infrastructures sociales sont des éléments fondamentaux pour améliorer les conditions de vie, notamment des habitants les plus démunis de la zone du projet. Les investissements les plus coûteux sont ceux qui concernent les infrastructures sociales et, parmi eux, les pistes rurales, les infrastructures d'eau potable dans les villages et la construction d'écoles. Les investissements dans les activités de production primaire englobent la diversification et l'intensification des cultures, une valorisation des terres en jachère ainsi que l'irrigation et l'extension des cultures.

Les investissements pour les activités « soft », telles que la gouvernance et la mobilisation de crédits, comprennent le renforcement de l'organisation communautaire et l'amélioration des capacités du gouvernement provincial, l'appui aux soins de santé primaires, l'établissement d'institutions rurales de microfinance et la fourniture d'un appui-conseil technique au niveau local pour la gestion des bassins versants et la promotion du commerce.

Une évaluation externe à mi-parcours réalisée en novembre 2006 a émis un avis favorable sur l'approche utilisée, l'efficacité des activités mises en œuvre et leur impact potentiel, ainsi que sur l'importance des thématiques transversales (telles que le « genre »).

Le thème de la gouvernance est crucial, aussi bien pour le déroulement du programme que pour sa durabilité, particulièrement en ce qui a trait à l'amélioration des capacités de planification et de suivi et à la mise en œuvre de politiques nationales visant une gestion plus transparente.

Le programme lao-luxembourgeois poursuit de manière active sa collaboration avec les partenaires à tous les ni-

veaux, notamment en engageant des experts techniques pour appuyer les activités du projet. L'implantation du programme est telle qu'elle assure que l'ensemble des villages bénéficie de solides formations de base en organisation communautaire et en gestion, et a également une meilleure compréhension des objectifs fixés et de la priorité des activités. Les premiers résultats montrent une plus forte participation de la communauté à l'élaboration des plans, y compris des objectifs clairs, nécessaires pour l'obtention d'aide extérieure ou un appui en crédits.

Du fait que les questions de genre demeurent une priorité du programme, de nombreuses activités liées à cette thématique ont été mises en œuvre, en particulier celles qui ont un impact positif sur l'amélioration des conditions de vie des femmes (à la fois l'autonomisation et la réduction des corvées) et des jeunes et, dans une moindre mesure, des personnes âgées des communautés des villages cibles. À titre d'exemple, des actions ont été menées pour appuyer l'installation de systèmes d'approvisionnement en eau potable et pour encourager la participation aux comités villageois et aux formations dispensées en vue de renforcer les compétences.

Une attention particulière est portée à l'impact des interventions du projet, telles que le défrichage et l'introduction de nouvelles cultures. De fait, la nécessité de sensibiliser la communauté et de la faire participer à la gestion des ressources naturelles est l'un des buts poursuivis au moyen de programmes ciblant particulièrement les villages les plus vulnérables, qui dépendent fortement des zones protégées adjacentes et des produits forestiers non ligneux.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	1 004 110 EUR
Durée :	2004 - 2008

« L'amélioration de la production agricole, l'augmentation d'activités génératrices de revenus et un meilleur accès aux infrastructures sociales sont des éléments fondamentaux pour améliorer les conditions de vie »



Promotion de l'école provinciale d'infirmières



Consultations en brousse



Santé et Secteur social

LAO/015

Projet de santé dans province de Vientiane - Phase III

Les premières initiatives de Lux-Development au Laos, qui datent de 1997, ont pris la forme d'un projet de santé au bénéfice de la population de la province de Vientiane, localisé à Phonemy, à quelques 75 km au nord de Vientiane, la capitale du pays.

La première phase a vu la construction d'un nouvel hôpital provincial et la fourniture d'équipements de base pour couvrir les besoins de la population environnante. Une deuxième phase de mise en fonction et reprise par la contrepartie a rapidement suivi à la fin de laquelle, en novembre 2003, SAR la Grande Duchesse Maria Teresa de Luxembourg a inauguré l'hôpital.

C'est alors qu'a débuté la troisième phase de consolidation du programme de santé lao-luxembourgeois. Elle a consisté à appuyer le Département provincial de la Santé de manière plus intégrale, en encourageant la décentralisation des soins et en mettant sur pied des formations intensives destinées aux personnels de santé, portant sur l'éducation, la prévention et les soins. Des résultats ont été obtenus par la mise en œuvre de diverses actions centrées sur la gestion de la santé, à quelque niveau que ce soit, la mise en place d'un accès aux soins élargi et la mutualisation des services de santé.

Les multiples activités de la troisième phase se sont déroulées dans les centres de santé des districts et des villages. Les résultats des deux phases précédentes du projet ont également été consolidés et, chaque année, l'Hôpital Maria Teresa dispense des soins de santé préventifs et curatifs à des dizaines de milliers de personnes parmi les plus pauvres de la province.

Suivant les recommandations de la revue à mi-parcours menée en octobre 2006 par l'Organisation mondiale de la Santé, le projet a apporté un soutien technique supplémentaire de manière à améliorer les soins de santé dans les six districts cibles de la province.

L'appui de la Coopération luxembourgeoise au Laos en

matière de santé a en outre consisté en un projet de maintenance des équipements médicaux, qui visait également une gestion appropriée et efficace de ceux-ci. Ce projet a été mené, à titre d'essai, à l'Hôpital Maria Teresa et à l'hôpital provincial de Bolikhamxay.

La formation des ressources humaines, notamment en infirmerie, constitue également un facteur crucial pour assurer l'efficacité et la qualité des soins de santé au Laos. C'est pourquoi la Coopération luxembourgeoise a mis en œuvre un projet destiné à établir des standards de qualité nationaux pour la formation des infirmières et à mettre en place un système de gestion de la qualité des contenus des formations dispensées dans la nouvelle école d'infirmières qui s'est ouverte à côté de l'Hôpital Maria Teresa. Chaque année, 25 infirmières y obtiennent leur diplôme et grossissent les rangs des personnels de santé qualifiés pour couvrir les besoins dans ce domaine.

Partant de cette expérience, il a été demandé à Lux-Development d'étudier et de formuler un vaste « Programme d'appui aux initiatives de santé » afin d'assurer une plus grande synergie entre les politiques et leur application aux différents niveaux et de promouvoir la coordination avec d'autres parties prenantes pour renforcer les éléments prioritaires des politiques nationales du Laos en matière de santé.

La partie centrale de ce nouveau programme lao-luxembourgeois de soutien aux initiatives de santé est l'appui aux autorités de santé des provinces de Bolikhamxay et Khammouane pour parvenir à une couverture complète des soins, tout en garantissant des soins de santé plus efficaces et efficaces, en accord avec les politiques, les stratégies et les plans nationaux.

Ce projet, qui a été conçu de manière participative durant presque toute l'année 2007 dans les deux provinces, permettra de construire un réseau de soins de santé inté-

gré comprenant trois niveaux de soins hiérarchiquement distincts, chacun d'eux offrant un paquet de services déterminé visant à augmenter la couverture et la qualité. De même, les capacités du Département provincial de la Santé dans les deux provinces seront renforcées. Le projet assurera aussi le suivi et l'évaluation du système de soins de santé de manière à ce que les ressources financières et humaines disponibles se répartissent de manière plus efficace et plus efficiente.

En outre, dans le but d'accroître la couverture d'immunisation et contribuer de ce fait à la réduction de la mortalité maternelle et infantile dans tout le pays, le Programme d'appui aux initiatives de santé est orienté de manière à appuyer la mise en œuvre du Plan stratégique quinquennal tout récemment adopté, dans le but de renforcer la planification, la direction et les capacités de suivi du Programme élargi d'immunisation. L'appui du Luxembourg consistera en la fourniture de vaccins et d'équipements de la chaîne du froid, de même qu'en l'appui logistique et au soutien à la direction et au renforcement des capacités.

Le Programme aidera également à mettre en place et à gérer des services techniques dans cinq provinces en organisant des ateliers sur la maintenance des infrastructures de santé et en apportant une aide au développement des compétences dans ce domaine.

Enfin, le Programme de santé s'intégrera dans des structures administratives appropriées du Ministère de la Santé, tant au niveau central que provincial. Il est en outre envisagé de promouvoir l'utilisation de systèmes uniformisés de planification, de suivi, de présentation de rapports et de procédures, dûment approuvés par le Ministère de la Santé laotien et ses partenaires.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	854 484 EUR
Durée :	2003 - 2008

« 25 infirmières sont diplômées chaque année de l'école d'infirmières récemment ouverte à proximité de l'Hôpital Maria Teresa »



BUREAU DE LUXEMBOURG





Guirec Halfants

« Un programme très divers dans les types d'interventions avec des défis intéressants »

Le bureau régional de Luxembourg

Le bureau régional de Luxembourg est localisé au siège de l'Agence et couvre la plupart des pays qui ne font pas partie des pays partenaires privilégiés de la Coopération bilatérale luxembourgeoise : le Rwanda et les différents pays balkaniques dans lesquels la Coopération luxembourgeoise intervient, Monténégro, Kosovo, Albanie et Serbie.

L'ensemble représente un programme très divers dans les types d'interventions avec des défis intéressants et important en termes de volume de déboursements alors que le contexte ne présente pas d'homogénéité. Tous les secteurs de la coopération sont abordés dans les projets couverts par ce bureau régional.

Au Rwanda, deux projets sont en cours, dans les domaines de la santé et du développement rural. Ils doivent se terminer en décembre 2009 et le programme bilatéral ne devra plus connaître de nouveaux développements dans le futur.

L'année écoulée à vue le démarrage en force de la mise en place des infrastructures rurales, amélioration d'une piste, construction de marchés et préparation de périmètres irrigués par aspersion. Cette étape devra être clôturée dans le

courant de l'année 2008 et le projet travaille en parallèle à la consolidation de l'ensemble des actions avec les acteurs : associations, coopératives et administrations locales.

Concernant la santé, le projet qui vise à réduire la morbidité et la mortalité liée au VIH/SIDA ainsi qu'à améliorer la qualité de vie des personnes infectées est entré dans une seconde phase importante qui devra permettre de consolider et pérenniser les résultats obtenus auparavant.

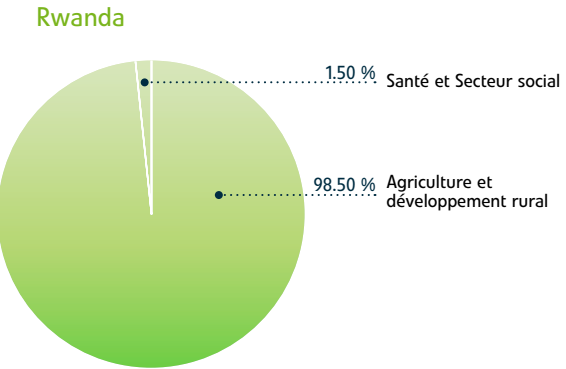
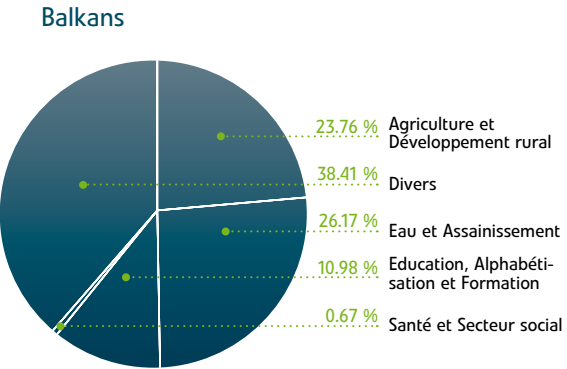
La clôture prochaine de la première phase devrait être marquée par d'importantes publications scientifiques dans le domaine du VIH/SIDA.

Pour ce qui est des Balkans, la fin de l'année est bien évidemment marquée par l'évolution du statut du Kosovo qui a finalement déclaré son indépendance le 17 février 2008. Il est tôt pour comprendre les implications de cet événement historique, mais une table ronde des bailleurs sera organisée à Bruxelles en juin 2008 et permettra sans doute de dessiner les contours des interventions qui pourront être soutenues par le Luxembourg dans le futur. La coopération luxembourgeoise est cependant déjà très active dans le nouveau pays et un mandat de formulation avait de fait été reçu pour un projet dans le secteur de la santé en août 2007. Ce projet qui visera la mise en place d'un système modèle national d'information de santé est en préparation et pourrait être complété très vite en fonction des nouvelles demandes du Gouvernement du Kosovo.

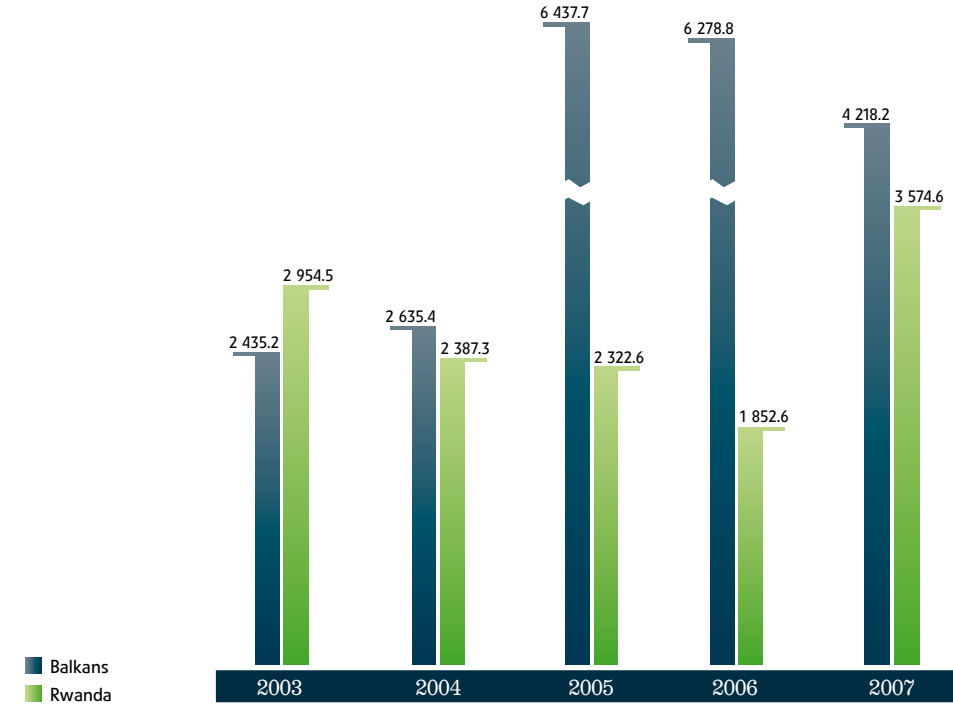
Plusieurs projets sont en cours dans la région et l'Agence a reçu deux autres mandats de formulation dans le courant de l'année : Eau et Assainissement dans le sud de la Serbie et Formation Professionnelle au Monténégro.

À l'heure actuelle, après fermeture de trois projets dans le courant de l'année 2007, le bureau conduit par ailleurs un programme de Formation Professionnelle au Kosovo,

un projet de développement des productions agricoles – notamment laitières – dans les montagnes du nord-est du Monténégro et un important projet de support institutionnel au secteur forestier du Monténégro également. En Albanie, un projet de développement dans le secteur de l'eau et de l'assainissement est réalisé avec la Banque Mondiale et la Banque Européenne de Développement, dans plusieurs grandes villes albanaises.



Distribution par secteur des déboursements 2007



Evolution des déboursements dans les Balkans et au Rwanda (en milliers d'EUR)



Dès 1990, l'Albanie, ainsi que les autres pays du « camp socialiste », ont manifesté leur volonté de s'intégrer aux structures européennes et euroatlantique en s'assurant de l'important appui financier et technique de la communauté internationale. Un Pacte de Stabilité pour les pays de l'Europe du Sud-Est (Albanie, Macédoine, Yougoslavie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Bulgarie et Roumanie), a été signé lors d'une Conférence à Cologne, le 10 juin 1999. Les pays de la région ont confirmé leur volonté de collaborer avec la communauté internationale, afin de rédiger et d'appliquer une stratégie commune pour la stabilisation et le développement de la région. Ils se sont aussi engagés à coopérer avec les principaux donateurs pour la mise en place de cette stratégie. Ce Pacte de Stabilité a été considéré comme le principal moyen d'aboutir à la démocratisation et au développement économique de la région.

L'Albanie est un pays montagneux (70 %), dont le point culminant s'élève à 2 753 m (Mont Korab). Le reste est constitué de plaines alluviales, dont les sols sont plutôt de piètre qualité pour l'agriculture, alternativement inondés ou desséchés. Les terres les plus fertiles sont situées dans le district des lacs (lac d'Ohrid, Grand Prespa et Petit Prespa) et sur certains plateaux intermédiaires entre la plaine et la montagne. La seule île notable est celle de Sazan qui fut tour à tour occupée par diverses grandes puissances européennes.

Le climat y est méditerranéen dans les régions littorales (moyenne hivernale : 7 °C), et devient plus continental dans le relief. Les précipitations sont assez élevées (1 000 à 1 500 mm annuels), le flux d'air humide rencontrant la masse d'air continentale plus froide, surtout pendant l'hiver, qui est la saison pluvieuse.

L'Albanie est classé au 68^{ième} rang sur 177, dans le Rapport mondial de Développement humain 2007. L'agriculture représente un quart du PIB et l'économie parallèle représente un poids important. Les structures économiques restent fragiles (taux de chômage de 13.8 % en 2006) et dépendantes de l'aide extérieure et des transferts de revenus de l'émigration (environ 14 % du PIB). En 2004, le déficit budgétaire représentait 5 % du PIB et la dette publique s'élevait à 56 % du PIB. Néanmoins, la productivité

s'améliore sensiblement depuis environ une décennie et connaît depuis 2003 une croissance régulière (6 %) dans un contexte d'inflation modérée (2.2 % en 2006). Le pays dispose en outre d'une situation géographique favorable à son développement et d'une ouverture sur la mer, il présente également un large éventail de ressources naturelles et d'un potentiel touristique. L'Albanie espère profiter de son rapprochement avec l'UE pour attirer les investissements étrangers et développer ses échanges commerciaux.

Programme Balkans

Durée	Code	Titre	Budget total EUR	Déboursés 2007
2002-2007	ALB/002	Eau et assainissement dans la région du Diber	4 855 000	926 708
2005-2010	ALB/003	Appui à la la réalisation de la Stratégie du Traitement des eaux usées en Albanie	2 000 000	177 415
2001-2007	YUG/003	Projet de renforcement du secteur laitier au Monténégro	6 637 525	11 638
2003-2007	YUG/004	Développement de la filière bois dans la région Nord du Monténégro	2 512 000	2 550
2003-2007	YUG/005	Appui à l'hôpital régional de Prizren	3 645 000	26 577
2003-2007	YUG/006	Investissements sociaux à Novi Pazar	5 625 000	1 234 417
2005-2009	YUG/009	Projet de renforcement du secteur laitier au Monténégro - Phase II	2 975 400	990 751
2006-2010	YUG/010	Appui à la formation professionnelle au Kosovo	3 500 000	459 368
2007-2011	YUG/012	Développement de la sylviculture au Monténégro - Phase II	3 500 000	423 335



Superficie	28 748 km²
Population	3 600 525
Taux d'accroissement de la population	0.529 %
Espérance de vie à la naissance (années)	77.6
Alphabétisation	98.7 %



◀ L'eau est arrivée à Maqellare



▶ Nouvelle fontaine d'eau potable



Eau et Assainissement

ALB/002

Eau et assainissement dans la région du Diber

Dans le contexte de développement de l’Albanie et de son intégration dans le continent européen, le projet « Eau et Assainissement dans la région de Dibra, commune de Maqellare » est particulièrement intéressant et ses succès doivent être signalés pour plusieurs raisons.

La région de Dibra, située dans la zone montagneuse en marge du Kosovo et de la Macédoine, est particulièrement pauvre et très peu développée. Sur les 200 000 habitants qui en constituent la population, environ 45 % vivent en dessous du seuil de pauvreté et, alors que l’agriculture est l’activité essentielle pour la majorité d’entre eux, 70 % des exploitations ne dépassent pas 1 000 m² de superficie.

Ces paramètres expliquent que la population se concentre fortement dans les agglomérations ces dernières années et la commune de Maqellare, qui nous intéresse, ne fait pas exception à cette règle.

Une première grande étape d’exécution de ce projet de la Coopération luxembourgeoise et du Gouvernement d’Albanie portait sur la réalisation d’infrastructures de distribution dans neufs villages de la commune et de réseaux de distribution et d’assainissement dans l’agglomération principale. Au terme du projet, ce sont plus de 1 500 familles qui sont connectées à la distribution d’eau potable de qualité, ce qui représente au moins 70 % de la population de 8 700 habitants. Le réseau a été mis en service dans le courant de l’année 2007, et tous les ménages connectés ont signé un contrat de fourniture.

Aujourd’hui, il s’agit du principal investissement dans le secteur en zone rurale, les bailleurs s’intéressant plus jusqu’ici aux grandes agglomérations, elles aussi souvent très en retard dans ce domaine. En raison des conditions géographiques et de la très faible densité de population, ce type de projet est relativement cher et le support par des bailleurs est crucial, d’autant plus que la capacité contributive de la population est faible.

En outre, il faut noter que l’intervention s’inscrit dans un contexte de décentralisation de la gestion de l’eau au

niveau national qui la rend à ce titre particulièrement intéressante et importante comme exemple et, espérons le, comme référence pour la prise en main des réseaux d’eau et assainissement par les autorités locales albanaises. Le Gouvernement et son implication dans le projet est très significative et déterminante pour le succès à terme de l’intervention.

Le second volet du projet porte donc tout naturellement sur l’appui à la mise en place avec les autorités municipales d’une unité de gestion de l’eau et de l’assainissement chargée de la gestion commerciale et opérationnelle ainsi que de la maintenance du système. Cette unité est à l’origine forte de plus de 10 employés qui ont reçu les formations adéquates et avec qui les différents systèmes de gestion nécessaires ont été développés et installés. Sur le plan commercial, un système informatique très simple et adapté à la taille de la base de données de clients a été développé pour le suivi, la facturation et la comptabilité, avec un personnel qui souvent ne disposait d’aucune formation initiale à l’informatique. Les compétences acquises sont même mises à profit pour améliorer la gestion des finances de la commune.

La phase de démarrage dans ce genre de projet est souvent délicate pour de multiples raisons ; les habitants ne sont pas enthousiastes lorsqu’il s’agit de payer l’eau du robinet et préfèrent retourner rapidement vers leurs puits traditionnels. Les coûts fixes initiaux et la faiblesse concomitante des recettes mettent en péril l’équilibre financier

de l’unité de gestion de l’eau et les responsables doivent bien comprendre les enjeux, pour prendre les bonnes décisions, et maintenir une ligne de conduite souvent difficile à justifier politiquement à court terme.

En fin d’année, un plan d’affaire a cependant été défini. Il montre que les coûts sont maîtrisés et qu’ils peuvent être couverts par la vente de l’eau même en prenant en compte les aléas de la phase de démarrage du service. Ce plan très simple constitue une excellente « feuille de route » pour les responsables locaux dans leur prise de décisions.

Le processus de décentralisation de la gestion du secteur de l’eau au niveau national est, comme souvent, très lent et mal défini dans ses objectifs et dans les moyens mis en place. Au moment de la clôture du projet, la volonté de décentraliser est claire et les efforts entrepris par les autorités sont constants. A titre d’exemple, il faut signaler et saluer les conditions favorables à l’octroi de subsides pour la gestion de l’eau qui sont offerts pour autant que la commune démontre qu’elle couvre effectivement au moins 50 % de ses coûts dans une phase initiale et qu’elle améliore cette performance dans le temps. Il s’agit certainement d’une première condition importante pour décentraliser la charge du service tout en veillant à donner les moyens de faire face aux nouvelles obligations des autorités régionales et locales dans le futur.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	926 708 EUR
Durée :	2005 - 2007

« Les habitants ne sont pas enthousiastes lorsqu'il s'agit de payer l'eau du robinet et préfèrent retourner rapidement vers leurs puits traditionnels »



Rwanda



gouvernance des décennies qui l'ont précédé. Avec près de deux tiers de sa population en dessous de la ligne de pauvreté, le pays dépend toujours beaucoup de l'aide au développement.

L'économie du Rwanda est traditionnellement fondée sur l'agriculture, qui occupait 82 % de la population active avant 1994. Elle représentait alors 41 % du PNB et 90 % des recettes d'exportation. La majeure partie des terres cultivées, qui occupaient la moitié de la superficie du pays, étaient consacrées aux cultures vivrières : haricots secs (21 %), patates douces (14 %), sorgho (9 %), bananes plantain et manioc. Le reste des terres cultivées était destiné aux cultures commerciales, en premier lieu celle du café arabica, dont la production annuelle avait considérablement chuté (31 900 t en 1989 ; 20 000 t en 1993, 22 500 t en 2005). Celle du thé venait toujours loin derrière, mais ses ventes représentaient 1.2 % du PNB contre 2.2 % pour le café.

Depuis 1994 de nombreux progrès ont été enregistrés, tant sur le plan politique qu'économique. La réconciliation nationale actuellement en marche se réalise dans un contexte socioéconomique fragile, mais dont les progrès sont néanmoins sensibles.

Les indices de croissance permettent des transformations progressives au niveau socioéconomique et ont une incidence sur la pauvreté. Le Rwanda a ainsi atteint en 2006, son meilleur classement dans le rapport du PNUD sur le développement (158^{ième} sur 177). L'économie rwandaise connaît chaque année une progression de 5 % depuis 2001. Elle repose sur l'export du café, du thé, de l'étain, des minerais de fer et le tourisme.

L'épidémie de VIH/SIDA reste toutefois un enjeu majeur de santé publique au Rwanda malgré les avancées significatives enregistrées dans la prise en charge thérapeutique des personnes vivant avec le virus.

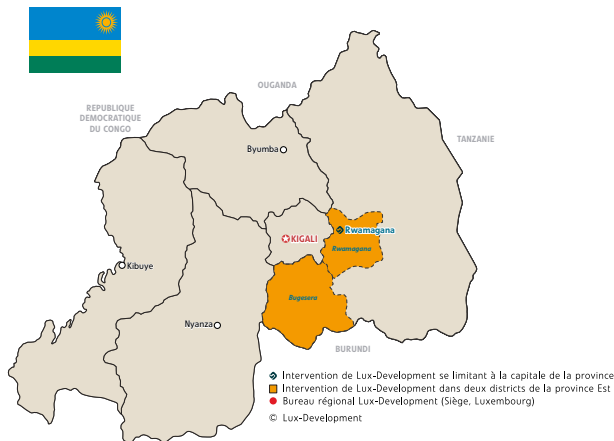
Le Rwanda est un pays montagneux, situé à environ 1 600 Km de l'Océan Indien. Il est enclavé entre l'Ouganda au Nord, la Tanzanie à l'Est, le Burundi au Sud et la République démocratique du Congo à l'Ouest.

Le climat est de type tropical d'altitude avec des températures stables tout au long de l'année. Les saisons sont déterminées par la pluviométrie (deux saisons des pluies : octobre-décembre et mars-mai), entrecoupées par deux saisons sèches. Ces deux saisons des pluies permettent la pratique de deux campagnes agricoles, cependant beaucoup de marais, situés en bas de collines sont cultivés pendant la saison sèche autorisant ainsi la réalisation d'un troisième cycle de cultures.

La diversité du relief permet une grande variété de productions agricoles : des cultures typiquement tropicales (banane, patate douce, manioc) coexistent avec celles des climats tempérés (pomme de terre, blé).

Entre 1993 et 1994, la guerre civile a fait environ 800 000 morts et jeté hors des frontières deux millions de réfugiés (principalement au Congo et en Tanzanie). On décompte également trois millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Le Rwanda recense une population d'environ 9.91 millions d'habitants caractérisée par une population jeune et rurale à 83 %. Plus de 1.2 million d'enfants sont des orphelins et trois enfants sur 10 sont orphelins de père, de mère ou des deux. La classification par tranches d'âges laisse apparaître la structure d'une population à forte fécondité et à mortalité élevée. Le taux d'alphabétisation au Rwanda est de 70 %. Le Rwanda a été profondément marqué par le génocide de 1994 et par le déficit en termes de



Superficie	26 338 km²
Population	9 907 510
Taux d'accroissement de la population	2.766 %
Espérance de vie à la naissance (années)	48.99
Alphabétisation	70.4 %



◀ **Bâtiment Urgences et Archives de l'Hôpital de Rwamagana**



Formation Gestion et Comptabilité aux associations du Réseau Rwandais de Personnes vivant avec le VIH/SIDA ▶



Santé et Secteur social

INT/108

Initiative ESTHER - Phase II

L'épidémie du VIH/SIDA reste un enjeu majeur de santé publique au Rwanda et, malgré les avancées significatives enregistrées dans la prise en charge thérapeutique des personnes vivant avec le virus, de nombreuses dimensions dans la lutte contre le VIH/SIDA restent à soutenir et à consolider pour réduire la morbidité et la mortalité liées au virus ainsi que pour améliorer la qualité de vie des personnes qui sont affectées.

Après un premier projet d'appui à la mise en place du Treatment and Research AIDS Centre (TRAC), un important projet lié au secteur de la lutte contre le VIH/SIDA a été lancé en octobre 2002 dans le cadre du mouvement international pour l'accès aux traitements antirétroviraux (ARV) et du Programme ESTHER qui vise la prise en charge de patients atteints du VIH/SIDA par le biais d'un jumelage hospitalier nord-sud. Le Ministère des Affaires étrangères a proposé une participation du Luxembourg à ce programme et son appel a été entendu par le Centre Hospitalier de Luxembourg et le Centre Hospitalier du Nord qui ont proposé un jumelage avec le Centre Hospitalier Universitaire de Kigali (CHUK) et l'hôpital de Rwamagana. Un premier groupe de 600 patients indigents au Rwanda ont été mis sous ARV dans le cadre du projet début 2003.

En raison de l'évolution du contexte au Rwanda qui bénéficie de nombreux appuis dans la lutte contre le VIH/SIDA, ce qui a amené le nombre de patients traités à plus de 35 000 fin 2006, une seconde phase d'intervention a été initiée au milieu de l'année 2007. Celle-ci vise la consolidation et la pérennisation des résultats et des modalités techniques avant une reprise finale par les instances rwandaises.

Dans la mesure où le programme sort en grande partie de sa phase clinique pour inclure des dimensions plus organisationnelles (santé publique, décentralisation, approche globale en dehors des hôpitaux), la seconde phase du programme intègre l'arrêt du jumelage dans sa conception initiale pour un recentrage sur une approche plus classique d'assistance technique afin de faciliter le désengagement de l'appui extérieur. Le programme recentre également

ses activités sur les espaces de plus-value comme la prise en charge pédiatrique, la dimension globale de la prise en charge avec un souci de suivi psychosocial complémentaire au traitement proprement dit. De plus, il se concentre sur la finalisation des recherches importantes et se tourne vers les instances rwandaises mandatées et habilitées pour assurer la pérennité des actions en appuyant le processus de décentralisation sur le district de Rwamagana d'une part et en renforçant le TRAC d'autre part.

Une des originalités du projet est que sa mise en œuvre est assurée avec différents partenaires nationaux qui sont des entités directement dépendantes du Ministère de la Santé du Rwanda ou disposent d'accords spéciaux avec lui.

Afin d'assurer une meilleure appropriation, différentes conventions de collaboration ont été négociées et signées entre les institutions et le projet et permettent d'assurer la prise en charge d'activités directement par les partenaires rwandais. Cette approche spécifique avait été testée dans le cadre de la première phase et a été largement renforcée dans la phase de désengagement.

Le projet luxembourgeois a aussi pris une position importante dans le secteur au Rwanda et participe à plusieurs entités de coordination des actions et fonds communs mis en place avec d'autres partenaires rwandais et internationaux, tant à un niveau bilatéral que multilatéral.

Le projet se distingue par ses actions sur plusieurs plans.

Tout d'abord, en 2002 et 2003, le projet a été innovateur en mettant sous trithérapie les premiers patients indigents (adultes, mais également enfants) et ceci avec des médicaments génériques. D'autre part, le projet se caractérise

par une approche de la prise en charge qui complète le traitement thérapeutique par un large programme de support psychosocial. Cette approche a été dirigée au cours de l'évolution du projet vers les enfants en particulier et vers les mères, ce qui s'inscrit très bien dans la politique rwandaise de lutte contre la pauvreté. Dans ce contexte, des outils d'annonce du diagnostic de séropositivité aux enfants et adolescents ont été développés et adaptés au contexte national et des groupes de soutien pédiatriques ont été mis en place à la clinique du TRAC et à l'hôpital de Rwamagana.

Du point de vue des contributions en recherche aussi, plusieurs études sont menées surtout sur les résistances du VIH et la transmission mère-enfant avec notamment l'importante étude AMATA (Allaitement Maternel sous Trithérapie Antirétrovirale ou lait artificiel, « Amata » signifiant « Lait » en kinyarwanda).

Les résultats des études ont été présentés à plusieurs congrès nationaux et internationaux et conduisent le projet à publier dans des revues spécialisées. Une présentation orale sur les résultats de AMATA a été faite à la quatrième conférence de l'IAS (International AIDS Society) en 2007 à Sydney.

Dans le sens d'une consolidation, l'apport du programme sera maintenant essentiellement méthodologique, ceci afin de renforcer un espace de recherche opérationnelle de qualité dans la sous-région.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	819 223 EUR
Durée :	2007 - 2009

« Les résultats des études ont été présentés à plusieurs congrès nationaux et internationaux et conduisent le projet à publier dans des revues spécialisées »



Autres pays



La Mongolie, le Maroc et la Tunisie sont classés par la Coopération luxembourgeoise dans la catégorie des « Pays à projets sans représentation régionale ».

Mongolie

La coopération avec la Mongolie s’est développée autour d’un projet de santé visant à améliorer la prise en charge des maladies cardiovasculaires (première cause de décès en Mongolie), tout en prenant en compte les contraintes géo-démographiques et climatiques du pays. Dans la première phase du projet (MON/002), l’approche choisie consiste à mettre en place un réseau de télé-médecine avec transmission d’images échographiques et de données cliniques, ainsi qu’un réseau de formation continue reposant sur un site Internet spécialisé. Cette stratégie va permettre de mettre à disposition des cardiologues provinciaux le savoir-faire des spécialistes des hôpitaux et d’élever le niveau de prise en charge des malades.

Suite aux résultats encourageants enregistrés dans la première phase, lesquels ont contribué à améliorer l’identification des premiers symptômes et à réduire les pratiques curatives coûteuses, le projet MON/003 va poursuivre la démarche engagée en continuant à améliorer les capacités des structures sanitaires, notamment sur le plan de la gestion et de la prévention.

Maroc

Au terme d’une décennie de coopération avec le Royaume du Maroc, le Grand-Duché de Luxembourg poursuit dans le cadre d’un dernier projet de coopération sa contribution aux programmes nationaux visant à améliorer les conditions de vie des populations rurales. Cette contribution est essentiellement destinée au Programme d’Alimentation groupée en Eau potable des Populations rurales à travers la réalisation de nouveaux systèmes d’adduction d’eau potable. Les projets MOR/002, MOR/003 et MOR/004 ont permis la fourniture d’eau potable à environ 120 000 habitants de près de 180 localités dans les provinces d’Errachidia, de Ouarzazate et de Zagora dans le sud du Maroc. Dans le projet MOR/004, deux voies de communication ont été aménagées ainsi que l’installation de systèmes d’assainissement individuels ou destinés à des institutions collectives. Le projet MOR/005 a pour objectif de poursuivre la réalisation des Systèmes d’Alimentation en Eau potable, mais également de garantir, de façon durable, le bon fonc-

tionnement et l’entretien des Systèmes d’Alimentation en Eau Potable réalisés dans le cadre des trois projets précédents et d’améliorer les conditions d’assainissement des localités bénéficiaires. Toutes les capacités locales (bénéficiaires, organisations et administrations) sont mobilisées pour participer, d’une manière active, à la réalisation du projet. Une attention particulière est portée à la sensibilisation et à la formation des Associations d’Usagers afin qu’elles soient à même de prendre en charge la gestion durable de leurs propres installations.


Tunisie


Fruits d’une Coopération de plus de 20 ans, les activités de Lux-Development en Tunisie n’ont cessé de se développer principalement dans les secteurs de l’agriculture et du développement rural ainsi que dans celui de l’éducation, de l’alphabétisation et de la formation.


Le Luxembourg a été le premier pays à cofinancer, au titre de la coopération bilatérale, des projets inscrits dans le programme du Fonds de Solidarité Nationale de développement des zones d’ombre. Il a ainsi apporté son appui à la réalisation de trois projets successifs dans trois gouvernorats : Béja (TUN/014), Bizerte (TUN/020) et Kairouan (TUN/023), ce dernier étant en phase de clôture. Dans un effort d’approche participative, il devrait contribuer à l’amélioration des conditions de vie par la réhabilitation de l’habitat, à la mise en place de réseaux d’électrification et

d’eau potable, à l’aménagement de pistes rurales et à l’installation de cabines téléphoniques publiques. Il devrait par ailleurs favoriser l’amélioration des revenus par le développement des moyens d’irrigation, par la protection de l’environnement et le financement de micro-projets créateurs et il agira enfin en faveur du développement social par la création de structures de santé, l’amélioration des infrastructures scolaires, la construction ou l’aménagement de centres communautaires et par une assistance technique à la population.

Dans le secteur de la formation, faisant suite au projet TUN/021 (conduit entre 2000 et 2004), où le Grand-Duché de Luxembourg a contribué au renforcement de six écoles des métiers, le projet TUN/024 poursuivra cet appui en concentrant l’essentiel de son intervention sur un seul établissement à vocation pilote, l’Ecole des Métiers de Radès. L’objectif est de faire de cet établissement une école modèle entièrement rénovée (infrastructure, équipements, curricula), dotée d’un personnel compétent, et d’une vie scolaire et parascolaire dynamique. Il s’agira également de clarifier le cadre institutionnel des écoles de métiers, ainsi que leur positionnement dans les systèmes éducatif et professionnel ; et de doter les écoles de métiers d’un Centre de ressources, à même de capitaliser le savoir-faire et les expériences utiles aux écoles des métiers afin de les disséminer.

	Mongolie
Superficie	1 564 116 km²
Population	2 996 000
Taux d’accroissement de la population	1.493 %
Espérance de vie à la naissance (années)	67.32
Alphabétisation	97.8 %

	Maroc
Superficie	446 550 km²
Population	33 757 175
Taux d’accroissement de la population	1.528 %
Espérance de vie à la naissance (années)	71.22
Alphabétisation	52.3 %

	Tunisie
Superficie	163 610 km²
Population	10 383 500
Taux d’accroissement de la population	0.989 %
Espérance de vie à la naissance (années)	75.56
Alphabétisation	74.3 %



◀ Réservoir semi enterré



▶ Réservoir surélevé



Eau et Assainissement

MOR/005

Eau potable et assainissement dans les Provinces du Sud

En 1995 le Maroc a lancé le Programme d’Alimentation Groupée en Eau potable des populations Rurales (PAGER) visant à desservir l’ensemble de la population rurale en eau potable dans des conditions acceptables.

L’eau comme source de vie, facteur économique, social et environnemental a toujours été une des priorités majeures de la politique nationale marocaine. La mise à disposition et l’accès à tous les citoyens est une préoccupation centrale dans les plans de développement.

Durant les dernières décennies, l’alternance d’épisodes de fortes pluies et de séquences de sécheresse sévères s’est révélée être un facteur marquant du régime climatique et hydraulique au Maroc. Outre l’impact négatif sur l’agriculture vivrière, la sécheresse constitue une sérieuse menace à la sédentarité des populations rurales.

La majorité des populations s’approvisionnait à partir de points d’eau traditionnels ou parcourait de longues distances à la quête de l’eau. Une eau ne répondant pas aux normes sanitaires et standards internationaux. En plus la corvée d’eau revenait essentiellement aux femmes et aux enfants et se faisait au détriment du bien-être des familles et de la scolarisation des enfants.

Le plan directeur national d’alimentation en eau potable des populations rurales, approuvé en 1994, constitue le fondement du PAGER. L’objectif ultime du PAGER consiste à généraliser l’accès à une eau salubre et contrôlée au niveau de 31 000 localités rurales regroupant environ 13 millions d’habitants.

À travers l’approche participative, donnant un rôle important à la population et la mobilisation et l’adhésion de celle-ci, le PAGER a pu atteindre ses objectifs ambitieux. Les populations sont tenues de s’organiser en associations d’usagers d’eau qui, tout au long de la réalisation du projet, bénéficient d’une assistance technique et d’un encadrement adéquat. La contribution financière des communes rurales est de 15 % et celle des associations se limite à

5 %. Les 80 % restants sont mobilisés par l’État à travers la Coopération internationale. Le haut niveau d’appropriation des projets, et ainsi leur pérennité, sont garantis par le fait qu’on se concentre essentiellement sur l’implication directe des usagers dans tout le processus de mise en œuvre et de réalisation des projets.

Pendant la période de 1995 à 2007, plus de 8.5 millions d’habitants ont bénéficié du PAGER, portant ainsi le taux d’accès à l’eau potable rurale de 14 % à 90 %. De ce fait, actuellement 10.4 millions d’habitants ont un accès de proximité à l’eau potable. Ces efforts ont été reconnus par l’Organisation des Nations Unies, laquelle a décerné le prix de « L’amélioration des services rendus aux citoyens » au Secrétariat d’État chargé de l’Eau en 2004.

À travers la Coopération au développement, le Grand-Duché du Luxembourg soutient trois provinces au sud du Maroc, il s’agit des provinces d’Errachidia, d’Ouarzazate et de Zagora. Le programme de Coopération au développement pour appuyer la mise en place d’une centaine de systèmes d’alimentation en eau potable (SAEP) a commencé en 1997 et s’achèvera fin 2008.

Le programme est constitué de quatre projets successifs dont trois sont désormais achevés. Le dernier, actuellement en cours de réalisation, prévoit la mise en œuvre de 107 systèmes SAEP, au profit de 205 localités regroupant une population rurale de près de 150 000 habitants.

Qui dit systèmes d’alimentation en eau, dit assainissement. Ainsi à la fin du programme et dans le cadre du présent projet 1 050 latrines seront réalisées chez des particuliers et 136 latrines dans des écoles, centres communautaires et mosquées.

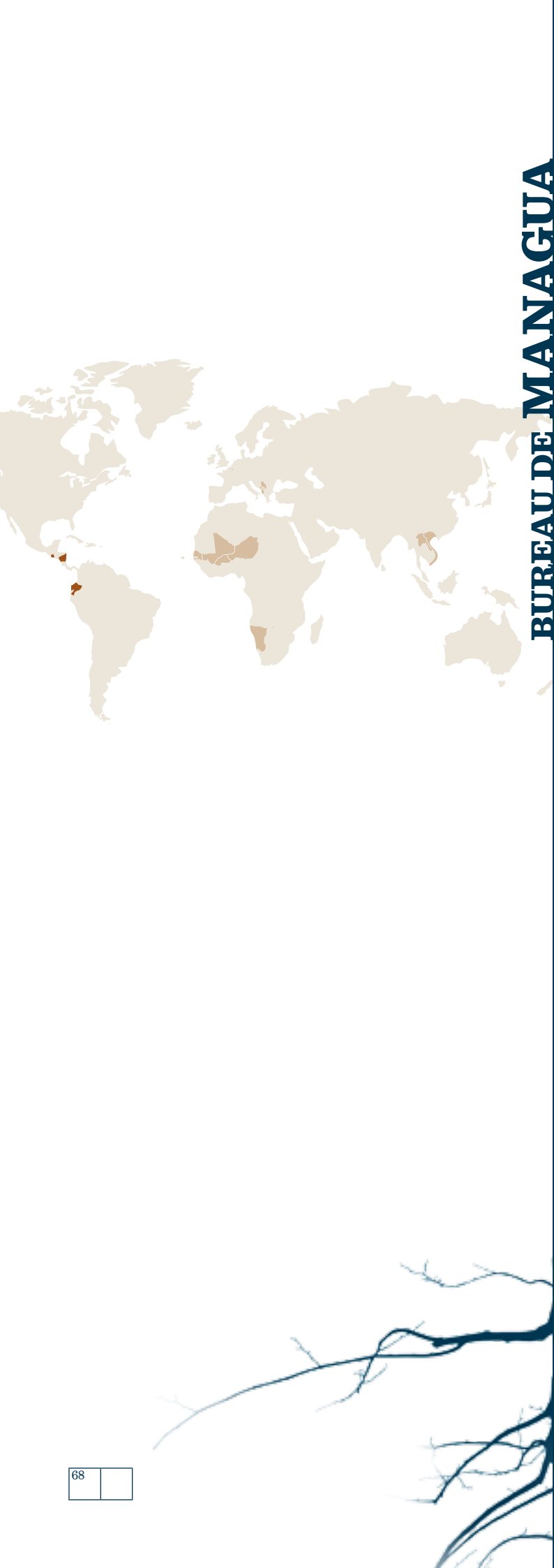
À la fin de 2008, l’amélioration du taux d’accès à l’eau passera à 19 % à Errachidia, à 22 % à Zagora et à 7 % à Ouarzazate. Le taux de desserte franchira 90 % à Errachidia, qui figurera ainsi parmi les provinces convenablement desservies en eau. De plus, avec l’adoption de branchements individuels dans certaines localités, les ménages jouissent d’un niveau de service comparable à celui du milieu urbain.

À côté de l’amélioration de la qualité de vie, ce programme de Coopération a favorisé la création d’une dizaine d’entreprises de génie civil et de fournitures d’équipement de pompes, dont la majorité accède actuellement au marché national.

Les actions de Coopération ont permis l’implantation d’une culture de partage et d’appropriation du bien public à travers la création, jusqu’à présent de 78 associations d’usagers d’eau. Ces efforts et le travail laborieux de sensibilisation et de formation ont suscité plus d’enthousiasme et nourrit l’espoir d’un meilleur avenir, au sein des populations.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	616 628 EUR
Durée :	2005-2008

« Le programme est constitué de quatre projets successifs dont trois sont désormais achevés et le dernier, actuellement en cours de réalisation, prévoit la mise en œuvre de 107 systèmes d’alimentation en eau potable, au profit de 205 localités regroupant une population rurale de près de 150 000 habitants »



BUREAU DE MANAGUA





Marc Riehl

« Au Salvador, le PIC 2007-2010 a défini une nouvelle approche pour la mise en œuvre de la coopération bilatérale : les projets individuels disparaissent au profit d'un programme intégré de lutte contre la pauvreté »

Le bureau régional de Managua

La Coopération bilatérale luxembourgeoise intervient dans trois pays d'Amérique latine, le Nicaragua, le Salvador et l'Equateur.

Au Nicaragua, le Programme Indicatif de Coopération PIC), qui couvre la période 2007-2010, vise à appuyer les efforts du gouvernement nicaraguayen en matière de réduction de la pauvreté et de développement durable. Les objectifs du PIC s'insèrent dans le cadre des priorités définies au Plan National de Développement et dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

La Coopération luxembourgeoise y intervient dans trois secteurs prioritaires : l'éducation et la formation des ressources humaines, la santé et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. D'une manière générale, dans ces secteurs certes traditionnels, la Coopération luxembourgeoise a développé une politique de niches qui lui confère une forte reconnaissance et une identité propre.

Ainsi, dans le secteur de l'éducation, l'accent est mis sur des formations professionnelles qualifiantes qui débouchent sur des emplois, notamment dans le secteur du tourisme : l'Ecole nationale d'Hôtellerie soutenue par le Luxembourg forme des cuisiniers, serveurs, réceptionnistes, personnels d'étage et guides touristiques. Des synergies ont été développées avec le projet de la « Route du café » dont

l'objet est le développement économique local à travers le tourisme. Il s'agit là d'un projet très innovateur, tant par son concept que par sa mise en œuvre car il fédère et dynamise tous les acteurs : municipalités, départements, secteur privé et organismes de Coopération.

Dans le secteur de la santé, le projet d'appui à la mise en œuvre de la politique nationale de santé dans les départements de Masaya, Carazo et Rivas comprend plusieurs innovations : appui à la valorisation et reconnaissance de la médecine traditionnelle, approche multisectorielle pour la prévention du SIDA ainsi que l'organisation de tournées régulières d'un atelier itinérant pour la maintenance préventive et curative des unités de santé. Ces trois composantes constituent des initiatives pilotes que seul un projet peut prendre le risque de développer et qui ont vocation à être étendues à d'autres départements en cas de succès.

Un second projet dans la santé vise à améliorer la sécurité transfusionnelle. Il s'agit, tout en privilégiant la donation volontaire et gratuite, de doter la Croix-Rouge nicaraguayenne des infrastructures et capacités pour prendre en charge l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : collecte du sang, tests sérologiques, traitement et fragmentation, stockage et distribution des produits sanguins aux hôpitaux.

Dans le secteur de l'eau potable, l'approche est passée d'un appui concentré sur la construction de réseaux d'eau potable à un appui privilégiant le renforcement des capacités de gestion de l'opérateur national. Cette appro-

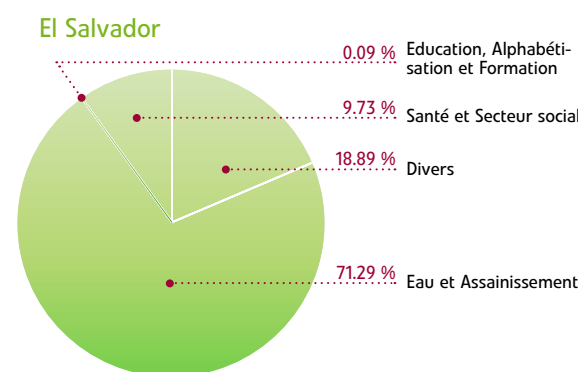
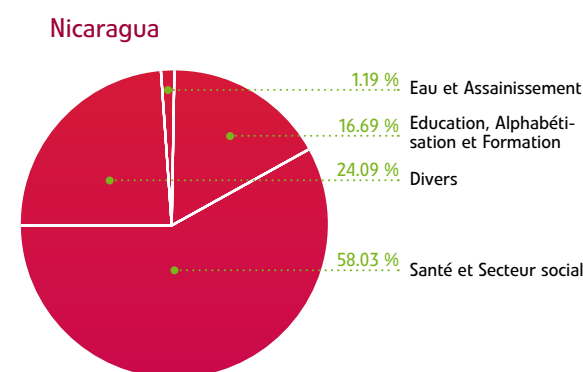
che doit permettre d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers, de réduire les coûts d'opération et d'accroître la durabilité de l'impact du projet.

2007 constitue la première année de présidence de Daniel Ortega au Nicaragua. Le changement de gouvernement s'est traduit par une forte centralisation ce qui entraîne une certaine lenteur dans la prise de décisions. Les relations de travail avec la contrepartie nationale ont été affectées par le changement de gouvernement, à trois niveaux : changements de personnes, changements de priorités, changements de méthodes. Ces bouleversements ont affecté les relations de travail des projets avec la contrepartie nationale dans le sens où ils ont nécessité une période d'adaptation et de prise de connaissance mutuelle de trois à quatre mois. Ceci a entraîné des retards dans la prise de décisions et la nécessité pour les projets de faire un travail de présentation, information et communication envers les nouvelles autorités, pour expliquer le contenu et les modes de fonctionnement des projets financés par la Coopération luxembourgeoise.

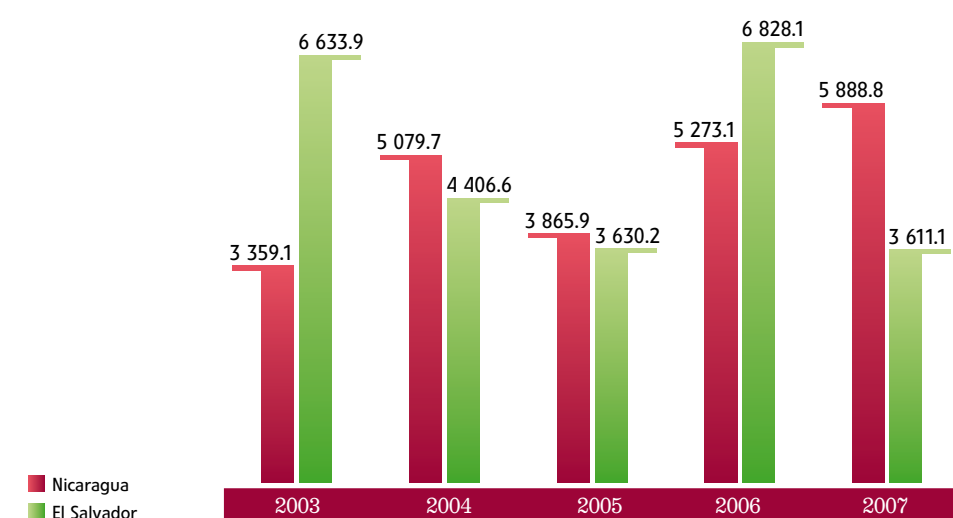
Au Salvador, le PIC 2007-2010 a défini une nouvelle approche pour la mise en œuvre de la Coopération bilatérale : les projets individuels disparaissent au profit d'un programme

intégré de lutte contre la pauvreté. La Coopération luxembourgeoise vient de ce fait appuyer le programme « Red Solidaria » et elle agit de façon coordonnée dans 13 communes de l'est du Salvador qui est sa zone d'activité historique. Ce nouveau programme intervient dans les secteurs de l'eau potable, de l'éducation, de la santé, de l'électrification rurale, de la production agricole et du renforcement institutionnel municipal. Le défi est de donner une cohérence territoriale à l'ensemble de ces activités et de respecter le cadre de coordination du programme au niveau national. A cet égard, le programme luxembourgeois travaille en étroite collaboration avec les autres bailleurs de fonds qui appuient ce même « Réseau Solidaire ».

En Equateur, qui n'est pas un pays prioritaire de la Coopération luxembourgeoise, Lux-Development a démarré en 2007 la mise en œuvre de deux projets : un projet de construction d'écoles dans les départements d'Esmeraldas et Manabí et un projet de construction d'un hôpital à Macas. Ce dernier est exécuté en étroite collaboration avec le Ministère de la Santé Equatorien et la Coopération technique belge. Il s'agit des deux derniers projets mis en œuvre en Equateur avant le retrait définitif de la Coopération bilatérale luxembourgeoise.



Distribution par secteur des déboursements 2007



Evolution des déboursements au Nicaragua et au Salvador (en milliers d'EUR)



Nicaragua



Le Nicaragua est divisé en trois grandes régions géographiques.

La région du Pacifique, située dans une dépression ou fossé tectonique, occupe le sud-ouest du pays. Elle comprend le lac du Nicaragua (Cocibolca) et le lac de Managua (Xolotlán). Elle est traversée du nord au sud par une chaîne volcanique qui s'étend entre le volcan Cosigüina, dans le Golfe de Fonseca, et le volcan Maderas, sur l'Île d'Ometepe. Son littoral abrite de nombreuses plages. Cette région constitue le couloir touristique le plus important du pays. Elle est la plus fertile et la plus peuplée. Sa géomorphologie est caractérisée par des collines peu élevées et des monts qui longent la côte du Pacifique.

La région centrale possède les sols géologiques les plus anciens du Nicaragua. Elle est formée du massif Segoviano qui abrite les plus hauts sommets du pays, dont le principal est le Mogotón (2 107 m) qui se dresse dans la zone frontalière avec le Honduras. Vers l'est, le « bouclier central montagneux » complète le relief accidenté de cette région.

La région atlantique ou caraïbe se compose d'une vaste plaine qui s'abaisse, en pente douce, depuis la Meseta Central (plateau central) jusqu'à la côte. Baignée à l'est par la Mer des Caraïbes, cette région est limitée au nord par le cours inférieur du Coco. La plaine de la région atlantique est sujette aux inondations. Son littoral est marécageux, ponctué de rias et de nombreuses lagunes côtières.

On détermine 3 zones climatiques au Nicaragua. La zone côtière Pacifique, qui jouit d'un climat tropical sec avec une température élevée. La zone subtropicale du centre du pays ou dans l'intérieur des terres, bénéficie d'une altitude plus élevée et donc de températures plus fraîches. La zone

de l'Atlantique jouit d'un climat tropical humide à fortes précipitations et avec des températures élevées.

Selon les experts, la tendance démographique au Nicaragua est aujourd'hui à la baisse. L'indice de croissance de la population est passé de 3.5 % en 1995 à 1.7 % en 2005. La composition de la population est pluriethnique. Les principaux groupes ethniques sont les Miskitos, les Mayangnas, les Sumus, les Ramas et les Sutiabas. La population se concentre principalement dans la capitale de Managua, qui compte 1.2 million d'habitants.

Le chômage est généralisé, la distribution du revenu est une des plus inégale au monde, l'endettement du pays est abyssal et le Nicaragua, tributaire de l'aide internationale, souffre de pénuries d'énergies qui freinent la croissance.

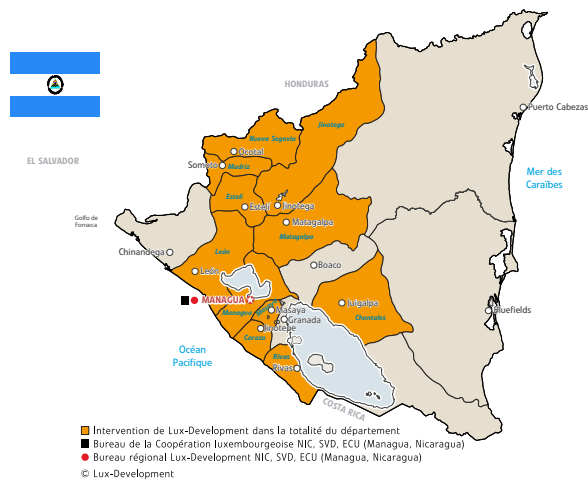
Rares sont les pays qui ont connu des transformations aussi profondes et convulsionnées que le Nicaragua au cours des 25 dernières années. C'est en partie pour cela que la situation sociale et les conditions de la production sont actuellement précaires. Cette longue période de changements - la chute violente du régime politique en 1979, les 10 années de révolution et de guerre civile qui ont suivi et une transition instable depuis 1990 - a entraîné des coûts économiques, sociaux et politiques considérables.

Bien que le programme de stabilisation et d'ajustement mis en œuvre ait agi en profondeur et soit parvenu à contrôler

l'inflation, il n'a pas été suffisant pour lier la stabilisation et la production, la production et la reconstruction du pays. Concernant la pauvreté, la relance de la production et l'emploi, les résultats économiques et sociaux restent limités.

Le nouveau rôle dévolu à l'État, le réduisant à conduire les réformes et à gérer des programmes sociaux avec l'appui des partenaires à la Coopération, ne lui a pas permis de renforcer les institutions et la cohésion territoriale du pays. Souvent absent dans les zones rurales situées aux frontières et dans les régions à forte composante ethnique, il n'y apparaît que pour accompagner des projets de Coopération.

Le principal défi à relever par le Nicaragua est d'en finir avec l'inégalité et la pauvreté, qui touchent le plus durement les enfants et les femmes. La pauvreté affecte encore 46.3 % de la population, selon une enquête menée en 2005. La répartition des revenus montre que 45 % de l'ensemble de ces derniers vont aux 10 % d'habitants les plus riches, alors que 14 % seulement vont aux plus pauvres. Avec un produit national brut par habitant de 453 USD, le Nicaragua est le troisième pays le plus pauvre des Amériques après Haïti et la Bolivie. La pauvreté touche 2.3 millions de personnes, dont 831 000 vivent dans la pauvreté absolue, essentiellement dans les régions du Centre et de l'Atlantique.



Superficie	129 494 km²
Population	5 675 360
Taux d'accroissement de la population	1.855 %
Espérance de vie à la naissance (années)	70.92
Alphabétisation	67.5 %

Durée	Code	Titre	Budget total EUR	Déboursés 2007
2003-2008	NIC/013	Ecole professionnelle d'hôtellerie de Managua	4 233 000	349 483
2002-2007	NIC/014	Appui intégré aux SILAIS de Masaya, Carazo et Rivas	6 050 000	91 829
2005-2009	NIC/016	Appui à la santé et à la transfusion sanguine au Nicaragua	5 900 000	1 483 366
2006-2009	NIC/018	Appui à la formation en hôtellerie et tourisme au Nicaragua - Phase II	2 580 000	633 620
2006-2010	NIC/020	Appui intégré aux SILAIS de Masaya, Carazo et Rivas, 2007 - 2010	8 310 000	1 841 839
2007-2011	NIC/021	Programme d'eau potable et d'assainissement en Nueva Segovia, Madriz et Estelí	8 000 000	69 143
2006-2011	NIC/022	Route du café	4 350 000	1 418 678



◀ Etudiante au restaurant de l'Ecole Nationale d'Hôtellerie (ENAH)



▶ Etudiante de cuisine de l'ENAH



Education, Alphabétisation et Formation

NIC/018

Appui à la formation en hôtellerie et tourisme au Nicaragua - Phase II

Le Nicaragua possède un fort potentiel de ressources naturelles et humaines. Le secteur du tourisme y a connu une croissance soutenue et il est devenu une importante source de devises et de création d'emplois. Le développement de l'économie nationale passe par le renforcement du secteur touristique et hôtelier et les ressources humaines constituent le moteur de ce développement. De plus, en raison de la forte demande sociale, l'éducation et la formation professionnelle sont les moyens les plus effectifs pour réduire la pauvreté, l'exclusion et l'analphabétisme.

En réponse à la demande croissante en formation et professionnalisation dans le secteur des services touristiques et hôteliers, le Luxembourg a construit et équipé la première école nationale de formation professionnelle dans ce secteur : l'Ecole nationale d'Hôtellerie (ENAH). Après la réalisation des infrastructures, le projet s'efforce à présent de créer les conditions propices au bon fonctionnement et à la pérennisation de l'école hôtelière. Il y travaille avec l'institution nationale chargée de la formation professionnelle INATEC, avec le Ministère de l'Education, avec l'Institut national du Tourisme et surtout avec les chambres professionnelles pour proposer des formations et des cours de perfectionnement qui répondent aux besoins du secteur.

La difficulté de la tâche tient au fait qu'il n'y a aucun antécédent de ce type au Nicaragua. La plupart des professionnels du secteur touristique et hôtelier ont été formés sur le tas et n'ont jamais fréquenté une école spécialisée. De même, l'INATEC n'a pas d'expérience de ce qu'implique la création ex nihilo d'une école hôtelière. Les futurs enseignants eux-mêmes n'avaient jamais donné de cours. Le personnel administratif et d'encadrement n'avait jamais travaillé dans un établissement de formation professionnelle et ne disposait pas de l'expérience en gestion d'une organisation aussi complexe que ce que prévoit l'ENAH (caractère public, offre de service diversifiée : formation initiale, perfectionnement, certification, restauration, services extérieurs, durabilité technique et financière).

Le démarrage effectif des activités de l'ENAH a eu lieu en 2007 : les premiers cours pour femmes de chambre et réceptionnistes ont débuté en février. Les trois autres formations pour cuisiniers, serveurs et guides touristiques ont été lancées au mois de juillet. Le restaurant d'application a ouvert ses portes au mois de septembre. Au quatrième trimestre, le projet a commencé à organiser des cours dans deux centres départementaux d'INATEC, à Matagalpa et Bilwi.

Au terme de la première année, un grand nombre d'avancées ont été enregistrées. Les formations aux cinq métiers de base ont été mises en place, le catalogue de l'offre de formation de l'école est sur le point d'être achevé, la capacité administrative et financière de l'ENAH a été renforcée, des indicateurs de suivi et une méthode de planification ont été mis en place et le processus de certification ISO 9001 a été lancé.

De plus de toutes ces activités structurantes, le projet a aussi appuyé les actions de visibilité de l'école. Il a participé au lancement du réseau régional des écoles hôtelières d'Amérique centrale et à l'organisation de la première exposition sur la formation hôtelière au Nicaragua. Vis-à-vis du grand public, le projet a financé la première campa-

gne de sensibilisation portant sur les mesures d'hygiène à adopter pour la manipulation et la conservation des produits alimentaires.

L'ensemble de ces activités représente un formidable coup d'accélérateur pour la formation professionnelle au Nicaragua même si de nombreuses actions restent encore à développer pour renforcer et structurer encore davantage ces premiers acquis. Il faut cependant souligner les grandes attentes que la création de l'Ecole nationale d'Hôtellerie a suscitées et les perspectives de développement futur qu'elle génère. Les représentants de la profession demandent instamment que les formations soient accessibles sur l'ensemble du territoire nicaraguayen, l'INATEC s'inspire de ce modèle pour remettre à plat l'ensemble de la formation professionnelle tous secteurs confondus, et le réseau centraméricain se structure autour de l'expérience innovatrice en cours au Nicaragua. Autant d'arguments qui conduisent à penser que cette contribution de la Coopération luxembourgeoise produit dès à présent un impact important et que celui-ci est appelé à se démultiplier dans les prochaines années.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	633 620 EUR
Durée :	2006 - 2009

« Les futurs enseignants eux-mêmes n'avaient jamais donné de cours. Le personnel administratif et d'encadrement n'avait jamais travaillé dans un établissement de formation professionnelle »



◀ Récolte de haricots rouges



▶ Séchage de haricots rouges



Divers

NIC/022

Route du café

Dans les années 1960, préoccupées par l'accès aux loisirs, le développement touristique a été marqué par la création des stations balnéaires et de montagne. Les années 70 ont milité pour le développement local, les années 80 se sont préoccupées des impacts sur l'environnement et les années 90 du développement durable. Comme dans d'autres domaines, en termes de Coopération internationale, le défi est aujourd'hui de favoriser la mise en place d'un modèle de tourisme à la fois équitable et solidaire qui permette de lutter contre la pauvreté et de générer des emplois dignes.

L'enjeu d'un nouveau tourisme qui considère non seulement ses impacts sectoriels (environnementaux, culturels et économiques) mais aussi son positionnement général comme stratégie de développement s'explique par le caractère transversal de ce secteur d'activités qui concerne à la fois les infrastructures, les équipements, les services mais aussi la société dans son ensemble et dans le cas du tourisme international, la relation entre pays du Nord et pays du Sud.

L'approche de la Coopération internationale a donc changé : après la réalisation d'études spécifiques pour l'aménagement de zones touristiques prioritaires, en particulier sur le littoral, le tourisme est maintenant conçu comme un véritable outil de développement intégré et durable. C'est le cas en particulier quand il s'agit de développement local et de dynamisation du secteur des petites et moyennes entreprises (PME).

En Asie (Vietnam), en Afrique (Cap-Vert) et en Amérique Latine (Nicaragua), le Luxembourg participe déjà activement à ce repositionnement d'une partie de la Coopération internationale avec la création d'écoles hôtelières destinées à former des professionnels spécialisés dans les métiers du tourisme. L'évolution de la Coopération, accélérée par la volonté des pays du Sud de maîtriser leur développement socio-économique et de former leurs cadres, s'accompagne logiquement de la montée en puissance de modèles alternatifs.

Le Nicaragua ne constitue pas une exception et dès la fin des années 1990, l'Institut Nicaraguayen du Tourisme a travaillé conjointement avec différents bailleurs, dont le Luxembourg, à la mise en place d'un programme à caractère à la fois thématique et territorial « Routes Touristiques du Nicaragua » qui vise la péréquation des revenus générés par le tourisme à partir d'un rééquilibrage entre les zones littorales et l'arrière-pays. Cela, grâce au développement de nouveaux produits (eco-tourisme, tourisme rural, agri-tourisme, tourisme sportif) et à la promotion et combinaison des segments « nature », « culture » et « aventure ».

C'est dans ce cadre que le Nicaragua a souhaité renforcer sa Coopération bilatérale avec le Luxembourg. La demande concernait un accompagnement à la fois technique et financier du programme des « Routes touristiques » et spécifiquement de la « Route du Café » qui associe cinq Départements de la région Nord du pays (Estelí, Jinotega, Madriz, Matagalpa et Nueva Segovia). Il s'agit pour le Luxembourg d'une Coopération sectorielle fondée sur une stratégie nationale, mais mise en place à partir d'un projet concret de développement local dont les bénéficiaires sont bien identifiés : institutions, collectivités territoriales, associations professionnelles de PME et société civile organisée.

C'est d'ailleurs en coordination avec ces partenaires que le projet « Route du Café » a été formulé à la fin de l'année 2006. Dans tous les programmes dont l'exécution est confiée à Lux-Development, cette étape de formulation participative constitue un aspect déterminant afin de garantir le caractère durable des initiatives. Associer les bénéficiaires à la formulation, c'est permettre une appropriation immédiate du projet et créer les conditions nécessaires à la réalisation des résultats attendus.

L'apport technique et financier de la Coopération luxem-

bourgeoise est renforcé par des partenariats établis avec les contreparties nicaraguayennes et par la coordination avec les bailleurs de fonds bilatéraux (Allemagne, France, Pays-Bas et Suisse) et multilatéraux ; en particulier l'Union Européenne et la Banque Interaméricaine de Développement.

Le caractère séquentiel de la programmation constitue la principale originalité de ce projet. A l'organisation des acteurs en 2007 via des comités municipaux et départementaux du tourisme succédera en 2008 le financement des projets pilotes, identifiés pendant la phase initiale de planification régionale.

Suite au rapprochement entre l'Institut Nicaraguayen du Tourisme et l'Institut Nicaraguayen de Développement Municipal, un projet pilote de planification touristique a été mis en place. Le projet a pu compléter et valider un « Guide de planification touristique municipale » avec son manuel terrain. Cinq équipes départementales ont été engagées, soit un groupe de travail par département afin d'élaborer les plans de développement touristique pour un total de 15 municipalités pilotes.

Les cofinancements réalisés à travers le projet ont permis de mettre en place un véritable calendrier d'activités touristiques et de renforcer la coordination autour d'objectifs concrets entre les acteurs. Cette programmation sera systématisée à partir d'une stratégie intégrale de communication, de promotion et de commercialisation. Une attention toute particulière sera consacrée au site web www.rutadelcafe.info déjà créé qui informera en ligne de toutes les avancées du projet.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	1 418 678 EUR
Durée :	2007 - 2011

« Cinq équipes départementales ont été engagées, soit un groupe de travail par département afin d'élaborer les plans de développement touristique pour un total de 15 municipalités pilotes »



El Salvador



annuelle du PIB. Le fruit des efforts déployés pour encourager le développement économique s’est vu amoindri par les catastrophes naturelles - parmi lesquelles deux tremblements de terre de forte intensité et des inondations provoquées par les cyclones Mitch et Stan - et l’éruption du volcan Iamatepec. A cela s’est ajoutée une situation budgétaire compliquée, liée à la charge financière du système des retraites, à la hausse du prix du pétrole et à la baisse des cours du café.

Néanmoins, la plupart des indicateurs économiques et sociaux ont enregistré des progrès importants, ce qui place le pays 103^{ième} sur 177 (Rapport des Nations Unies 2007-2008 sur le développement humain),

Ainsi, il est notable de constater que la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est passée de 59.7 % en 1992 à 37.2 % en 2004, qu’en 2005 le taux d’alphabétisation de la population âgée de plus de 15 ans a atteint 80.6 %. En matière de santé, le taux de mortalité infantile est passé de 52 pour 1 000 naissances vivantes entre les années 1988-93 à 32 pour 1 000 en 2003.

Il n’en demeure pas moins que certains problèmes persistent : les inégalités dans la distribution des revenus n’ont apparemment pas diminué de manière significative.

D’après une enquête menée en 2004, 34.7 % du revenu total se concentrait dans les 10 % des foyers les plus riches de la population, alors que les 10 % des foyers les plus pauvres ne recevaient que 1 % du revenu total. L’éradication de la pauvreté extrême et de la faim suscite donc toujours beaucoup de préoccupation notamment dans les zones rurales. En effet, loin d’avoir diminué, l’écart entre la ville et la campagne se creuse. Les disparités entre les sexes, dans la mesure où elles sont liées à cet écart, augmentent également. Les femmes qui vivent dans les zones rurales sont donc doublement désavantagées.

C’est dans ce contexte que le gouvernement du Président Saca a commencé à impulser le Plan Pays Sécurisé (Plan País Seguro) 2004-2009. Ce plan comprend des mesures visant à renforcer les institutions démocratiques, à améliorer la sécurité et la transparence, à investir dans la formation des ressources humaines et à favoriser une croissance économique durable. Cette stratégie de développement s’inscrit dans une série de politiques macro-économiques et sociales destinées à accroître et à diversifier les opportunités, et à améliorer le bien-être de la population salvadorienne, principalement dans les secteurs les plus pauvres et les plus vulnérables.



Superficie	21 040 km²
Population	6 948 100
Taux d’accroissement de la population	1.699 %
Espérance de vie à la naissance (années)	71.78
Alphabétisation	80.2 %

Le Salvador possède au nord-est 342 km de frontières avec le Honduras, à l’ouest et au nord-ouest 203 km avec le Guatemala et au sud 307 km de façade maritime sur l’océan Pacifique. C’est le plus petit, et le plus densément peuplé des Etats d’Amérique centrale. C’est également le seul à ne pas avoir d’accès à la mer des Caraïbes. Le Salvador est constitué d’un plateau central entrecoupé de vallées fluviales, qui s’étend entre deux chaînes de montagnes volcaniques allant d’est en ouest. Une étroite bande côtière ne dépassant pas 24 km de large borde le Pacifique. Des montagnes dominant le nord-ouest et le plateau a une altitude moyenne d’environ 600 m. Les tremblements de terre et les éruptions volcaniques sont fréquents.

Le climat du Salvador est tropical, avec une saison sèche (novembre à avril) et une saison humide (mai à octobre). On rencontre, selon l’altitude, des terres chaudes, jusqu’à 800 m, des terres tempérées, jusqu’à 1 800 m et, au-delà des terres froides. La pluviométrie moyenne sur l’année est de 1 800 mm.

Au cours des 15 dernières années, le Salvador est parvenu à consolider une politique macro-économique stable. La croissance économique a été de 6 % par an durant la première moitié des années 90, avec un faible taux d’inflation. Cette évolution, se conjuguant avec des réformes dans certains secteurs sociaux clés, a contribué à faire baisser significativement les indicateurs de pauvreté, à améliorer la couverture des services éducatifs et de santé et à favoriser l’accès de la population aux services de base.

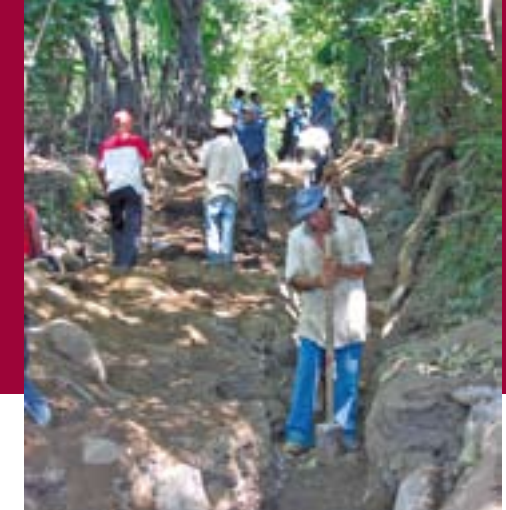
En dépit de ces progrès, de grands défis économiques et sociaux sont encore à relever. A partir de 1996, l’économie salvadorienne a commencé à enregistrer un certain ralentissement qui a entraîné une baisse de la croissance

Durée	Code	Titre	Budget total EUR	Déboursés 2007
2001-2007	SVD/013	Education primaire La Unión	12 791 000	3 242
2002-2007	SVD/014	Amélioration des soins de santé primaires dans trois SIBASI de l’est du Salvador	6 371 050	351 381
2005-2008	SVD/017	Eau et assainissement dans l’Orient du Salvador	5 560 000	2 069 487
2006-2009	SVD/019	Appui institutionnel à ANDA en vue d’accroître ses capacités opérationnelles dans la région Est (Orient)	2 495 000	505 053
2007-2011	SVD/021	Programme d’Appui au Réseau Solidaire	20 000 000	682 036



◀ Construction du tank Chambala II à San Jorge

▶ Travail communautaire, compactage manuel, San Jorge



Eau et Assainissement

SVD/017

Eau et assainissement dans l'Orient du Salvador

La couverture rurale en eau potable dans l'est du Salvador est très largement déficitaire et les conditions d'approvisionnement sont difficiles car la seule ressource disponible, dans bien des cas, est le pompage dans des strates profondes.

Les investissements nécessaires à ce type de réseau sont donc assez onéreux, et les financements locaux demeurent bien souvent limités.

La Coopération du Grand-Duché du Luxembourg a répondu à la demande de l'Administration nationale chargée de l'adduction en eau potable au Salvador (ANDA), pour le financement de trois systèmes d'alimentation en eau potable en zone rurale. Au total, 12 communautés sont bénéficiaires du projet SVD/017. Celui-ci inclut également une composante importante en assainissement, une composante de promotion sociale et un appui institutionnel à ANDA.

La population bénéficiaire est estimée à 12 500 habitants. Ce sont des populations en situation particulièrement critique sur le plan de l'approvisionnement en eau potable du fait de l'isolement et du relief difficile. Dans la plupart des communautés bénéficiaires, l'eau s'achetait à des transporteurs privés pour près de quatre euros le mètre cube, équivalant pratiquement à deux journées de travail dans les plantations.

Deux systèmes sont aujourd'hui opérationnels. Le premier, dans le département de Usulután, comprend deux communautés (La Gracia et El Jícaro). A La Gracia, la composante assainissement comprend la construction d'un réseau d'égouts et de traitement des eaux-vannes dans cette communauté plus densément peuplée car le terrain ne pouvait assimiler un système normal d'infiltration. L'ouvrage a demandé une forte participation des bénéficiaires et la prise en charge de son opération est aujourd'hui autonome. Le deuxième ouvrage a été réalisé dans le département de La Unión (communautés de El Chapernal et Los Jíotes), dans un espace particulièrement difficile en raison de la dureté

du sol et de la proximité d'une zone naturelle protégée. Une attention particulière a été portée au thème de l'assainissement et à la sensibilisation pour l'hygiène et l'usage rationnel de l'eau.

Le projet s'attache à présent à réaliser le troisième système d'alimentation en eau potable dans le département de San Miguel, municipalité de San Jorge, dans une zone de montagne, située entre deux volcans. Huit communautés participent activement aux travaux en apportant leur main d'œuvre au travail d'enfouissement des canalisations. 75 km de réseau de distribution, 16 km de conduites de refoulement et une capacité de 865 m³ de rétention sur six réservoirs ; il s'agit bien là d'un projet ambitieux qui génère beaucoup d'enthousiasme dans la région.

La dynamique de travail engagée par le projet se base sur une prise en charge progressive des ouvrages par ANDA (l'Administration nationale) et l'intégration des communau-

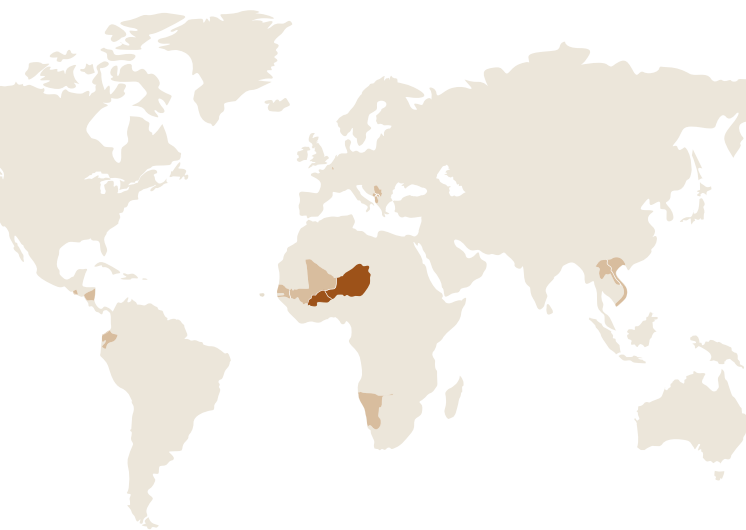
tés dans la gestion et l'opération du service ; ce dernier point est particulièrement novateur et devrait permettre d'améliorer l'approche qu'a habituellement ANDA pour l'administration du service d'eau potable en zone rurale.

Cet effort de Coopération s'attache également à soutenir ANDA dans son activité d'opération et de maintenance des systèmes d'adduction d'eau, en améliorant l'organisation de l'entreposage des pièces et matériels de rechange de l'institution et en formant son personnel technique.

Au final, l'impact espéré du projet est un apport substantiel à l'effort de réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie dans la zone rurale de l'est salvadorien, en engageant autant l'institution nationale chargée du secteur eau potable que les communautés locales.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	2 069 487 EUR
Durée :	2005 - 2008

« Dans la plupart des communautés bénéficiaires, l'eau s'achetait à des transporteurs privés pour près de quatre euros le mètre cube, équivalant pratiquement à deux journées de travail dans les plantations »



BUREAU DE OUAGA DOUGOU





François Bary

« Le bureau régional intervient dans la gestion de tous les processus de l'Agence, qu'ils concernent les métiers de base (formulation et exécution) ou les processus de support. Il constitue le trait d'union avec les administrations locales et les partenaires techniques »

Le bureau régional de Ouagadougou

Le bureau régional de Ouagadougou est une petite structure établie au début de l'année 2003 dans le cadre de la déconcentration de l'Agence. A côté du représentant régional, une chargée de programme détachée du siège, un responsable administratif et financier, une secrétaire de direction et un chauffeur forment l'équipe à Ouagadougou. A Niamey, le bureau régional a établi une petite antenne logistique qui lui sert de point de chute lors de ses missions régulières. Ce dispositif léger est en phase avec l'état actuel de la déconcentration, le volume d'activité sur les deux pays couverts (Burkina Faso et Niger) et la nature actuelle des métiers de l'Agence. Le bureau régional intervient dans la gestion de tous les processus de Lux-Development, qu'ils concernent les métiers de base (formulation et exécution) ou les processus de support. Il constitue le trait d'union avec les administrations locales ainsi qu'avec les partenaires techniques. Le bureau régional se met à la disposition des équipes de projet afin de les encadrer, de leur apporter conseil et appui. De plus, le bureau de Ouagadougou prend en charge directement la gestion de certains projets qui, de par leur taille réduite, ou de par leur phase d'exécution (en phase de clôture), ne nécessitent pas la présence d'une Unité de Gestion de Projet. Le bureau régional partage, depuis janvier 2007, des locaux adéquats, en plein centre de la capitale burkinabé avec le bureau de la Coopération

luxembourgeoise. Cette proximité des deux piliers de la Coopération bilatérale luxembourgeoise permet une bonne circulation de l'information et une bonne coordination des opérations.

Le volume des déboursements pour l'ensemble des projets mis en œuvre au Burkina Faso s'est élevé en 2007 à 2 493 707 EUR. Ce niveau relativement faible par rapport aux objectifs pour un pays partenaire privilégié de la Coopération luxembourgeoise, correspond à une phase de transition entre deux Programmes Indicatifs de Coopération (PIC). Alors que le premier PIC voit se clôturer la majorité des projets, dont le projet phare du Village artisanal de Ouagadougou, les interventions du PIC II sont encore pour la plupart en phase d'identification. Ce n'est en effet qu'en novembre 2007 qu'a pu se tenir à Luxembourg la Commission de Partenariat à l'issue de laquelle le PIC II (2008-2012) a pu être signé. Ce nouveau programme, d'un volume en très forte hausse correspondant à un triplement budgétaire, définit deux secteurs prioritaires : la formation professionnelle et la gestion des ressources naturelles ; ainsi que deux secteurs d'intervention qui prolongent les activités en cours : la transfusion sanguine et l'alphabétisation.

Le programme de Coopération bilatérale au Burkina Faso se met en œuvre dans un contexte politique stable, car, suite aux élections législatives du 6 mai 2007, peu de changements sont intervenus en ce qui concerne les équilibres du pays. Un remaniement ministériel a vu la nomination de M. Tertius Zongo au poste de Premier Ministre. Le Président

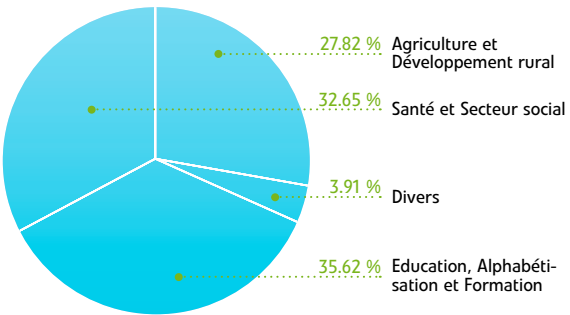
Blaise Compaoré a encore renforcé son influence régionale et sa stature internationale en réussissant, là où la France, l'Afrique du Sud et les Nations Unies avaient échoué. Il a en effet amené les acteurs de la crise ivoirienne à signer et à appliquer un Accord de paix devant mener à la tenue d'élections présidentielles en 2008.

Le total des déboursements pour l'année 2007 au Niger s'est élevé à 4 549 883 EUR et ont concerné exclusivement les deux projets qui constituent le programme régional de Dosso ainsi que les dernières activités de la phase de désengagement, après 15 années, du programme d'appui à l'artisanat DANI. La situation est comparable à celle du Burkina Faso : le programme de Coopération actuel est en voie d'achèvement et la Commission de Partenariat qui s'est tenue les 26 et 27 juillet 2007 à Niamey n'a pas permis de finaliser le nouveau PIC qui ne devrait donc être signé que début 2008. Les secteurs prioritaires concernent la formation professionnelle et le développement rural/appui à la décentralisation, dans le prolongement des interventions actuelles dans la région de Dosso. Comme dans le cas du

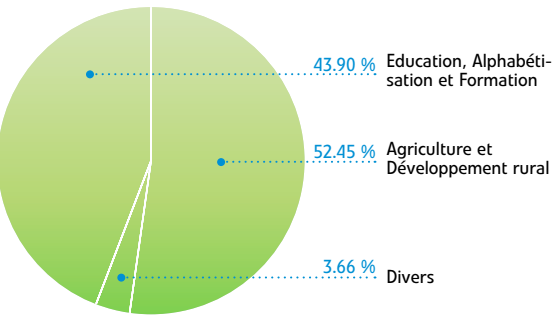
Burkina Faso, le programme actuel de Lux-Development n'est pas encore en phase avec les ambitions annoncées de la Coopération luxembourgeoise. Il reste à espérer que les efforts entrepris par le Ministère des Affaires étrangères luxembourgeois aboutiront à la signature du deuxième PIC (2008-2012) ainsi qu'à la sortie des mandats permettant la formulation de nouveaux projets au début de l'année 2008.

La confusion reste grande au Niger en ce qui concerne le conflit armé qui oppose les Forces armées nigériennes (FAN) au Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ). En tout le dialogue ne semble toujours pas établi pour un règlement politique et la crise s'enlise. Du fait de notre positionnement en région et de nos modalités de mise en œuvre, les difficultés que connaît toujours le Niger n'affectent pas trop l'exécution de notre programme. Cependant, la fin de l'année 2007 s'est caractérisée par plusieurs événements inquiétants : un attentat déjoué contre le dépôt de carburant de Dosso et l'explosion de plusieurs mines au passage de véhicules civils à Tahoua, Maradi et Niamey.

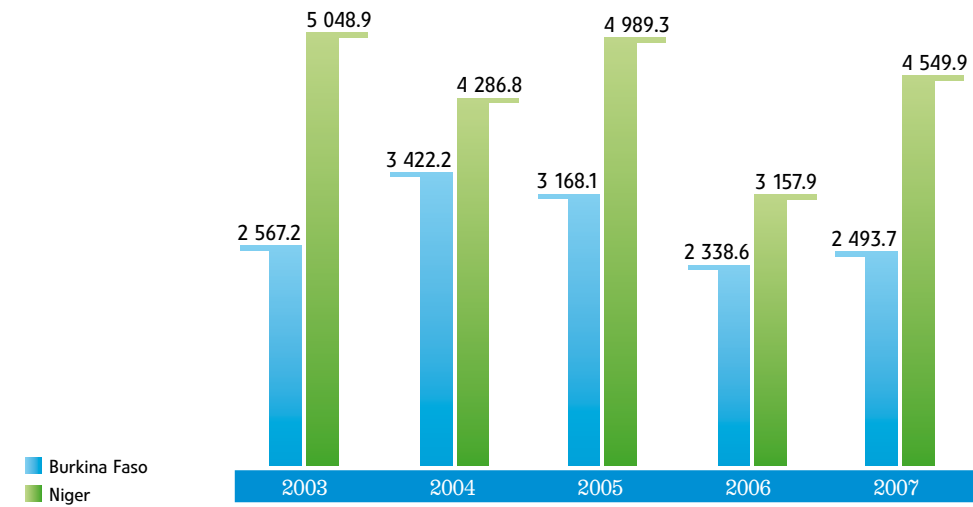
Burkina Faso



Niger



Distribution par secteur des déboursements 2007



Evolution des déboursements au Burkina Faso et au Niger (en milliers d'EUR)



Burkina Faso



rôle du monde rural dans la garantie de la sécurité alimentaire. Le taux d'occupation de la population est faible, d'où un chômage déguisé en l'absence de cultures de contre saison. Les centres urbains sont plus sévèrement touchés par le chômage que les zones rurales.

L'économie du Burkina Faso repose sur une agriculture de subsistance, fortement dépendante de la pluie et représentant 35 % du PIB. La première céréale commercialisée au Burkina Faso est le maïs.

Le coton est la principale culture de rente, au point que le pays en dépend pour les exportations. Dans le cadre des négociations OMC (Organisation Mondiale du Commerce), le Burkina Faso a rejoint les autres pays pauvres producteurs de coton afin de plaider pour un meilleur accès du coton sur les marchés industrialisés. L'industrie reste dominée par des entreprises étatiques peu compétitives. Entre autres marchés porteurs, les autorités entendent privilégier la filière des fruits et légumes, le secteur des mines, le tourisme, et le secteur des travaux publics qui tire profit de la modernisation du centre-ville de la capitale. Le secteur

secondaire continuera à être soutenu par les programmes de grands travaux d'infrastructures financés par l'Etat et les bailleurs de fonds. Principalement porté par les domaines de l'import-export et des télécommunications, le secteur tertiaire, toujours largement informel, atteint près de 50 % du PIB en 2005.

Les conditions climatiques difficiles, l'enclavement du pays, la faible productivité de l'agriculture, la fluctuation des prix des céréales et la non-fonctionnalité des marchés couplés avec la dégradation des sols et des ressources en eau, constituent les contraintes majeures de la croissance économique et les causes de la grande pauvreté et de l'insécurité alimentaire.

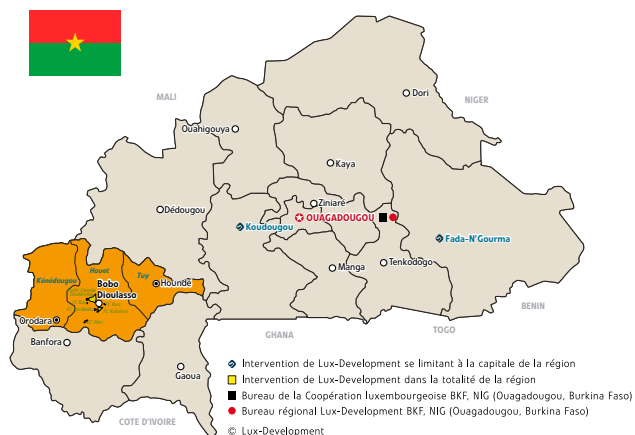
Selon les Nations Unies, le Burkina Faso est le troisième pays le plus pauvre du monde. Depuis le début des années 90, la pauvreté ne fait que s'accroître. On observe aussi une tendance à la paupérisation des populations urbaines. En ce qui concerne le milieu rural, l'incidence de la pauvreté connaît une relative stabilisation. Toutefois la pauvreté demeure un phénomène essentiellement rural.

Le Burkina Faso est un pays sahélien, enclavé, limité par six pays : le Mali, le Niger, le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire. De par sa situation géographique, le Burkina Faso bénéficie d'un climat tropical à deux saisons : une saison sèche de mars à juin et une saison pluvieuse de juillet à octobre. Le Burkina Faso est partagé entre une zone sahélienne au Nord (environ 400-600 mm de pluie pendant deux à trois mois), une zone sub-sahélienne située au nord du plateau Mossi, une zone nord-soudanienne qui couvre la région centrale du pays et enfin une zone sud-soudanienne avec 1 000 et 1 300 mm de pluie pendant cinq mois par an. Ainsi en traversant le pays, on passe de paysages quasi désertiques à une savane arborée puis des champs de canne à sucre.

Le Burkina Faso est aussi peuplé que le Mali, qui fait quatre fois sa taille. La population burkinabé se distingue par une grande diversité ethnique et une haute densité populaire (38 habitants au km). Les langues principalement parlées sont le français (langue officielle), le moré (langue des Mossis), le fulfuldé (langue des Peules), le dioula (langue véhiculaire de l'Ouest) et le gulmancema (langue des Gourmantché de l'Est).

D'autres caractéristiques démographiques se recoupent avec celles des pays voisins : faible espérance de vie en timide croissance, une population active principalement rurale (90 %) à faible productivité, une population extrêmement jeune (59.4 % ont moins de 20 ans) avec son corollaire d'exode rural et migrations, fertilité élevée à tendance décroissante, mortalité infantile et maternelle en baisse.

Contrairement à ses voisins, le Burkina Faso connaît une dynamique de migration vers la ville qui est plus lente. Elle inquiète cependant les autorités qui ont conscience du



Superficie	274 200 km²
Population	14 326 210
Taux d'accroissement de la population	2.997 %
Espérance de vie à la naissance (années)	49.21
Alphabétisation	21.8 %

Durée	Code	Titre	Budget total EUR	Déboursés 2007
2001-2008	BKF/004	Création du Centre National de Transfusion Sanguine	4 350 000	13 839
2002-2008	BKF/009	Consolidation du village artisanal de Ouagadougou	975 000	97 506
2004-2008	BKF/010	Alphabétisation et formation pour le développement durable dans la Région des Hauts-Bassins	4 202 410	770 930
2007-2012	BKF/011	Formation professionnelle élémentaire au Burkina Faso	5 000 000	156 166
2006-2010	BKF/012	Projet d'Appui à la Gestion des Ressources naturelles dans le Bassin de Bobo Dioulasso	5 976 729	706 836
2007-2009	BKF/013	Programme d'Appui au Centre National de Transfusion Sanguine - Phase II	1 966 100	803 611



◀ Centre Régional de Transfusion Sanguine

Laboratoire du centre de transfusion sanguine ▶



Santé et Secteur social

BKF/013

Programme d'Appui au Centre National de Transfusion Sanguine - Phase II

Le recours à la transfusion sanguine est fréquent au Burkina Faso. Ses bénéficiaires sont principalement les enfants, lors d'accès palustres (malaria) sévères, et les femmes enceintes au moment de l'accouchement. Les autres besoins transfusionnels sont essentiellement liés à la chirurgie. Le projet BKF/013, qui se trouve dans sa deuxième phase, constitue une prolongation de l'appui luxembourgeois dans le domaine de la transfusion sanguine au Burkina Faso. La première phase fut démarrée en 2001 apportant la construction et l'équipement du Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) et de quatre Centres Régionaux de Transfusion Sanguine (CRTS) ayant permis au gouvernement burkinabé de démarrer la mise en œuvre de sa politique nationale de transfusion, ainsi que la formation de 22 professionnels de la transfusion (médecins, pharmaciens, techniciens de laboratoire et infirmiers) en France, en Belgique et en Tunisie.

En ce qui concerne le programme ambitieux de formation du personnel médical et paramédical du centre, cette deuxième phase a démarré dès 2006 avec le départ d'un médecin et de deux pharmaciens du CNTS partis suivre des études universitaires complémentaires de spécialisation dans le domaine de la transfusion sanguine en France et en Belgique.

Les résultats attendus du projet concernent le renforcement des partenariats entre le CNTS et d'autres structures sanitaires au niveau national, la formation des agents de santé, l'achat d'équipement ainsi qu'une organisation améliorée du centre national et des centres régionaux. De plus, un appui technique a été fourni pour la préparation de deux plans d'actions ciblés pour améliorer les performances des centres. Ceci comprend l'élaboration de méthodes d'évaluation quantitative et qualitative de l'écart entre les demandes et les besoins ainsi que le renforcement de l'hémovigilance.

Les premières formations pour les agents de santé du pays dans le domaine de la transfusion sanguine ont été orga-

nisées par le CNTS à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso et financées par la Coopération luxembourgeoise dans le cadre du projet. Les agents de santé bénéficiaires de ces formations sont des médecins prescripteurs de transfusion sanguine, des infirmiers(ères), des techniciens de laboratoire, certaines associations de donneurs de sang et un choix d'enseignants d'établissements scolaires. A terme, ces formations permettront d'améliorer la visibilité des actions du CNTS et d'instaurer la coopération avec les autres acteurs de la santé.

Différentes formations au bénéfice du personnel du centre national ont été organisées et financées. Elles concernent la deuxième promotion composée de deux médecins et de deux pharmaciens (formations complémentaires de type universitaire) ainsi que de trois techniciens de laboratoire et de six infirmiers (m/f) auprès du CNTS de Tunis. Des formations ponctuelles de courte durée ont été assurées pour la sécurité transfusionnelle infectieuse, la maintenance et la gestion de la chaîne du froid de même que le paramétrage du système de retraçage informatique des poches de sang.

Le programme d'investissement s'est également poursuivi

au cours de cette première année d'exécution du projet avec l'acquisition des équipements pour le CNTS et les quatre CRTS afin de renforcer leur capacité à mettre en œuvre leurs activités de promotion du don, de collecte mobile, de préparation et stockage de produits sanguins et d'approvisionnement des centres hospitaliers régionaux. Afin de soutenir la promotion du don, il s'agit d'acquérir principalement des véhicules pick-up, des motocyclettes, des minibus, des groupes électrogènes, des abris pour la collecte, du matériel de sonorisation et du matériel informatique. Les centres mêmes sont fournis en équipements spécialisés de laboratoire comme les centrifugeuses réfrigérées, des presses manuelles et semi-automatiques d'extraction du plasma, des spectrophotomètres, des balances de précision et des soudeuses de tubulure portables et de paillasse. Dans le matériel destiné à la chaîne du froid, on retrouvera les « icepacks », des caissons isothermes, des enregistreurs de température et un logiciel de suivi des dispositifs de surveillance de la température.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	803 612 EUR
Durée :	2007 - 2009

« Les centres sont fournis en équipements spécialisés de laboratoire comme les centrifugeuses réfrigérées, des presses manuelles et semi-automatiques d'extraction du plasma, des spectrophotomètres, des balances de précision et des soudeuses de tubulure portables et de paillasse »



◀ Village artisanal de Ouagadougou (VAO)



▶ Atelier de peinture au VAO



Divers

BKF/009

Consolidation du village artisanal de Ouagadougou

Procéder à la clôture d'un programme de Coopération n'est pas chose facile, surtout quand une relation de partenariat s'établit sur une période de 10 années et aboutit à la création d'une institution phare dans un secteur particulier. Actuellement, plus un guide touristique qui ne mentionne pas le Village artisanal de Ouagadougou, plus un touriste qui ne visite Ouagadougou sans s'y rendre, plus un événement international sans que ses participants ne soient invités au « VAO ».

La première phase de ce programme a été le premier projet de la Coopération bilatérale luxembourgeoise au Burkina Faso (BKF/002). Exécuté par Lux-Development et la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat, il a permis la construction et la mise en exploitation du village artisanal, un centre de promotion, d'excellence, de créativité, de production et de commercialisation des produits de l'artisanat burkinabé. Déjà l'évaluation de la première phase, réalisée en juin 2002, avait permis de se rendre compte que plus de 400 artisans étaient effectivement installés sur le site et profitaient des retombées du VAO sur leur activité. Elle avait donc conclu que les objectifs visés par le premier projet avaient été atteints, mais avait estimé que les conditions pour la viabilité et la pérennité de la structure, n'étaient pas totalement assurés.

La phase actuelle a donc visé spécifiquement et explicitement le renforcement de l'autonomie technique, commerciale, financière et institutionnelle du village. Au moment de l'évaluation finale du projet réalisée au quatrième trimestre 2007 il a effectivement pu être démontré que cette autonomie multi facettes était globalement atteinte.

Grâce aux appuis apportés dans la réalisation d'investissements complémentaires (dont 12 ateliers), la formation des artisans et le renforcement des capacités de l'équipe de gestion permanente, on peut affirmer qu'à ce jour, ce marché est complètement autonome sur le plan technique. On compte aujourd'hui 481 artisans, dont des maîtres artisans ainsi que leurs ouvriers et leurs apprentis, appar-

tenant à environ 30 corps de métiers : tissage, broderie, teinture, couture, bronze, maroquinerie moderne, maroquinerie touareg, sculpture sur bois, ferronnerie, peinture, gravure, objets de décoration, vannerie, instruments de musique, bijouterie, poterie, tapisserie, récupération de sachets, récupération de papier.

Sur le plan commercial, le projet a soutenu principalement les actions de marketing et de promotion lors des foires et autres manifestations commerciales. A ce jour, l'équipe de gestion est entièrement compétente et autonome sur la mise en marché des produits du VAO. Les ventes sont en croissance rapide et continue d'une année à l'autre. Entre 2004 et 2006, la progression a été de 75 %.

Sur le plan financier, le projet a contribué à renforcer la capacité d'accueil par la construction de nouveaux ateliers et surtout le soutien à l'équilibre financier en subventionnant partiellement, et dégressivement, les charges de fonctionnement. Grâce à cet appui, le village artisanal est arrivé à financer entièrement en 2005 ses coûts directs de fonctionnement sur la base de ses recettes propres. Cela veut dire que l'équilibre financier partiel a déjà été prouvé et pourrait se consolider si le VAO arrive à maintenir la rigueur dans la gestion et une dynamique commerciale forte.

Les difficultés institutionnelles (statut juridique, régime

fiscal, transfert du patrimoine foncier et des équipements) quant à elles ne sont pas encore surmontées. Différentes propositions ont été déjà formulées dans ce sens, même si les avis sont partagés. Dans un contexte où l'autonomie technique et commerciale sont confirmées, il reste évident que le choix du bon statut juridique, le maintien du dynamisme de l'équipe de gestion grâce à un statut clair et stimulant pour le personnel, l'organisation et la formation continue des artisans, la bonne gestion et maintenance des infrastructures seront les conditions critiques à la viabilité du VAO à moyen terme.

Le site du VAO « est une réalisation concrète, dure et visible » qui fournit des revenus aux 481 artisans installés, plus autant qui travaillent autour de ceux-ci. Son impact sur le secteur de l'artisanat est indéniable. Ses effets induits sur des secteurs tels que le tourisme, l'hôtellerie et la restauration ne sont plus à démontrer.

L'investissement luxembourgeois dans l'entreprise « Village artisanal de Ouagadougou » constitue une démonstration de la pertinence de l'approche projet lorsqu'il s'agit de prendre, avec nos partenaires techniques sur place, des risques calculés dans le contexte d'un partenariat public privé pour la création d'emplois.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	97 506 EUR
Durée :	2002 - 2008

« Actuellement, plus un guide touristique qui ne mentionne pas le Village artisanal de Ouagadougou, plus un touriste qui ne visite Ouagadougou sans s'y rendre, plus un événement international sans que ses participants ne soient invités au « VAO »



Niger



Vaste pays enclavé, entouré par sept pays (l'Algérie et la Libye au Nord, le Mali et le Burkina Faso à l'Ouest, le Tchad à l'Est et le Bénin et le Nigeria au Sud) et situé entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne dont il dépend fortement, aussi bien économiquement que politiquement, le Niger se caractérise par des conditions climatiques totalement hostiles, une forte pression démographique et de faibles indicateurs sociaux. Son sol est pauvre et en dégradation croissante du fait de la désertification et du déboisement et d'une baisse du niveau des nappes phréatiques. La dégradation de l'environnement suite à l'accroissement de la population, à la demande accrue de ressources et à la pollution croissante est d'une ampleur telle qu'on peut parler d'une véritable crise écologique nationale.

Soumis à un climat saharien au nord et sahélien dans le reste du pays, le Niger est désertique sur plus des deux tiers de sa superficie. Les conditions climatiques, qui se sont aggravées ces 30 dernières années (pluviométrie en baisse et de plus en plus irrégulière) fragilisent une économie fondée essentiellement sur les activités agricoles. La saison sèche s'étend d'octobre à juin et la rareté de l'eau constitue une des contraintes majeures du développement économique et social.

L'insécurité alimentaire, conséquence aussi des attaques acridiennes sur les cultures vivrières, est quasiment chronique aux périodes de soudures (entre juin et septembre) ce qui génère une augmentation importante des prix des produits, elle-même cause d'une inflation annuelle parfois significative.

Le troisième recensement général de la population et de l'habitat publié en 2003 confirme les faits saillants en ce qui concerne la population au Niger : un accroissement

démographique fulgurant avec une multiplication par cinq de la population en 50 ans avec un taux de croissance démographique et un taux de fécondité les plus élevés au monde. La population par conséquent est très jeune et subit une urbanisation galopante. La répartition géographique de cette population est très inégale, avec 94 % de la population regroupée dans la bande sud agricole, alors que les régions les plus vastes du Nord, désertiques, n'abritent que 6 % de la population totale.

La croissance démographique tend aussi à accroître la pression sur les services sociaux de base si elle ne s'accompagne pas d'une croissance du revenu par habitant. « En l'absence d'une politique forte de planification familiale, tous les efforts de développement risquent d'être absorbés par l'explosion démographique » (PNUD).

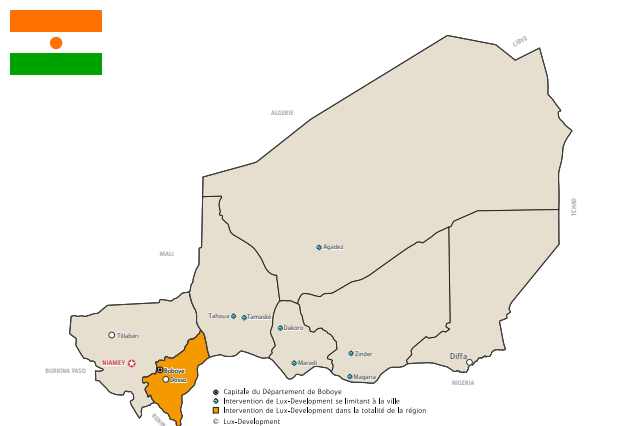
Ainsi le gouvernement doit adopter une politique forte en matière de population et de santé reproductive s'il souhaite atteindre les objectifs très ambitieux qu'il s'est fixé, à savoir réduire de moitié la fécondité (de 8 à 4 % de 2000 à 2015) et relever l'espérance de vie de 14 ans d'ici 2015.

La structure de l'économie a très peu varié entre 1990 et 2002. En 2002, le secteur primaire (activités agricoles) représentait près de 38 % du PIB contre 39.2 % en 1990 ; le secteur secondaire (industrie et manufacture) représentait

14.9 % en 2002 contre 17.7 % en 1990 ; enfin, le secteur tertiaire (services), dominé par le petit commerce et le secteur informel, représentait 47 % en 2002 contre 43.2 % en 1990.

Plus de 80 % de la population active tire sa subsistance des productions agropastorales. Le taux de croissance du PIB des 30 dernières années est pratiquement nul (0.3 %). Toutefois il est positif depuis 2001 (5.8 % en 2001 et 2002). Du fait des aléas climatiques, de l'invasion acridienne ainsi que de la volatilité et de l'insuffisance de l'aide extérieure, le PIB n'a augmenté que de 3.6 % en moyenne sur la période 2002-2005 contre un objectif de 4 % escompté. En effet, la stratégie de réduction de pauvreté (SRP) du Niger table sur un scénario de croissance de 4 %. Après une croissance erratique et une atonie de l'activité économique, le taux de croissance du PIB s'est redressé à 7 % en 2005 grâce à des conditions climatiques favorables, aux réformes économiques et financières et aux dépenses d'infrastructures liées à la privatisation dans les secteurs de l'eau et des télécommunications.

Le Niger est beaucoup plus pauvre aujourd'hui qu'il ne l'était il y a 30 ans. Dans un contexte d'insuffisance des ressources, d'accroissement des besoins et de vulnérabilité aux chocs extérieurs, le gouvernement déploie des efforts conséquents en matière de lutte contre la pauvreté.



Superficie	1 267 000 km²
Population	12 894 865
Taux d'accroissement de la population	2.898 %
Espérance de vie à la naissance (années)	44.03
Alphabétisation	28.7 %

Durée	Code	Titre	Budget total EUR	Déboursés 2007
2003-2008	NIG/014	Développement de l'Artisanat au Niger (DANI III)	2 064 000	166 354
2005-2009	NIG/015	Projet « Dosso Ma Za'ada » - Appui au développement territorial dans le département de Dosso	8 459 556	2 386 261
2005-2009	NIG/016	Programme Régional d'Appui au Développement de l'Education de Base à Dosso	6 100 000	1 997 269



◀ Constitution de groupements féminins dans le département de Dosso

► Construction de routes rurales par les bénéficiaires



Agriculture et Développement rural

NIG/015

Projet « Dosso Ma Za'ada » - Appui au développement territorial dans le département de Dosso

Depuis 2005, le projet d'appui au développement territorial dans le département de Dosso (Dosso Ma Za'ada), s'inscrit en réel partenaire du Département et de la Région de Dosso. Il s'associe aux autres acteurs (populations bénéficiaires, élus locaux, société civile, services techniques déconcentrés) pour relever les multiples défis du développement à Dosso.

Le projet s'intègre dans les priorités nationales dont la Stratégie de Développement et de Réduction de la Pauvreté, la Stratégie de Développement Rural et la politique de décentralisation du Niger. Le but du projet est de contribuer à l'amélioration du niveau et des conditions de vie des populations du département de Dosso. Il reprend les trois axes de la stratégie de développement rural, à savoir : l'amélioration de l'accès des ruraux aux opportunités économiques, la prévention des risques, l'amélioration de la sécurité alimentaire et une gestion durable des ressources naturelles. En parallèle, le projet oeuvre au renforcement des capacités des institutions publiques et des organisations rurales.

Les interventions du projet sont concentrées dans le département de Dosso, couvrant une superficie de 8 730 km² et une population de 418 210 habitants, répartis dans 660 villages et hameaux.

Le projet renforce les actions de développement communal par l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement communaux, le développement des mécanismes de sécurisation foncière et la création des cadres de concertation des acteurs ainsi que le développement d'outils d'aide à la décision (Système d'Information géographique). Ces plans de développement constituent de véritables instruments de planification et de développement local. Les commissions foncières mises en place au niveau de chacune des 11 communes du Département ont permis de décentraliser le dispositif de valorisation et de gestion des ressources naturelles ainsi que la sécurisation

du foncier rural (enregistrements fonciers, titres fonciers).

Le projet appuie le désenclavement des communes et le renforcement de leurs infrastructures économiques dans une logique d'intégration départementale et d'investissement communal. Les 143 km de pistes réalisées ont permis de désenclaver la totalité des communes de Dosso au bénéfice direct de 104 620 habitants des 184 localités desservies. Un total d'environ 20 939 habitants (10 521 femmes) ont désormais accès à l'eau potable avec la construction de 47 puits cimentés. Les mini-aménagements hydroagricoles réalisés profitent à plus de 1 000 exploitants (femmes en majorité). Les activités se poursuivent avec de nouveaux chantiers notamment en hydraulique (forages et mini-systèmes d'adduction d'eau potable) et en infrastructures rurales (marchés, magasins et locaux techniques communaux). La réalisation des différents investissements a été l'occasion d'accompagner les communes dans leurs premiers pas de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'infrastructures.

Pour renforcer l'accès des ruraux aux opportunités, et développer les capacités d'initiatives et d'intervention des acteurs locaux, le projet soutient des actions de diversification et de sécurisation des productions agrosylvopastorales (pépinières et actions environnementales, champs écoles, boutiques d'intrants, maraîchage), de promotion de crédit rural et de renforcement des capacités des producteurs et organisations paysannes.

Le projet soutient les communes dans le développement des mécanismes de gestion durable des infrastructures socio-économiques et des ressources naturelles. Des actions d'information, d'éducation et de communication

ont été multipliées pour une mobilisation sociale effective dans le cadre de la construction, de l'entretien et de la gestion durable des ouvrages réalisés.

Au plan de la gouvernance démocratique, les différentes interventions menées ont mobilisé l'ensemble des partenaires (élus locaux, services techniques de l'Etat, communautés villageoises et société civile) autour de la commune, acteur central pour le développement territorial et la décentralisation.

De nombreuses réalisations bénéficient directement aux femmes rurales pauvres, notamment les mini-aménagements hydroagricoles mis en œuvre par des groupements essentiellement féminins ainsi que l'accès au microcrédit et aux activités génératrices de revenus.

Les actions menées par le projet offrent de réelles perspectives de restauration et protection de l'environnement à travers l'augmentation de la biomasse végétale, la réduction des effets néfastes de la désertification, la gestion durable des ressources naturelles voire le renforcement de la gouvernance locale.

La cohérence des objectifs et actions du projet avec les stratégies nationales et leur pertinence par rapport au contexte spécifique et à la problématique de développement de la région de Dosso se traduisent par la prise en compte des besoins fondamentaux des populations, dégageant des indices indéniables de satisfaction des bénéficiaires.

Contribution du Luxembourg en 2007 : 2 386 261 EUR
Durée : 2005 - 2009

« Les interventions du projet sont concentrées dans le département de Dosso, couvrant une superficie de 8 730 km² et une population de 418 210 habitants, répartis dans 660 villages et hameaux »



BUREAU DE PRAIA



CVE/060 - Toxicomanie
Atelier d'expression artistique de la Communauté
thérapeutique pour toxicodépendants de Praia.



Mauro Lupo

« Le bureau régional fonctionne aussi en tant que support, conseil et encadrement vis-à-vis des équipes de projet, tout en essayant de leur accorder le plus possible d'autonomie »

Le bureau régional de Praia

Fort des liens de coopération qui unissent le Cap-Vert au Luxembourg depuis plus de 20 ans et en accord avec le Ministère des Affaires étrangères, Lux-Development a fait le choix d'ouvrir un bureau régional à Praia au début de l'année 2003. À ses débuts, il couvrait à la fois le Sénégal et le Cap-Vert, jusqu'à l'ouverture d'un nouveau bureau régional à Dakar au cours de l'année 2006. D'une petite structure modeste à son ouverture, le bureau régional de Praia n'a cessé de prendre de l'ampleur, parallèlement à l'augmentation du volume d'activité dans le pays. Aujourd'hui, l'équipe du bureau se compose de deux personnes détachées par le siège - un représentant régional et d'une chargée de programme - et de trois personnels nationaux - une responsable administrative et financière, une secrétaire de direction et un chauffeur. Le bureau de Praia intervient dans la gestion de tous les processus de Lux-Development, de la phase de formulation à celle d'exécution des projets, et veille à ce que la stratégie de développement définie conjointement par les autorités politiques capverdiennes et luxembourgeoise soit respectée dans la mise en œuvre des projets, tout en suivant les procédures de l'Agence. Le bureau régional constitue le trait d'union avec les administrations locales ainsi qu'avec les partenaires techniques. Il fonctionne aussi en tant que support, conseil et encadrement vis-à-vis des équipes de projet, tout en essayant de leur accorder le plus possible d'autonomie. De plus, le bureau de Praia prend en charge directement la gestion de

certains projets qui, de par leur taille réduite, de par leur nature (contrats de travaux et fournitures) ou de par leur phase d'exécution (clôture), ne nécessitent pas la présence d'une Unité de Gestion de Projet. Depuis novembre 2006, le bureau régional de Lux-Development occupe des locaux contigus au bureau du Ministère des Affaires étrangères luxembourgeois, dans le quartier historique de la capitale. Cette proximité des deux entités de la coopération bilatérale luxembourgeoise favorise l'échange d'informations et une bonne coordination des opérations.

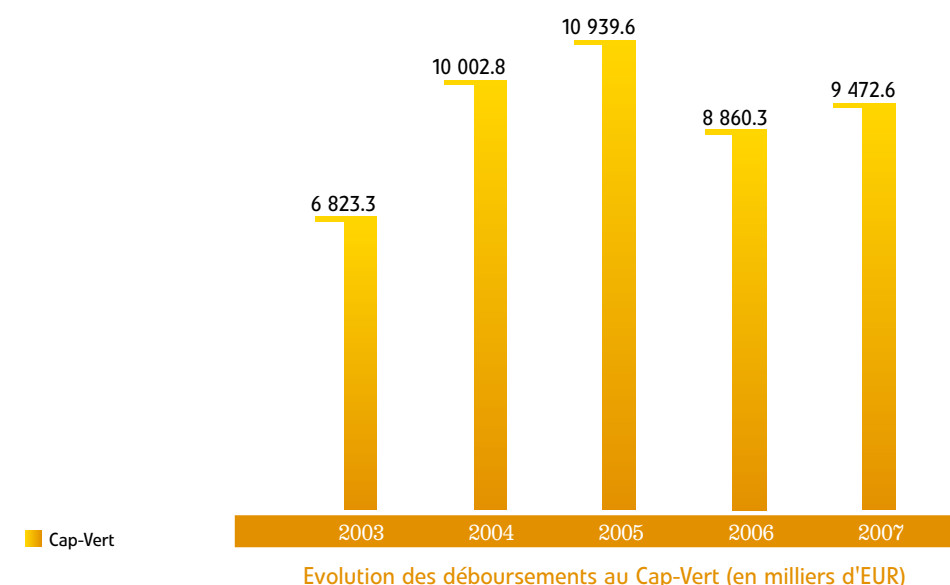
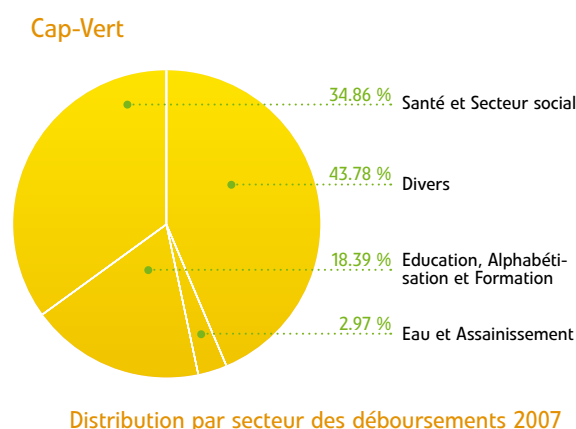
La coopération entre le Grand Duché du Luxembourg et la République du Cap-Vert date de 1987 mais a connu un renforcement le 31 janvier 2002, lors de la signature du premier Programme Indicatif de Coopération (PIC) d'un montant de 33,5 millions EUR et d'une durée de quatre ans. Le PIC de deuxième génération, actuellement en cours, couvre les années 2006-2010, et s'élève à 45 millions EUR. Les secteurs d'intervention privilégiés par le PIC sont l'Éducation et la Formation professionnelle, la Santé, l'Eau et l'Assainissement, et l'Aide Alimentaire. Pour la seule année 2007, le volume des déboursements pour l'ensemble des projets au Cap-Vert s'est élevé à 9 472 614 EUR.

Le programme de coopération bilatérale au Cap-Vert est mis en œuvre dans un contexte politique stable, favorisé par une économie en pleine croissance. Courant 2007, le pays a signé un accord de partenariat spécial avec l'Union Européenne, permettant de renforcer la coopération entre les deux parties aux niveaux politique, économique, com-

mercial, administratif et judiciaire d'une part, et de promouvoir des activités visant à rapprocher l'archipel des acquis européens. Le Cap-Vert a connu au cours des derniers 15 ans une croissance économique soutenue par les services (surtout le tourisme) et par une forte amélioration de ses niveaux de gouvernance, tant en termes de démocratie, droits de l'Homme et libertés fondamentales, qu'en termes de gouvernance économique. Le 1^{er} janvier 2008 le pays est sorti du groupe des Pays les Moins Avancés (PMA) pour passer à celui des pays à revenu moyen et, en décembre 2007, il a rejoint l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

D'un point de vue politique, des élections communales sont prévues en mai 2008, ce qui pourrait conduire à des changements dans la composition du gouvernement par la suite, si l'opposition devait l'emporter dans une majorité de communes.

Fin 2007, Lux-Development a reçu des mandats de formulation pour de nouvelles interventions de la coopération luxembourgeoise au Cap-Vert. Ainsi, deux études sont programmées au cours de l'année 2008 et seront financées sur le fonds d'études mis en place dans le cadre du PIC II, tandis qu'un nouveau projet sera formulé dans le même temps qui devrait être financé sur des fonds du PIC III.





Cap-Vert



Le Cap-Vert, à 500 km à l'Ouest du Sénégal dans l'océan Atlantique, est un archipel constitué de 10 îles principales : Santo Antão, São Vicente, Santa Luzia, São Nicolau, Sal, Boa Vista, Maio, Santiago, Fogo et Brava et quelques îlots. Sal, Boa Vista et Maio ont un relief assez plat tandis que les autres îles ont un relief très accidenté avec des vallées profondes et des reliefs montagneux.

Le climat sub-canarien sec du Cap-Vert entraîne une pluviométrie moyenne de 230 mm/an, très irrégulièrement répartie dans l'espace et le temps, aggravé par une fréquence croissante de périodes sèches étalées sur plusieurs années. Ce climat tropical sec se caractérise par une saison humide d'août à octobre et une température moyenne annuelle de 25 °C.

Avec son territoire rocailleux et son climat sahélien, le Cap-Vert souffre d'une insécurité alimentaire chronique. La sécheresse persistante, l'insuffisance de sols arables et l'augmentation de la population induite par une relative diminution de l'émigration et un taux de croissance démographique élevé, créent une situation alimentaire critique.

Face à la rareté des ressources naturelles, notamment de l'eau, à son exposition au cycle des sécheresses sahéliennes, aux freins au développement du commerce et des communications résultant de son isolement insulaire et de sa configuration archipélagique, à l'étroitesse de son marché domestique, le pays doit sa survie et avant tout sa sécurité alimentaire aux transferts provenant de l'importante communauté capverdienne de l'extérieur et à l'aide internationale.

La population du Cap-Vert est d'environ 500 000 habitants (2005) inégalement répartie sur neuf îles. La population du Cap-Vert est en transition démographique depuis les années 80, caractérisée par une baisse de la fécondité et du nombre de naissances, un recul de la mortalité et une augmentation de l'espérance de vie. L'amélioration de l'espérance de vie ne s'est pas encore traduite par un vieillissement marqué de la population. En 2005, les jeunes de moins de 15 ans représentent 41.9 % de la population contre 45 % en 1990 et les plus de 65 ans sont désormais 6.25 % de la population.

Compte tenu des fortes contraintes et des maigres potentialités, le Cap-Vert a fait de réels progrès en matière de croissance économique au cours des 15 dernières années,

grâce à la mise en place d'une stratégie de développement économique basée sur le secteur privé et l'intégration de l'archipel dans l'économie mondiale. Le PIB réel par habitant a enregistré l'une des plus fortes hausses des pays sub-sahariens, passant de 902 USD en 1990 à 2 163 USD en 2005, un des plus hauts d'Afrique.

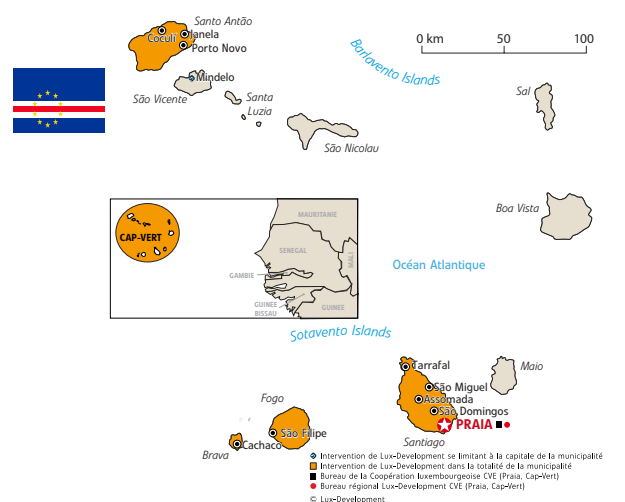
Les deux principaux secteurs de l'économie capverdienne sont le tourisme et la pêche. Les recettes du tourisme sont passées de 3 % du PIB en 1997 à 10.4 % du PIB en 2005. Le dynamisme de ce secteur se répercute sur les services comme l'hôtellerie, la gastronomie, les transports, les communications, les services financiers, en rapide croissance. L'inauguration de l'aéroport international à Praia en 2006 devrait en outre donner une impulsion nouvelle au tourisme et à la pêche.

Malgré les bonnes performances, la situation de vulnérabilité de l'économie capverdienne reste importante, ainsi que la pauvreté. La pauvreté s'étend dans le milieu rural.

Elle y est passée de 46 % en 1989 à 55.1 % en 2002. La majorité des pauvres sont agriculteurs ou pêcheurs. Les pauvres sont aussi nombreux parmi les travailleurs des secteurs du commerce et de la construction. Par ailleurs, la faiblesse des ressources se conjugue à un régime foncier qui privilégie les propriétaires terriens. Les exploitants pauvres dépendent par conséquent d'exploitations fort morcelées et de petite taille. Enfin, la pauvreté est plus accentuée dans les ménages dirigés par une femme.

On observe ainsi une situation paradoxale et préoccupante avec, d'une part, une croissance économique et des réussites sur le plan de la réalisation des OMD et de l'accès aux services sociaux, et d'autre part, une progression de la pauvreté absolue, de l'inégalité des revenus, de l'inégalité entre populations rurales et urbaines et entre îles à vocation touristique et îles à dominance agricole.

Ceci dans un contexte de dépendance de l'aide extérieure, des fonds des émigrés et des recettes touristiques.



Superficie	4 033 km²
Population	423 615
Taux d'accroissement de la population	0.606 %
Espérance de vie à la naissance (années)	71.02
Alphabétisation	76.6 %



◀ Nouveau centre de santé de Calheta São Miguel, région sanitaire de Santiago Nord



▶ Séance de travail de l'Unité de Gestion du Projet avec l'équipe cadre du futur hôpital



Santé et Secteur social

CVE/056

Appui au Plan de Développement de la région sanitaire Santiago Nord

Depuis plusieurs années, la planification des activités sanitaires et le mode de financement de la santé constituent deux domaines d'intervention complémentaires prioritaires au Cap-Vert.

En 1998, le gouvernement du Cap-Vert a adopté la carte sanitaire dans laquelle la Région Sanitaire englobe un certain nombre de délégations de santé et un hôpital régional.

Le financement de la santé est devenu une préoccupation majeure des responsables de la santé en collaboration avec des partenaires aussi bien locaux qu'internationaux.

C'est ainsi que depuis 2004, Lux-Development appuie le Ministère de la Santé dans ses efforts de définition et de mise en place de la Région Sanitaire Santiago Nord (RSSN). Le projet concentre son intervention dans cette région-pilote tout en suivant l'approche pragmatique fondée sur le suivi régulier de l'impact des réformes.

Les indicateurs de santé du Cap-Vert sont parmi les meilleurs du continent africain, mais ceux de Santiago Nord sont parmi les pires du pays.

Devant la nécessité d'investissements en matière de santé dans cette région, la note stratégique sur les interventions de la Coopération luxembourgeoise l'a identifiée comme le terrain prioritaire pour un appui extérieur.

Dans le Nord de l'île de Santiago, les facteurs économiques et environnementaux expliquent en grande partie la mortalité présente. A ces facteurs viennent s'ajouter des insuffisances de l'offre de soins, une accessibilité financière et géographique limitée aux infrastructures sanitaires et la difficulté à assurer la prise en charge continue des problèmes de santé. La région a trois fois moins de médecins et deux fois moins d'infirmiers par habitant que la moyenne du pays. Dans ces conditions l'hôpital régional joue plus un rôle de structure de premiers contacts que d'hôpital régional de référence à proprement parler.

D'autre part, dans cette région, le nombre de personnes couvertes par l'Institut National de Protection Sociale est encore relativement faible. Comme le recouvrement des coûts est très modeste, le financement des structures de santé dépend essentiellement du budget déconcentré du Ministère de la Santé qui ne couvre pas tous les besoins. Les délégations de santé ne disposent pas d'outils pour obtenir une allocation suffisante et répartie de manière efficace. Enfin, le nombre d'indigents est important et les municipalités qui doivent les prendre en charge ne peuvent pas toujours le faire de façon équitable, efficace et économique.

Les insuffisances structurelles du système s'expliquent surtout par l'absence d'une coordination régionale des services de santé et la faiblesse du réseau de formations sanitaires de premier niveau.

La Région Sanitaire Santiago Nord a été mise en place en 2007. Un directeur a été nommé et a reçu une formation au Brésil. Un administrateur de santé et un statisticien y sont affectés pour compléter le cadre organique, assurer un travail d'équipe régional afin d'atteindre les objectifs. Les soins de première instance sont devenus plus accessibles, continus et rationnels.

Les centres de santé et délégations de santé de Calheta Sao Miguel ont été construits et équipés. Quatre unités sanitaires de base ont été transformées en postes de santé et deux nouveaux postes de santé ont été construits.

La création du centre de Santa Catarina ainsi que la rénovation de la délégation de santé ont eu lieu. Toutes ces infrastructures sanitaires ont été également équipées. Le financement du système de santé est amélioré en particulier pour assurer la fourniture de médicaments et la maintenance des infrastructures de manière durable et efficace.

Des outils de gestion financière et comptable ont été mis en place et le personnel de la santé a été formé à leur utilisation. Le suivi et la supervision se poursuivent régulièrement. Par ailleurs, les soins différenciés et le système de référence ont été renforcés et rationalisés dans la région sanitaire Santiago Nord. La construction de l'hôpital régional est terminée et les équipements et le matériel ont été fournis par le projet. L'hôpital a été inauguré le 14 janvier 2008 en présence des Premiers ministres capverdiens et luxembourgeois.

De manière générale, le projet comporte un volet important de ressources humaines avec des formations et spécialisations (à l'étranger et sur place) dans les domaines de la santé publique et de la gestion.

Sur le plan national, il existe un comité de suivi dont le rôle est de faciliter la mise en œuvre de véritables réformes institutionnelles et financières qui assureront la pérennité et la généralisation de l'expérience pilote.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	3 134 422 EUR
Durée :	2004 - 2008

« Les indicateurs de santé du Cap-Vert sont parmi les meilleurs du continent africain, mais ceux de Santiago Nord sont parmi les pires du pays »



◀ Théâtre de rue pour sensibiliser la population à l'éducation sanitaire



▶ Outils de sensibilisation à l'éducation sanitaire destinés aux jeunes enfants



Education, Alphabétisation et Formation

CVE/068

Projet d'Appui au Programme national de Santé scolaire

Malgré la croissance significative de ces dernières années, le Cap-Vert se caractérise encore par une grande vulnérabilité économique et sociale qui se reflète dans la pauvreté d'une bonne partie de la population. Le grand poids de l'économie informelle, l'absence de revenus fixes essentiellement en milieu rural et le taux de chômage élevé sont des éléments indicateurs de la situation de pauvreté du pays.

La pauvreté affecte principalement le milieu rural, les femmes et les familles mono parentales. Les dernières données statistiques montrent que 36.7 % de la population vivent dans la pauvreté dont environ 20 % vivent dans l'extrême pauvreté.

Cependant, ces dernières années, les réformes menées dans le secteur de l'éducation ont eu des progrès significatifs sur la fréquence scolaire. L'augmentation de l'accès et la permanence des enfants et des jeunes dans les services éducatifs sont deux des grands objectifs atteints.

Sur le plan de la santé scolaire, des progrès ont été constatés, aussi bien en termes nutritionnels qu'en termes d'hygiène et de santé des enfants en général. Ont contribué à cela, le Programme d'Assistance aux Cantines Scolaires, les interventions du projet de santé scolaire et d'autres initiatives et actions au niveau municipal et national.

Malgré ces progrès, persistent encore des difficultés qui limitent la responsabilité simultanée des tâches de protection, de promotion de la santé et de prévention des maladies. Le manque de ressources (matériels et humains) adéquates, la situation de pauvreté et les faibles connaissances en hygiène de la population la plus vulnérable sont des facteurs qui influent sur le niveau de santé de la population.

L'amélioration de la santé des enfants en âge scolaire est un des objectifs du Programme National de Santé Scolaire (PNSE). L'école est aussi un excellent canal de communication qui permet d'instruire les valeurs et les comporte-

ments, de promouvoir la santé, la formation et la participation civique des élèves.

Le développement d'un tel programme contribue à réduire la prédominance de maladies dans la communauté en général, à réduire les iniquités sociales et de genre, à réduire les comportements à risques et à améliorer l'apprentissage en bénéficiant de la qualité de l'enseignement.

Le PNSE doit définir les orientations et les lignes d'action prioritaires en termes de santé scolaire pour les élèves qui fréquentent l'enseignement depuis le préscolaire jusqu'au deuxième cycle du secondaire. Ce programme implique la promotion de la santé en informant et en éduquant la population en général et les enfants en particulier, ainsi que la prévention de maladies, à travers le processus de contrôle de routine et de dépistage de celles-ci.

La stratégie pour le développement du PNSE tient compte des principes orienteurs comme l'alignement avec les principaux programmes du gouvernement et l'intégration dans les activités du Service National de Santé. Elle doit adapter ses interventions aux nécessités prioritaires selon les caractéristiques locales. De plus un renforcement institutionnel doit être prévu pour le développement des principales actions de santé scolaire du Ministère de l'Éducation et celui de la Santé. Le PNSE tient compte de la complémentarité des actions avec la famille et la communauté et l'exploitation des bonnes expériences déjà développées.

Ce programme est destiné à la toute la population éducative de l'enseignement préscolaire, de base et secondaire, des élèves (les trois à 16 ans qui représentent presque un tiers de la population capverdienne), les agents éducatifs, les enseignants, les chargés d'éducation aux professionnels liés à la santé et à l'éducation.

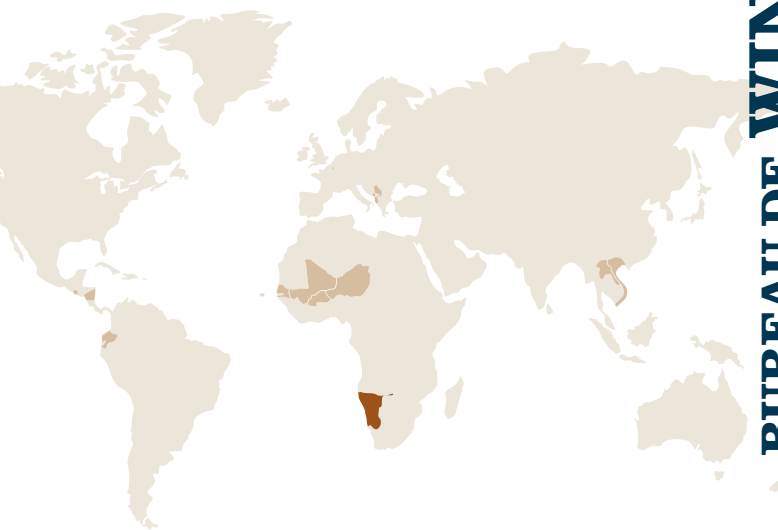
Les principaux secteurs d'intervention seront l'éducation en matière de santé, la détection et prévention de problèmes de santé, l'environnement scolaire et la promotion du développement d'écoles proactives et dynamisantes d'actions de santé scolaire.

De façon transversale, les interventions donneront la priorité à la situation nutritionnelle et alimentaire des enfants, le renforcement des activités d'informations, la sensibilisation et les interventions concrètes dirigées à colmater les situations de carences, l'hygiène personnelle et dentaire, la santé sexuelle et reproductive ainsi que les consommations néfastes : alcool, tabac et drogues.

On aura ainsi comme objectif général du programme, l'amélioration de la santé des enfants, des adolescents et des jeunes, à travers la promotion d'environnements sains dans les écoles, la fortification de leurs compétences pour la vie et le développement d'activités de promotion de la santé et de prévention des maladies.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	192 766 EUR
Durée :	2006 - 2007

« L'école est aussi un excellent canal de communication qui permet d'instruire les valeurs et les comportements, de promouvoir la santé, la formation et la participation civique des élèves »





Paolo Cervino

« Le PIC, d'un montant total de 22 millions EUR, se divise entre cinq principaux projets bilatéraux, qui portent sur le développement urbain, le développement rural, la bonne gouvernance, l'éducation et l'eau et l'assainissement »

Le bureau régional de Windhoek

Le bureau régional de Windhoek a été ouvert en 2003, dans un effort de décentralisation de l'Agence. Il s'agit d'une petite structure dirigée par le représentant régional et composée d'une assistante administration et finances et d'une Chargée des opérations.

Le rôle du bureau régional est de participer à chaque aspect du fonctionnement de l'Agence et de faire le lien entre le siège, les projets et les autorités nationales.

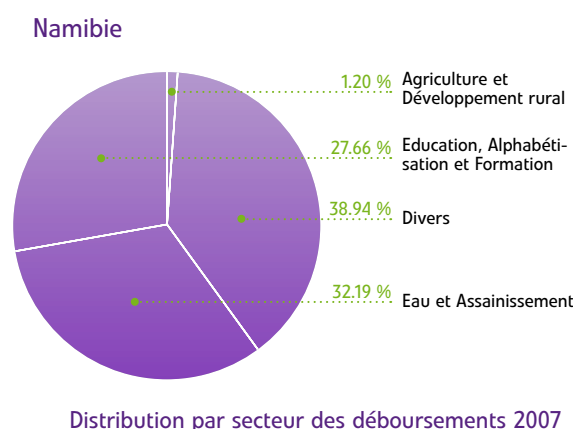
Étant donné que le gouvernement luxembourgeois a fait part de son intention d'arrêter sa coopération au développement avec la Namibie à l'horizon 2010, le dernier Programme Indicatif de Coopération (PIC 2007-2010), d'un montant total de 22 millions EUR a été signé entre les deux gouvernements. Il se divise entre cinq principaux projets bilatéraux exécutés par Lux-Development, qui portent sur le développement urbain, le développement rural, la bonne gouvernance, l'éducation et l'eau et l'assainissement.

Le programme en Namibie se trouve dans une phase intermédiaire entre deux programmes indicatifs de coopération. De ce fait plusieurs projets se trouvent en phase de clôture ou ont été clôturés comme le projet d'eau et d'assainissement à Rundu et le projet d'eau rurale dans les régions de Omaheke et Otjozondjupa. Le projet soutenant l'institut agricole de Mashare vient enfin de régler la question du

statut juridique de l'institut, qui deviendra une association sans but lucratif. Ceci présentait la condition sine qua non pour la durabilité de l'institut et le projet peut donc être clôturé. Le dernier projet dans le domaine de l'éducation de base sera terminé dès réception des derniers équipements pour les bibliothèque. Le projet du marché et du centre d'artisanat de Katima, qui devait se terminer fin 2007, a été prolongé de deux mois. Les deux entités sont aujourd'hui autonomes.

Deux nouveaux projets sont entrés en phase de formulation. Il s'agit d'un projet de décentralisation des services d'eau rurale - Kavango et Caprivi et un projet d'eau et assainissement à Katima Mulilo. Alors que le premier de ces projets n'a rencontré aucune difficulté, le deuxième a été bloqué par le conseil municipal qui a signé un accord d'intervention avec Namwater, le fournisseur d'eau, transférant ainsi la gestion financière des recettes de l'eau à cet organisme paragouvernemental, dans le but de rembourser des dettes. Il faut que cette question, parmi d'autres, soit résolue afin de pouvoir poursuivre le processus de formulation.

Les mandats de formulation des deux autres projets prévus dans le PIC souscrit par les deux parties, un projet d'appui à la formation professionnelle et un projet dans le domaine des systèmes d'information géographiques et le développement des statistiques en Namibie, ont été reçus fin 2007. Ces deux projets s'inscrivent dans la continuation de projets en cours.

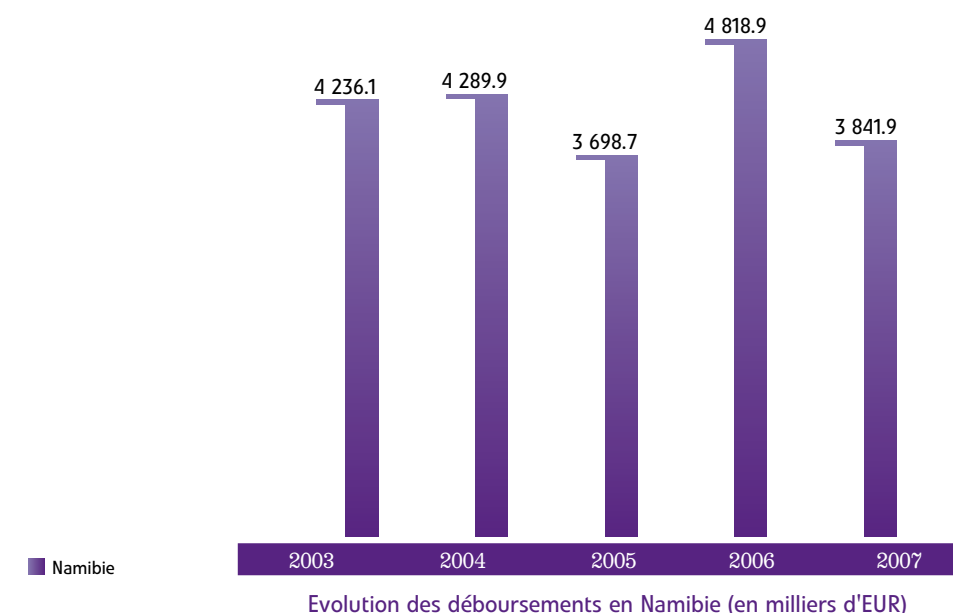


2007 s'est révélé une année difficile pour la Namibie. Du point de vue politique, l'évènement le plus marquant a été le congrès de la South-West African People's Organisation (SWAPO), le parti au pouvoir depuis 1989, élu avec 75 % des suffrages, et qui occupe 55 sièges sur 78 au parlement. Des querelles internes ont abouti à sa division et à la création de plusieurs nouveaux partis, dont le plus important est le Rally for Democracy and Progress (RDP - Rassemblement pour la Démocratie et le Progrès). Plusieurs anciens leaders influents de la SWAPO ont rejoint le RDP.

Le déficit d'électricité de l'Afrique du Sud a deux conséquences majeures : tout d'abord, la suspension de l'approvisionnement en électricité à la Namibie depuis fin 2007 et, en deuxième lieu, les fortes contraintes qui entravent la croissance de l'économie sud-africaine, qui est étroitement liée à celle de la Namibie.

Pour ce qui a purement trait au déroulement des activités de Lux-Development en Namibie, il est à souligner que le projet de loi concernant la formation professionnelle et l'éducation devrait être adopté en mars 2008. Ce retard a entravé le bon déroulement des activités du Centre de formation professionnelle Zambezi à Katima et pourrait reporter la formulation d'un nouveau projet dans le même domaine.

En outre, des retards dans la préparation du Troisième Plan National de Développement (NDP3) ont posé des problèmes aux partenaires pour le développement car, une fois achevé le NDP2 en 2006, ils ne pouvaient aligner leurs propres programmes pluriannuels sur les politiques nationales. A cela s'ajoute le fait que les partenaires techniques et financiers n'ont pas été invités à participer à sa conception.



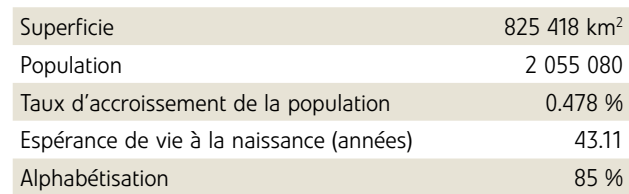


Namibie



Le taux de croissance annuel moyen du PIB dépasse 3 % depuis 1990 (6 % en 2004, 3,5 % en 2005), mais le chômage touche un tiers de la population. La dette publique s'élève à un tiers du PIB (5 % pour la dette extérieure). La politique économique du gouvernement est orientée vers

La sécurité alimentaire reste un problème important en Namibie ; ces dernières années, jusqu'à un tiers de la population a eu besoin de l'aide alimentaire distribuée par les organismes humanitaires. 34.09 % des Namibiens vivent avec moins d'un dollar par jour.



Semi-aride et subtropical sec, avec une courte saison des pluies de la mi-décembre à la fin février, le climat connaît quelques variations géographiques. Le désert du Namib, exposé aux vents toute l'année, est soumis à des écarts thermiques très importants. Le climat du plateau central, plutôt modéré l'hiver (juin à août) avec cependant des nuits très froides, se caractérise par des étés relativement humides et chauds. Le nord du pays, subtropical, reçoit les précipitations maximales (600-700 mm par an). A Windhoek : durant la journée, les températures sont comprises entre 6 °C et 20 °C l'hiver et entre 17 °C et 35 °C l'été (décembre-février). La moyenne pluviométrique annuelle est de 350 mm.

Durée	Code	Titre	Budget total EUR	Déboursés 2007
2001-2008	NAM/334	Institut de développement agricole de Mashare	2 987 756	46 068
2001-2008	NAM/337	Appui à l'éducation de base	4 486 440	179 683
2002-2008	NAM/338	Eau et assainissement à Omaheke et Otjozondjupa	4 800 000	622 782
2005-2008	NAM/339	Appui au centre de formation professionnelle « Zambezi »	3 630 200	883 103
2003-2008	NAM/340	Appui au marché de Ngweze et au centre artisanal de Katima	2 927 000	730 310
2004-2007	NAM/341	Développement urbain de Katima Mulilo	648 000	166 270
2005-2008	NAM/342	Projet SIG orienté vers la planification du développement de régions en Namibie	1 442 500	599 622
2006-2010	NAM/343	Formalisation des agglomérations informelles à Rundu et Katima Mulilo	5 000 000	517 271
2008-2011	NAM/345	Décentralisation des services d'eau rurale - Kavango et Caprivi	3 000 000	43 295



◀ **Habitations traditionnelles à Rundu (NAM/343)**



▶ **Introduction à un schéma d'épargne (NAM/343)**



Eau et Assainissement

NAM/343

Formalisation des agglomérations informelles à Rundu et Katima Mulilo

Ce projet se centre sur un thème hautement sensible pour les pays en développement : la propriété de la terre. Avec l'urbanisation de la population dans le monde, un nombre croissant de personnes abandonnent les campagnes pour aller vivre dans ce que nous pouvons techniquement appeler « des établissements informels », mais auxquels on se réfère souvent comme des « quartiers spontanés » ou « clandestins », des « taudis » ou des « favelas », ou encore des « bidonvilles ».

Les personnes y vivent dans des conditions très précaires, et souvent pendant de longues années. La plupart du temps, elles ne perçoivent que des revenus instables qui proviennent surtout du secteur informel et n'ont qu'un accès limité aux services de base : électricité, eau et assainissement. En effet, ni la pose de fils électriques ni celle de canalisations ne sont prévues du fait, tout simplement, qu'aux yeux de la loi ce sont des terrains inhabités.

La seule manière de parvenir à ce que les personnes qui vivent sur ces terrains acceptent d'investir de l'argent dans la construction d'un meilleur logement et aient accès aux services de base est de légaliser leur situation. Cependant, les démarches visant à légaliser les établissements informels sont très coûteuses

en Namibie. Le gouvernement a tenté de trouver une issue en concevant la loi sur la tenure foncière flexible (Flexible Land Tenure Bill), qui établit différents niveaux de propriété de la terre et propose la création d'un bureau local de la propriété chargé de définir les lots de terrain, au lieu de faire appel aux classiques sociétés de planification urbaine et à leurs géomètres.

À l'origine, le projet avait été conçu pour accompagner la mise en oeuvre de cette loi en créant les bureaux locaux de la propriété dans les capitales régionales de Rundu et Katima, puis pour assister ceux-ci dans la légalisation du plus grand nombre possible d'établissements humains informels.

Malheureusement, cette loi n'a jamais été adoptée et ne le sera probablement pas pendant la durée de ce projet. Il a donc fallu reprendre le mode classique de légalisation des établissements informels, mais le projet a pu réaliser des économies d'échelle en consacrant la totalité des fonds de cette activité à la formalisation. En outre, les terrains peuvent être achetés à un prix raisonnable et les coûts de légalisation recouvrés. Un accord a été conclu avec les conseils municipaux concernés pour que les fonds provenant de la vente des terrains soient investis dans un fonds rotatif qui servira à légaliser de nouveaux établissements.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	517 271 EUR
---	--------------------

« Un nombre croissant de personnes abandonnent les campagnes pour aller vivre dans les établissements informels »



Divers

NAM/342

Projet SIG orienté vers la planification du développement de régions en Namibie

Ce projet constitue la suite logique de deux phases qui, depuis 1994, ont été mises en oeuvre par Lux-Development dans le domaine des Systèmes d'information géographique (SIG).

L'objet essentiel du SIG est de conférer une dimension particulière à l'information. Cela signifie tout simplement qu'il est plus facile de prendre connaissance du nombre d'habitants des villes d'un pays donné au moyen d'une carte où ces chiffres sont reportés, qu'en lisant une liste de villes et leur nombre d'habitants.

Dans la pratique, cela permet de relier des informations entre elles dans une dimension géographique. Le domaine de la santé offre un exemple classique des applications du SIG. Si on reporte sur une carte les maladies qui touchent plus de 10% de la population, on sera à même de mieux organiser les actions de santé pour les enrayer ; et si on envisage d'organiser des activités de sensibilisation, notamment auprès des enfants, le fait de visualiser sur une même carte l'emplacement des écoles représentera en outre une aide importante.

La troisième phase de ce projet SIG, qui se déroule au Bureau central des Statistiques à la Commission Nationale du Plan,

poursuit essentiellement deux objectifs. D'un côté, rassembler toutes les données existantes en Namibie, les saisir dans une base de données unique et conférer une dimension spatiale à chaque élément de donnée. La base de données sera largement accessible au public par le biais d'Internet, mais l'information confidentielle sera également protégée par divers niveaux de sécurité. Les décideurs nationaux seront alors à même d'améliorer leur capacité de planification et de relier entre elles les données provenant de différents ministères.

D'un autre côté, le projet se propose de soutenir la Namibie dans ses efforts de décentralisation, au moyen de la création d'un centre régional d'information dans chacune des treize régions du pays, ce qui permettra aux autorités régionales (voire municipales et locales) de collecter, visualiser, analyser et utiliser les données. Les régions auront ainsi une meilleure connaissance de la situation de l'accès à la santé et à l'éducation, de même qu'aux services les plus élémentaires, telles que l'eau potable.

Le SIG III sera suivi du SIG IV, dont le propos sera d'aider le Bureau central des Statistiques à devenir une structure indépendante et à assurer la durabilité des centres régionaux d'information.

Contribution du Luxembourg en 2007 :	599 622 EUR
Durée :	2005 - 2008

« L'objet essentiel du SIG est de conférer une dimension particulière à l'information »



1. FAITS SAILLANTS EN 2007

1.1. NOUVELLE DIRECTION GÉNÉRALE

Avec effet au 11 janvier 2007, le Conseil d’Administration a nommé Monsieur Gaston Schwartz au poste de Directeur Général de Lux-Development, en remplacement de Monsieur Raymond Weber, démissionnaire.

A la même occasion, le Conseil d’Administration a nommé Monsieur Robert de Waha au nouveau poste de Directeur Général adjoint.

Lors de sa réunion du 28 février 2007, le Conseil d’Administration a nommé Monsieur Geert de Bruycker comme nouveau Directeur Opérations. Monsieur de Bruycker a repris ses fonctions en date du 1er janvier 2008.

1.2. RENFORCEMENT DES BUREAUX RÉGIONAUX

Tout au long de 2007, L’Agence a poursuivi sur la voie du renforcement des six bureaux régionaux dans le but d’augmenter l’efficacité de l’exécution de ses programmes et projets.

L’Agence a ainsi renforcé les bureaux de Hanoi, Ouagadougou et Dakar par le détachement de chargés de programmes.

Ces détachements se sont faits en même temps que les déménagements du personnel des bureaux régionaux de Hanoi, Praia et Windhoek dans les nouveaux bureaux - dorénavant partagés avec les missions du Ministère des Affaires étrangères.

1.3. DIVERSES ÉTUDES ET DÉMARCHE QUALITÉ (CERTIFICATION ISO 9001-2000)

En 2007, l’Agence a entamé deux études importantes avec l’objectif d’améliorer la qualité et l’efficacité de ses activités. D’une part, la direction a lancé une large consultation interne en vue d’une réorganisation des départements au siège d’un côté et d’une redéfinition des relations entre le siège et les bureaux régionaux et les projets d’un autre côté. Le groupe de travail qui s’est constitué à cet effet a été soutenu par un facilitateur externe. Il est prévu que les conclusions de ce groupe de travail, après discussion et adoption par le Comité de Direction, soient soumises au Conseil d’Administration au mois d’avril 2008.

D’autre part, la société a fait appel en 2007 à KPMG pour une mission de conseil portant sur la refonte des procédures d’audit et de contrôle des projets et programmes. Les nouvelles procédures seront d’application à partir du 1er janvier 2008 pour les audits et contrôles terrain de l’exercice 2008.

Enfin – en conformité avec l’article 25.2 de la Convention liant l’Agence à l’Etat « la masse salariale de l’Agence ne doit pas dépasser la masse salariale des employés de l’Etat de niveau de qualification similaire » – l’ensemble de ses frais de personnel a fait l’objet d’une analyse comparative par le ministère de la Fonction publique. Il s’avère que l’Agence reste environ 10 % en dessous du coût comparatif.

1.4. LES MÉTIERS DE L’AGENCE

- Au niveau du processus Formulation, le volume budgétaire global des documents de projets remis en 2007 s’élève à 133.1 millions EUR, ce qui correspond à une augmentation de 109% par rapport à 2006 (63.7 mio EUR).
- Au niveau du processus Exécution, le taux de réalisation de la programmation a connu une augmentation sensible par rapport à 2006 en passant de 75 % à 81 % et ce, malgré un contexte peu favorable (volume financier de projets en formulation très élevé et portefeuille de projets en exécution peu étoffé). L’année 2008 constituera sans nul doute une année de transition avec le démarrage des interventions formulées en 2007 et une augmentation de l’enveloppe des fonds mis à disposition de l’Agence.
- En ce qui concerne les processus de support (Ressources humaines, Procurement, Informatique et Finances), plusieurs chantiers ont été mis en route en 2007 dont l’impact en sera pleinement ressenti à partir de 2008.

2. PRODUITS

2.1. PRODUITS BRUTS

Depuis 2006, l’Agence n’est plus rémunérée par rapport aux déboursements effectués, mais sur base d’un budget approuvé annuellement par le Conseil d’Administration, comme définie dans le protocole d’accord du 8 novembre 2006 signé entre l’Etat du Grand-Duché de Luxembourg et Lux-Development.

Pour l’exercice 2007, le Conseil d’Administration a ainsi approuvé un budget de 7 586 931 EUR hors TVA à l’Agence. Au 31 décembre 2007, l’Agence avait appelé 6 872 977 EUR, soit 713 954 EUR ou 9.41 % en moins que le budget prévu.

En outre, l’Agence a perçu les honoraires suivants pour l’exécution de différents projets financés par d’autres sources que le Fonds de la Coopération au Développement (FCD) :

- CVE/060 – Amélioration des structures d’accueil et de traitement des toxicomanes: 9.5 % de 155 137 EUR, soit 14 738 EUR ;
- AFR/016 – Education au Développement : Histoires d’Afrique : un forfait de 1 733 EUR ;
- LAO/412 – Appui aux initiatives communautaires à Oudomxay : 7 % de 305 678 EUR, soit 21 398 EUR ;
- MLI/006 – Alphabétisation à Missabougou au Mali : un forfait de 22 866 EUR.

La somme des produits bruts de l’Agence pour l’exercice 2007 s’élève dès lors à 6 933 712 EUR, ce qui représente une augmentation de 1.7 % par rapport à 2006 (6 815 094 EUR).

2.2. AUTRES PRODUITS D’EXPLOITATION

En 2007, l’Agence a mis à la disposition des programmes et projets, gérés pour compte de l’Etat, des collaborateurs de l’Agence, dont les prestations ont été facturées pour un montant total de 360 947 EUR (416 441 EUR en 2006) aux programmes et projets concernés.

Dans le cadre de l'exécution de son programme Assistants Techniques Juniors (ATJ), le MAE a confié à l'Agence la gestion des stagiaires sélectionnés. Les frais de gestion de ces stagiaires ont été facturés aux frais réels au MAE pour un montant total de 243 062 EUR (262 005 EUR en 2006).

Par ailleurs, l'Agence a comptabilisé divers autres revenus de moindre envergure pour un montant total de 42 751 EUR (26 445 EUR en 2006), qui se composent principalement d'une aide à l'embauche de chômeurs âgés par le Fonds de l'Emploi (22 344 EUR), de diverses refacturations (6 025 EUR), de cessions d'actifs (11 200 EUR) et des remboursements de TVA (3 182 EUR).

La somme des autres produits d'exploitation de l'Agence pour l'exercice 2007 s'élève dès lors à 646 760 EUR.

2.3. CONSORTIUMS

Depuis 2001, l'Agence est le chef de file de deux consortiums intervenant pour le compte de l'Union européenne.

Il s'agit d'une part d'un projet de soutien à l'éducation de base au Maroc, projet dirigé par le Ministère de l'Education nationale marocain et pour lequel le consortium met à disposition des experts, et d'autre part d'un projet régional d'assistance à la surveillance des eaux de pêche de la SADC (Southern African Development Community) en Afrique australe.

L'assistance technique facturée à l'Union européenne en 2007 s'élève pour le projet au Maroc à 260 280 EUR et pour le projet en Afrique australe à 54 383 EUR, pour un montant total de 314 663 EUR.

Les resultats positifs dégagés pour ces deux consortiums en 2007 sont de 190 680 EUR pour le projet au Maroc et de 5 991 EUR pour le projet en Afrique australe.

La somme des produits des consortiums pour l'Agence en 2007 s'élève dès lors à 196 671 EUR.

Les résultats reportés de 2001 à 2007 s'élèvent à 252 966 EUR pour le Maroc et à 342 111 EUR pour l'Afrique australe, pour un montant total de 595 077 EUR.

2.4. INTÉRÊTS

L'Agence a perçu des intérêts des établissements bancaires en 2007 d'un montant de 64 037 EUR (29 269 EUR en 2006).

3. CHARGES

3.1. LES CHARGES BRUTES

Depuis l'exercice 2005, les frais de fonctionnement des bureaux régionaux sont intégrés dans les charges brutes de l'Agence selon leur nature.

Parmi les charges brutes, il y a lieu de relever trois postes qui représentent plus de 65 % de l'ensemble, à savoir :

- le loyer du siège et des bureaux pour un montant de 796 962 EUR (767 915 EUR en 2006) ;
- les frais de déplacements pour un montant de 277 151 EUR (300 782 EUR en 2006) ;
- les honoraires pour un montant de 214 996 EUR (239 839 EUR en 2006).

Les autres charges brutes, pour un montant total de 649 151 EUR (770 564 en 2006), se composent principalement des frais postaux et courrier express, des frais d'électricité et d'eau, des assurances, des frais de détachement et des frais du rapport annuel de 2007.

La somme des charges brutes de l'Agence pour l'exercice 2007 s'élève dès lors à 1 938 260 EUR (2 079 100 EUR en 2006).

3.2. CONSORTIUMS

Les résultats reportés relatifs aux deux projets concernés continuent de se voir appliquer le principe de précaution des années passées, et sont provisionnés à hauteur de 100 %, et ce jusqu'au moment de la clôture des projets. Les provisions pour charges pour l'exercice 2007 s'élèvent à 196 671 EUR (54 875 EUR en 2006). Enfin, la somme totale des provisions pour risques et charges en rapport avec les consortiums s'élève à 595 077 EUR au 31.12.2007.

3.3. LE PERSONNEL

Les frais de personnel en 2007 se composent comme suit :

- personnel siège pour un montant de 3 846 186 EUR (3 727 151 EUR en 2006) ;
- personnel bureaux pour un montant de 1 036 334 EUR (669 530 EUR en 2006) ;
- mise à disposition de personnel aux programmes et projets pour un montant de 360 947 EUR (416 441 EUR en 2006) ;
- stagiaires (programme ATJ) pour un montant de 243 062 EUR (262 005 EUR en 2006).

La somme des frais de personnel de l'Agence pour l'exercice 2007 s'élève dès lors à 5 486 529 EUR (5 075 127 en 2006).

Rapport de gestion 2007

Cette variation s’explique principalement par :

- l’augmentation des ETP (emplois équivalent temps plein) au siège dû à des retours de congé parental à temps partiel et à des retours de congé sans solde ;
- le renforcement du personnel dans nos bureaux régionaux ;
- les augmentations de salaires sur base du système des biennales.

Tableau 1 : Evolution des effectifs

Effectifs :	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Au 01 janvier	53	67	63	64	72	70
Au 31 décembre	67	62	67	73	71	77
Mois de travail	686	785	783	773	804	843

Tableau 2 : Répartition des effectifs

Au 31 décembre 2007, les effectifs étaient répartis comme suit :

	01.01.2007	31.12.2007	Variations
PERSONNEL SIEGE :	54	55	1
Direction Générale	0	2	2
(p.m. Direction Administrative et Financière)	1	0	-1
Direction des Opérations	1	2	1
Direction de la Formulation	1	1	0
Communication	1	1	0
Qualité & Evaluation	2	2	0
Formulation	5	6	1
Affaires hors convention	4	1	-3
Ressources humaines	4	4	0
Opérations	19	19	0
Procurement	6	6	0
Comptabilité & Finances	3	4	1
Audit Interne & Contrôle	1	1	0
Informatique	4	4	0
Secrétariat	2	2	0
PERSONNEL BUREAUX REGIONAUX :	7	12	5
PERSONNEL MIS A DISPOSITION :	2	5	3
STAGIAIRES :	7	5	-2
TOTAL :	70	77	7

Rapport de gestion 2007

4. ACTIF

Les immobilisations incorporelles et corporelles ont légèrement diminué en 2007, passant à 223 970 EUR (259 089 EUR en 2006). Cette diminution s’explique principalement par les achats de matériel pour le fonctionnement des bureaux régionaux en 2006.

Les créances de l’Agence sont passées à 627 410 EUR au 31.12.2007 (681 790 EUR en 2006) et se composent principalement des créances vis-à-vis des deux consortiums (595 077 EUR) et des créances des projets (22 158 EUR), des fonds à recevoir du Fonds de l’Emploi et du Ministère des Finances (7 826 EUR) ainsi que la TVA à recevoir du gouvernement capverdien (2 349 EUR).

Les autres créances ont augmenté à 214 860 EUR (152 248 EUR en 2006), il s’agit principalement des créances TVA vis-à-vis de l’Etat namibien (162 015 EUR) ainsi que des créances d’impôts (47 520 EUR).

Les avoirs en banque de l’Agence s’élèvent à 988 580 EUR au 31.12.2007 (1 155 778 EUR en 2006). La baisse par rapport à 2006 s’explique principalement par la diminution des soldes bancaires de nos bureaux régionaux (136 162 EUR en 2007 contre 354 907 EUR en 2006).

Le compte de régularisation de l’actif s’établit à 270 387 EUR au 31.12.2007 (206 858 EUR en 2006). Il s’agit notamment des charges payées d’avance en rapport avec les loyers au siège et dans les bureaux régionaux.

En conséquence, le total de l’actif s’établit à 2 325 207 EUR au 31.12.2007 (2 455 763 EUR en 2006).

5. PASSIF

Les capitaux propres s’élèvent à 669 418 EUR au 31.12.2007 (650 060 EUR en 2006). Cette augmentation s’explique par l’incorporation du bénéfice de l’exercice 2006 dans les résultats reportés.

Les provisions pour risques et charges s’établissent à 763 668 EUR au 31.12.2007 (585 672 EUR en 2006). Ce montant se compose principalement des provisions effectuées en rapport avec les deux consortiums (voir paragraphes 2.3 et 3.2).

Les dettes de l’Agence, avec échéance inférieure à un an, s’élèvent à 857 935 EUR au 31.12.2007 (1 153 245 en 2006). Cette baisse est principalement due au paiement plus accéléré à nos fournisseurs avant la fin de l’année.

Le compte de régularisation du passif « Produits constatés d’avance » affiche un solde de 34 186 EUR au 31.12.2007 (66 787 EUR en 2006). Il s’agit des honoraires encaissés d’avance pour l’exécution de projets financés par d’autres sources que le Fonds de la Coopération au Développement.

En conséquence, le total du passif s’établit à 2 325 207 EUR au 31.12.2007 (2 455 763 EUR en 2006).

Luxembourg, le 30 avril 2008

Le Conseil d'Administration

Bilan au 31 décembre 2007

exprimé en EUR

ACTIF	2007 (EUR)	2006 (EUR)
ACTIF IMMOBILISE		
Immobilisations incorporelles	428	1 105
Immobilisations corporelles	223 542	257 984
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	223 970	259 089
ACTIF CIRCULANT		
Créances		
- Créances résultant de ventes et prestations de services		
- Echéance inférieure à 1 an	627 410	681 790
- Echéance supérieure à 1 an		
- Autres créances		
- Echéance inférieure à 1 an	214 860	152 248
	842 270	834 038
Avoirs en banque, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse		
- Fonds de l'Agence	852 418	800 871
- Fonds des bureaux régionaux	136 162	354 907
	988 580	1 155 778
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 830 850	1 989 816
COMPTES DE REGULARISATION	270 387	206 858
TOTAL DE L'ACTIF	2 325 207	2 455 763

PASSIF	2007 (EUR)	2006 (EUR)
CAPITAUX PROPRES		
Capital souscrit	250 000	250 000
Réserves		
- Réserve légale	25 000	25 000
- Réserve spéciale	38 000	38 000
Résultats reportés	337 060	291 650
Résultats de l'exercice	19 358	45 410
TOTAL CAPITAUX PROPRES	669 418	650 060
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour impôts		28 494
Autres provisions	763 668	557 178
TOTAL PROVISIONS	763 668	585 672
DETTES (avec échéance inférieure ou égale à 1 an)		
- Dettes sur achats et prestations de service	180 156	313 748
- Dettes fiscales	109 059	121 372
- Dettes au titre de la sécurité sociale	144 228	119 672
- Autres dettes	77 430	181 638
- rétrocession envers l'Etat Luxembourgeois	182 834	248 684
- dettes envers l'Etat et les projets	164 228	168 130
- autres		
TOTAL DETTES	857 935	1 153 245
COMPTES DE REGULARISATION	34 187	66 787
TOTAL DU PASSIF	2 325 207	2 455 763

pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2007 (exprimé en euros)

CHARGES	2007 (EUR)	2006 (EUR)
Charges brutes	1 938 260	2 079 100
Rétrocession à l'Etat Luxembourgeois	77 430	181 638
Charges provenant d'associations momentanées	196 671	54 875
Frais de personnel		
- salaires personnel siège	4 589 586	4 184 199
- charges sociales		
• charges sociales hors pensions	143 858	132 495
• charges sociales couvrant les pensions	334 533	314 755
- salaires personnel local	224 775	223 225
- charges sociales	-	-
- autres charges de personnel	193 777	220 453
	5 486 529	5 075 127
Corrections de valeur sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	115 301	109 537
Intérêts et charges assimilées	24 996	48 191
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires		24 539
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	13 776	-
Bénéfice de l'exercice	19 358	45 410
TOTAL DES CHARGES	7 872 321	7 618 417

PRODUITS	2007 (EUR)	2006 (EUR)
Montant net du chiffre d'affaires	6 933 712	6 815 094
Autres produits d'exploitation	646 760	704 891
Produits provenant d'associations momentanées	196 671	66 125
Autres intérêts et produits assimilés	95 178	32 307
Perte de l'exercice	-	-
TOTAL DES PRODUITS	7 872 321	7 618 417

Rapport du Réviseur d'Entreprises

Aux Actionnaires de Lux-Development S.A.

Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des actionnaires en date du 23 mai 2007, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Lux-Development S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2007 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du conseil d'administration dans l'établissement et la présentation des comptes annuels

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimation comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du réviseur d'entreprises

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées par l'Institut des réviseurs d'entreprises. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises, de même que l'évaluation du risque que les comptes annuels contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le réviseur d'entreprises prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Lux-Development S.A. au 31 décembre 2007, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du conseil d'administration, est en concordance avec les comptes annuels.

Deloitte SA

Réviseur d'entreprises

Luxembourg, le 28 mai 2008



G. Kioes
Partner



LUX - DEVELOPMENT

Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement

A 10, rue de la Grève

BP 2273 / L-1022 Luxembourg

T +352 29 58 58 1

F +352 29 58 58 200

E ask@lux-development.lu

www.lux-development.lu